

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE  
Faculté des Lettres et Sciences humaines  
Université de Sherbrooke

*État, idéologie et politique culturelle dans le Mali postcolonial (1960-1968)*

Présenté par  
Pauline Fougère  
Bachelière ès arts  
De l'Université du Québec à Montréal (UQAM)

MÉMOIRE PRÉSENTÉ  
Pour obtenir  
LA MAÎTRISE ÈS ARTS (HISTOIRE)

Sherbrooke  
Mars 2012

*I-2574*



Library and Archives  
Canada

Published Heritage  
Branch

395 Wellington Street  
Ottawa ON K1A 0N4  
Canada

Bibliothèque et  
Archives Canada

Direction du  
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington  
Ottawa ON K1A 0N4  
Canada

*Your file Votre référence*

*ISBN: 978-0-494-88908-4*

*Our file Notre référence*

*ISBN: 978-0-494-88908-4*

#### NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

#### AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

---

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

Canada

## Composition du jury

État, idéologie et politique culturelle dans le Mali postcolonial (1960-1968)

Pauline Fougère

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Patrick Dramé, directeur de recherche  
(Département d'histoire, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke)

Jean-Pierre Le Glaunec  
(Département d'histoire, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke)

Maurice Demers  
(Département d'histoire, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke)

## **Résumé**

Au moment de l'indépendance, la mise en place de l'État est un véritable défi pour les nouveaux pays africains. Ce mémoire s'intéresse à la construction étatique entreprise par le premier gouvernement indépendant du Mali. Ce processus s'effectue sous la gouvernance du Parti unique de l'Union Soudanaise du Rassemblement Démocratique Africain (US-RDA), mené par le père de l'indépendance, Modibo Keita.

Les dirigeants postcoloniaux du Mali adoptent diverses stratégies pour mettre en place l'État-nation. Notamment, ils opèrent une liaison dialectique entre passé et modernité dans le but d'inscrire la nation malienne dans un processus historique précédant la colonisation. Ensuite, les dirigeants adaptent l'idéologie du socialisme scientifique aux objectifs et aux besoins postcoloniaux. Cette distorsion doctrinale permet de saisir la pensée politique qui guide la construction étatique au Mali. Finalement, la politique culturelle de l'US-RDA illustre le rôle de la culture dans la mise en place de l'État, mais également de la nation malienne. C'est donc à travers le triptyque État, idéologie et politique culturelle, qu'est définie la nature de l'État malien entre 1960 et 1968.

*Mots-clés* : État, nation malienne, socialisme malien, politique culturelle, Modibo Keita, Mali postcolonial.

## **Remerciements**

En préambule, je souhaite adresser mes remerciements les plus sincères aux personnes qui m'ont apportée leur aide et m'ont soutenue dans l'élaboration de ce mémoire.

Je tiens à remercier sincèrement Patrick Dramé, qui en qualité de directeur, s'est toujours montré à l'écoute et disponible tout au long de la réalisation de ce mémoire. Il a su m'encourager et apporter un soutien plus que constructif au cours de ces deux années de maîtrise.

Mes remerciements s'adressent également à tous les Maliens qui m'ont encouragé à mener à terme cette recherche. Plus particulièrement, ma reconnaissance s'adresse à l'anthropologue, Filifing Sako, avec qui j'ai eu l'occasion d'entretenir de longues discussions autour d'un excellent thé.

Enfin, j'adresse mes plus sincères remerciements à tous mes proches et amis, qui m'ont toujours supportée et motivée dans les moments les plus difficiles. Je souhaite saluer plus spécialement Camille, Timothée, Jonathan, Jean-François et le Belmont qui ont, volontairement ou non, soutenu et allégé ces longues semaines de travail.

Merci à tous et à toutes.

## **Table des matières**

<b>Introduction générale .....</b>	<b>1</b>
1. Précision de l'objet d'étude .....	2
2. Justification de l'objet d'étude.....	3
3. Problématique .....	4
4. Hypothèses.....	4
5. La source et la méthodologie .....	6
6. Les principales difficultés rencontrées.....	7
<b>Bilan historiographique.....</b>	<b>8</b>
1. Histoire générale de l'Afrique .....	8
1.1. Comment l'Europe pense et écrit sur l'Afrique.....	8
1.2. Décolonisation du passé africain .....	10
1.3. La fin de la tutelle coloniale .....	11
1.4. Le Mali postcolonial.....	13
1.5. Réflexions sur le Post-colonialisme .....	14
2. État et idéologie dans le Mali de Modibo Keita .....	15
2.1. L'État postcolonial et sa nature.....	15
2.2. Études sur les pères des indépendances.....	16
2.3. Idéologies des indépendances.....	18
3. La politique culturelle : structures et ambitions.....	19
<b>Chapitre 1- La République du Mali : Genèse d'un nouvel État indépendant .....</b>	<b>22</b>
1. La grandeur perdue : l'Empire de Sundjata .....	23
1.1. L'âge d'or de l'Afrique de l'Ouest .....	23
1.2. Au cœur de l'oralité .....	25
2. L'avènement du Soudan français.....	26
2.1. Les impacts coloniaux .....	26
2.2. La dimension culturelle au Soudan occidental .....	27
2.3. L'enseignement ou l'éclosion d'une élite ouest-africaine .....	28
3. L'émergence de l'US-RDA (1945-1960) .....	30
3.1. Itinéraire d'un père de l'indépendance : Modibo Keita avant 1945 .....	30

3.2. La déliquescence du système colonial .....	31
3.3. La montée de l'US-RDA .....	33
3.4. La marche vers l'émancipation.....	35
<b>Chapitre 2- Le régime du parti-État et du socialisme : le culte de l'unité.....</b>	<b>40</b>
1. L'US-RDA : La haute instance de la nation malienne .....	41
1.1. Justification du parti unique .....	41
1.2. Organisation du parti-État .....	45
2. La mobilisation populaire .....	50
2.1. Une structure tentaculaire.....	50
3. Le socialisme au service de l'unité et du développement.....	55
3.1. Vers l'indépendance économique.....	55
3.2. Le socialisme malien d'après Modibo Keita et l'US-RDA.....	57
<b>Chapitre 3- La politique culturelle : porte-étendard de l'État et de la nation .....</b>	<b>64</b>
1. De l'acculturation à la réaffirmation culturelle.....	65
2. Créer la nation malienne .....	66
2.1. Restaurer la personnalité africaine .....	66
2.2. L'unité nationale à tout prix .....	67
3. Les outils de la politique culturelle .....	69
3.1. La Semaine de la Jeunesse.....	69
3.2. Genèse d'une musique nationale .....	76
3.3. La radio et la Librairie populaire: vecteur d'une idéologie culturelle .....	78
3.4. La coopération culturelle internationale .....	80
4. Conclusion .....	82
<b>Conclusion .....</b>	<b>84</b>
<b>SOURCES.....</b>	<b>88</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>91</b>

## **Introduction générale**

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les puissances européennes entreprennent de conquérir l'espace africain menant, dès la fin du siècle, à la colonisation du continent. À cette époque, l'Europe est à la recherche de nouveaux marchés afin de soutenir le rythme de son développement engendré par la Révolution industrielle. Conjuguées aux motivations économiques, les ambitions scientifiques et les aspirations morales visant à « civiliser » les populations barbares, renforcent le processus de colonisation<sup>1</sup>. En outre, l'occupation européenne de l'Afrique entraîne l'assujettissement politique des populations locales redéfinissant radicalement le paysage social du continent noir. Le pouvoir traditionnel africain se voit déclassé au profit des métropoles européennes et les relations traditionnelles, modifiées par de nouveaux codes sociaux importés de l'Occident. La France participe à cette expansion impérialiste et crée deux entités politiques : l'Afrique Occidentale Française (AOF) et l'Afrique Équatoriale Française (AEF)<sup>2</sup>.

Après plusieurs décennies de domination coloniale, la période des décolonisations s'amorce dès la fin des années 1950 dans un climat d'effervescence idéologique et intellectuelle sans précédent<sup>3</sup>. Les principaux acteurs de l'émancipation africaine proviennent d'une petite élite ayant reçu une éducation coloniale privilégiée. La fin du colonialisme représente pour ces « pères de l'indépendance » et les intellectuels africains une phase nouvelle, une ère où tout devient possible. Après un siècle de colonisation, les États africains ont finalement la liberté de mener leur destin. Le développement économique et social et la construction de la nation deviennent des enjeux cruciaux pour les jeunes états indépendants.

Au cours de ce mouvement de libération nationale, le Soudan occidental accède à l'indépendance le 22 septembre 1960, sous le patronyme de Mali. Modibo Keita, alors

---

<sup>1</sup> Catherine Coquery-Vidrovitch et Henri Moniot, *l'Afrique noire. De 1800 à nos jours*, Paris, PUF, 2005 (c1974), p. 51.

<sup>2</sup> L'AOF regroupe la Mauritanie, le Sénégal, le Soudan français, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Niger, la Haute-Volta et le Dahomey. Pour sa part, l'AEF englobe le Gabon, le Moyen-Congo, le Tchad et l'Oubangui-Chari.

<sup>3</sup> Patrick Dramé, «Les idées phares du processus de décolonisation», *Chaire Lucienne-Cnockaert*, [en ligne], <http://pages.usherbrooke.ca/lucienne-cnockaert/index.php?id=114>, (page consulté le 24 avril 2010).



secrétaire général de l'Union soudanaise du Rassemblement Démocratique Africain (US-RDA), devient le premier président du Mali indépendant de 1960 à 1968. Le modèle socialiste s'impose comme l'idéologie prééminente de l'État dirigé par le parti unique de l'US-RDA<sup>4</sup>. L'indépendance politique acquise, le processus de construction nationale commence.

### 1. Précision de l'objet d'étude

À l'accession à l'indépendance, l'US-RDA domine le paysage politique du Mali. L'étude de l'itinéraire antérieur de Modibo Keita, tout comme celui de l'Union soudanaise, permet de comprendre l'ascendant politique du chef du parti ainsi que le fonctionnement de l'État. Ce parti joue un rôle majeur dans le processus de décolonisation et gagne, par le fait même, une légitimité politique inébranlable. Il incarne la base du pouvoir dans le Mali postcolonial. Au moment des indépendances, l'institution du parti unique représente le moyen de direction privilégié par les dirigeants africains dans le processus de construction étatique, car il favorise l'unité nationale<sup>5</sup>. Ainsi, on estimait les pays nouvellement indépendants fragiles et en butte aux divergences internes. Conséquemment, le risque de déstabilisation est, selon l'Union soudanaise, omniprésent. Le parti-État tend à englober toutes les franges de la population par l'entremise de diverses associations visant la mobilisation constante du peuple dans l'édification nationale<sup>6</sup>. Incarnant l'État, l'étude des structures du parti unique nous renseigne sur la conception malienne du pouvoir.

Nouvellement indépendant, le Mali définit ses avenues politiques et choisit de s'orienter vers le socialisme. Idéologie multidimensionnelle et polymorphe, la définition des fondements du socialisme malien est nécessaire à la compréhension de son influence sur les politiques de l'US-RDA. L'idéologie du socialisme scientifique est le

---

<sup>4</sup> Guy Martin, «Socialism, Economic Development and Planning in Mali, 1960-1968», *Canadian Journal of African Studies*, Vol. 10, No. 1, 1976, p. 23.

<sup>5</sup> Yves Bénot, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, François Maspero, 1969, p. 285.

<sup>6</sup> *Ibid.* p. 298.

soubassement de l'État<sup>7</sup>. Conséquemment, il est primordial de saisir ses tenants et aboutissants afin de comprendre le fonctionnement de l'État, les valeurs qu'il prône ainsi que l'influence idéologique sur la politique culturelle de l'US-RDA.

Modibo Keita considère la colonisation comme une parenthèse culturelle. Dans cet ordre d'idée, la réappropriation des valeurs et des traditions précoloniales demeure un enjeu fondamental de la politique culturelle. Notamment, le griot, de l'époque dite traditionnelle, est réintégré pour transmettre la tradition africaine. Si ce statut a été négligé sous la colonisation, les traditionnistes seront mobilisés au lendemain de l'indépendance. De plus, le fonctionnement communautaire de l'Afrique précoloniale devient un argument pour appuyer le choix idéologique officiel<sup>8</sup>. Cependant, la mise en place de la politique culturelle a également pour fonction de renforcer les politiques étatiques en vue de construire la nation malienne. Pour ce faire, l'US-RDA met en place diverses stratégies pour créer une culture nationale. Il s'agira ici d'examiner les moyens ainsi que le contenu de la politique culturelle mise de l'avant par le parti unique, à travers les discours de son chef et les articles de l'*Essor*, journal officiel de l'Union soudanaise, afin de comprendre comment elle s'articule et quels en sont les objectifs réels.

## 2. Justification de l'objet d'étude

L'année 2010 marque le cinquantième anniversaire des décolonisations africaines. L'heure est au bilan et à la prospection. Durant son mandat de 1992 à 2002, le président malien, Alpha Oumar Konaré, qui est d'ailleurs historien de formation, avait entrepris de réhabiliter Modibo Keita à titre de père fondateur de la nation malienne. De 1968 à 1991, le Mali est dirigé par le dictateur Moussa Traoré qui a renversé M. Keita. La mémoire du premier président malien se développe à partir de la démocratisation du Mali en 1992. Le court gouvernement socialiste « keitaïen » a posé les premières pierres de la nation, mais demeure peu exploré, en dépit de son action vigoureuse entre 1960 et 1968.

---

<sup>7</sup> Harris Memel-Fotê, «Des ancêtres fondateurs aux Pères de la nation. Introduction à une anthropologie de la démocratie», *Cahiers d'Études Africaines*, Vol. 31, Cahier 123, p. 274-275.

<sup>8</sup> Jan Dessau, «Le Mali : une expérience partielle d'indépendance économique» dans John D. Esseks, *L'Afrique de l'indépendance politique à l'indépendance économique*, Grenoble, François Maspero, Presses universitaires de Grenoble, 1975, p. 179.

L'étude de l'intrication État-idéologie-politique culturelle au Mali possède un intérêt historique par son originalité. En effet, si le Ghana de Kwame Nkrumah, ou encore la Guinée de Sékou Touré, font l'objet de nombreuses recherches, le Mali de l'indépendance ne connaît pas autant de succès dans l'analyse historique. Pourtant, Modibo Keita se distingue par son élaboration d'une conception socialiste particulière et propose une approche culturelle qui, jusqu'à maintenant, n'a pas fait l'objet d'une recherche systématique. Son étude apporte une nouvelle lumière sur cette ère d'effervescence politique que connaît l'Afrique des années 1960. Nous nous attardons, par conséquent, sur le cas du Mali, essentiellement pour son originalité, mais également pour ses riches traditions ancestrales qui ressurgissent au moment de l'indépendance.

### **3. Problématique**

Notre recherche s'intéresse à la nature de l'État malien entre 1960 et 1968 à travers le triptyque État, idéologie socialiste et politique culturelle. Notre réflexion se structure autour des questions suivantes : Quels sont les structures du parti-État US-RDA et ses ramifications au sein de la société? Comment s'articule la réflexion malienne sur la construction nationale? Quels sont les soubassements du socialisme mis de l'avant par ce gouvernement? Comment se définit la politique culturelle et quels en sont ses mécanismes sous-jacents? Quelle fonction possède-t-elle : réappropriation culturelle ou instrumentalisation politique? Finalement, quel bilan peut-on dresser de la première décennie de l'État malien?

### **4. Hypothèses**

Le premier défi des « pères de l'indépendance » en Afrique est de gérer des États-nations dont les frontières sont issues de la colonisation. L'indépendance de la République du Mali est proclamée le 22 septembre 1960 par Modibo Keita, premier président de ce nouveau pays. Le nom de Mali n'est pas une coïncidence et informe sur la volonté de cette nouvelle entité politique de former un tout cohérent qui prend ses racines

bien avant la conquête française. L'Empire du Mali (XIIIe-XVIe) représente une époque fondamentale puisqu'il témoigne de la grandeur passée de l'Afrique de l'Ouest. Ce simple geste de décolonisation toponymique du pays indique une certaine revendication du passé précolonial dans le présent processus de construction nationale. Les peuples de l'Afrique de l'Ouest ont déjà coexisté au sein d'une fédération commune ; ce rappel vient appuyer l'effort de construction nationale nécessaire au moment de l'indépendance.

Au lendemain de l'indépendance, l'US-RDA domine la scène politique malienne. Le parti unique se développe un réseau visant à englober la totalité de la population. Les ramifications du parti favorisent la diffusion de l'idéologie officielle, le socialisme scientifique<sup>9</sup>. Le leader nationaliste malien, Modibo Keita, se conforte dans l'idée que ce choix idéologique est inhérent au stade de développement préindustriel du Mali postcolonial ; comme il n'y a pas de classe bourgeoise, il est possible de passer directement à l'édification d'une société basée sur le socialisme<sup>10</sup>. En outre, le caractère communautaire de l'Afrique précoloniale appuie également cette option idéologique. Nous pensons que la politique culturelle de réappropriation de traditions du passé vient soutenir les choix politico-doctrinaux de l'État malien. « Au niveau des gouvernants de chaque État, l'idéologie, exigence aussi officielle que l'impôt ou le maintien de l'ordre [...], s'identifie au culturel, et du coup à l'Éducation nationale, mais aussi à la presse, à la radio et bien entendu à la création littéraire »<sup>11</sup>.

Par conséquent, nous pensons que la politique culturelle mise en place par le premier gouvernement du Mali indépendant est instrumentalisée à des fins de légitimation du pouvoir et de construction nationale. L'exaltation des valeurs traditionnelles par l'État postcolonial lui permet d'inscrire une rupture nette avec la colonisation en octroyant une nouvelle fierté aux Maliens. Cela rend possible la mobilisation de la population autour d'un objectif commun : la construction de la nation. Positionné en tant qu'acteur, le peuple acquiesce, en théorie, à l'idée de canaliser tous les efforts vers l'édification du pays et, plus particulièrement, à l'implantation du socialisme.

---

<sup>9</sup> *Ibid.* p. 170.

<sup>10</sup> Francis G. Snyder, «The political thought of Modibo Keita», *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 5, No. 1, Mai 1967, p. 83.

<sup>11</sup> Bénot, *op. cit.*, p. 46-47.

## 5. La source et la méthodologie

Notre première source est un recueil de discours de Modibo Keita, de 1960 à 1964<sup>12</sup>. Il représente une référence fondamentale de notre corpus puisqu'il révèle les idées politiques et la conception de l'État de Modibo Keita. À travers l'analyse de ces discours, nous cherchons notamment à mettre en relief l'idéologie prônée ainsi que les références à la tradition et à la gouvernance politique tels que représentées par le chef de l'État. Ces nombreuses allocutions nous indiquent notamment la nature du socialisme malien, basé sur la masse paysanne ainsi que sur la centralisation étatique des secteurs économiques et sociaux du pays. Le nationalisme représente un thème récurrent et explique divers choix politiques comme celui du non-alignement dans les relations internationales. L'unité nationale est aussi un enjeu primordial pour l'État postcolonial d'où l'institution du parti unique et l'incarnation suprême de la nation par son chef. Le parti unique y est présenté comme une émanation directe de la volonté populaire et possédant, par le fait même, une légitimité sans frontière. La culture y est abordée en filigrane par le biais de la Semaine de la Jeunesse, de l'héritage culturel et des représentations artistiques. Il s'agira d'analyser ces thèmes afin de comprendre les fins de la politique culturelle.

*L'Essor*<sup>13</sup> constitue notre seconde source. Il s'agit de l'organe de presse officiel de l'US-RDA. Cette source est un outil pertinent à la compréhension de l'idéologie officielle du gouvernement. Ce quotidien vient compléter les discours de Modibo Keita en contenant la propagande du parti. Dès lors, nous pourrions mieux saisir les mécanismes du gouvernement de l'US-RDA quant à la diffusion idéologique officielle. De plus, de nombreux discours du président se retrouvent dans ce journal. Pour recueillir les articles de *L'Essor*, nous avons effectué des recherches au sein des Archives nationales du Mali. Cependant, ces dernières n'ont mis à disposition ce périodique qu'à partir de 1961. Il s'agit d'un quotidien (cependant, il est parfois publié au deux jours) couvrant l'actualité, bien souvent politique, du Mali. En moyenne, un numéro est constitué de quatre à huit pages. La comparaison entre les informations des discours et celles émanant des articles permet une complémentarité de la représentation de l'État.

---

<sup>12</sup> Modibo S. Keita, *Discours et interventions*, Bamako, 1965, 333 p.

<sup>13</sup> *L'Essor*, Bamako, 1961-1968.

La principale méthode que nous emploierons pour cette recherche réside dans l'analyse des discours de M. Keita ainsi que des articles publiés par *L'Essor*. Nous allons questionner les discours afin d'examiner les récurrences, les ambiguïtés et les évolutions de plusieurs thèmes émanant du triptyque État, idéologie et politique culturelle, et de leur interrelation. Nous supposons que les discours procèdent de la propagande et qu'il sera nécessaire de se doter d'un appareil critique afin de comprendre les enjeux qui sous-tendent l'action de l'Union soudanaise.

## 6. Les principales difficultés rencontrées

L'analyse du discours représente un défi pour le chercheur. Les paramètres inscrits dans ceux-ci, notamment l'idéologie socialiste, les références à la tradition, à l'héritage précolonial et à la construction nationale, devront être identifiés afin de dégager les principaux éléments et comprendre la nature de l'État malien. La consultation des Archives nationales du Mali effectuée en juillet 2010 a révélé le peu d'investissement gouvernemental dans la conservation du patrimoine dû en grande partie aux conditions économiques du pays.

En effet, ces archives ne comprennent aucun document gouvernemental postérieur à l'indépendance, soit le 22 septembre 1960. Chaque ministère conserve ses dossiers sans les classer et les chercheurs n'y ont malheureusement pas accès. Néanmoins, nous avons eu accès au périodique de l'US-RDA, *L'Essor*, et nous avons donc collecté de nombreux articles couvrant la période 1961 à 1968 concernant la politique du parti-État ou encore la culture. Nous ferons parfois appel à des sources de secondaires afin de compléter l'information fournie par les sources.

---

Notre mémoire s'inscrit dans le champ historique de l'Afrique contemporaine et de l'étude de l'État postcolonial africain puisqu'il est question de construction étatique par le gouvernement malien de Modibo Keita. Il se situe également dans le cadre de l'histoire politique, car par le biais de l'analyse des discours du premier président du

Mali, nous voulons dégager sa conception de l'État, de l'idéologie socialiste ainsi que de la place de la culture dans la construction nationale. Ces discours permettent non seulement de saisir l'imaginaire politique de premier président malien, mais ils aident également à cerner le cadre théorique dans lequel il évolue tout en captant le climat de l'époque ou plutôt celui qu'il souhaite véhiculer. À notre connaissance, aucune étude comprenant l'interaction de ces trois éléments n'a été effectuée pour le Mali.

## **Bilan historiographique**

Notre bilan historiographique se divise en quatre principales parties. En premier lieu, nous effectuons un retour sur les études marquantes de l'histoire de l'Afrique en général et, plus particulièrement, sur la décolonisation de son histoire. En second lieu, nous nous penchons sur les études ayant trait à la fin de la tutelle coloniale en Afrique ainsi qu'au Mali. Nous abordons également la théorie du post-colonialisme. En troisième lieu, les principales analyses des concepts d'État postcolonial en Afrique et d'idéologie des indépendances seront présentées. Finalement, nous nous intéressons à la conception d'une culture nationale en général et plus spécifiquement, dans le Mali indépendant.

### **1. Histoire générale de l'Afrique**

#### ***1.1. Comment l'Europe pense et écrit sur l'Afrique***

À partir de la conquête coloniale, l'histoire de l'Afrique est écrite par quelques historiens européens qui diffusent une représentation particulière de ce continent, celle d'une terre sans histoire avant l'arrivée des colonisateurs. Dès 1822, Hegel écrit que l'Afrique ne s'inscrit pas dans l'histoire universelle : « L'Afrique, aussi loin que remonte l'histoire, est restée fermée, sans lien avec le reste du monde ; c'est le pays de l'or, replié sur lui-même, le pays de l'enfance qui, au-delà du jour de l'histoire consciente, est enveloppé dans la couleur noire de la nuit »<sup>14</sup>. De plus, en 1853, Arthur Gobineau

---

<sup>14</sup> Friedrich Hegel, *La Raison dans l'Histoire*, Paris, Plon, coll. «10/18», n° 235, 1965 (c1822-1830), p. 247.

hiérarchise les races et en confère la supériorité aux Aryens puisqu'ils sont, selon lui, à l'origine de toutes les grandes civilisations humaines<sup>15</sup>. La race noire « est la plus humble et gît au bas de l'échelle. Le caractère d'animalité empreint dans la forme de son bassin lui impose sa destinée, dès l'instant de la conception. Elle ne sortira jamais du cercle intellectuel le plus restreint ». Largement répandues, ces théories constituent les fondements de la littérature historique européenne concernant l'Afrique, soutenant l'entreprise coloniale qui s'amorce au milieu du XIXe siècle.

Sous la colonisation française de l'Afrique, les historiens replacent dans la longue durée la conquête afin de la légitimer comme un mouvement « civilisateur »<sup>16</sup>. En 1886, Alfred Rambaud inscrit la conquête du XIXe siècle dans la tradition impérialiste française perdurant depuis la découverte du Nouveau-Monde<sup>17</sup>. Dans leur *Histoire des colonies françaises*<sup>18</sup>, Gabriel Hanotaux et Alfred Martineau remontent à la christianisation des Celtes au moment de leur inclusion à la Gaule, œuvre bienfaitrice de civilisation des « barbares »<sup>19</sup>. La plupart des synthèses historiques de l'époque coloniale s'intéressent à l'histoire militaire, diplomatique et commerciale et s'inscrivent dans le courant dominant de l'école méthodique<sup>20</sup>. Toutefois, en 1912, Maurice Delafosse, historien de terrain, se distingue par la publication d'un des premiers ouvrages traitant d'histoire africaine, et non de la colonisation africaine<sup>21</sup>. De plus, il sollicite l'apport des traditions orales, sources considérées douteuses, et donc irrecevables, par la plupart de ces contemporains. Dans la même optique, Georges Hardy adhère à l'idée que l'Afrique possède une histoire<sup>22</sup>. Le développement de l'histoire « indigène », à laquelle participe des anthropologues, des ethnologues et des historiens, apporte de nouvelles perspectives sur le passé des colonisés, et se veut « à la fois science du passé des colonies et discipline

<sup>15</sup> Comte Arthur de Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races*, Paris, Éditions Pierre Belfond, 1967 (c1853-1855), 878 p.

<sup>16</sup> Jean-François Klein et Marie-Albane de Suremain, «Clio et les colonies. Retour sur des historiographies en situation», *Romantisme*, n° 139 (1/2008), p. 64.

<sup>17</sup> Alfred Rambaud, *La France coloniale, Histoire, Géographie, Commerce*, Paris, Armand Colin, 1886.

<sup>18</sup> Gabriel Hanotaux et Alfred Martineau, *Histoire des colonies françaises*, Paris, Plon, 1929, 6 vol.

<sup>19</sup> Klein et de Suremain, *loc. cit.*, p. 64.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> Maurice Delafosse, *Haut-Sénégal Niger. Vol. 2. L'Histoire*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1912.

<sup>22</sup> Georges Hardy, *Vue générale de l'histoire de l'Afrique*, Paris, Armand Colin, 1922, 200 p.



au service de la colonisation en cours »<sup>23</sup>. L'essor de l'histoire de l'Afrique et de ses habitants s'opère seulement au moment des décolonisations africaines à la suite de la Seconde Guerre mondiale.

## 1.2. Décolonisation du passé africain

Au moment des décolonisations, les Africains rejettent la vision impériale eurocentriste qui infériorise les populations colonisées. Conséquemment, en 1964, l'UNESCO met en place un Comité scientifique international, réunissant 231 historiens de multiples origines, pour élaborer la collection intitulée *Histoire générale de l'Afrique*. Elle vise à favoriser une perspective historique africaine du continent noir dénuée de préjugés raciaux. Huit volumes découleront de cette initiative scientifique. Publié en 1980, le premier tome brosse un portrait des études qui ont été entreprises sur l'histoire de l'Afrique, des méthodes qui ont été développées et effectue un inventaire des sources pertinentes à la recherche future sur l'Afrique<sup>24</sup>. Ce volume constitue un point de départ crucial au développement d'une nouvelle histoire africaine.

Le nationalisme conjoint à la constitution d'États indépendants en Afrique amène les Africains à écrire leur propre histoire, domaine jusqu'alors monopolisé par les Européens. En 1960, Djibril T. Niane et Jean Suret-Canale publient *Histoire de l'Afrique occidentale*<sup>25</sup>, ouvrage profondément marqué par l'anticolonialisme et le panafricanisme. Dans le même ordre d'idée, Cheikh A. Diop retrace les grands moments de l'histoire de l'Afrique et élabore les fondements nécessaires à la constitution d'un État fédéré d'Afrique noire<sup>26</sup>. Cet auteur est profondément afrocentriste, courant développé en réaction à l'eurocentrisme que le continent africain a connu<sup>27</sup>. Dans cet ouvrage, il va

<sup>23</sup> Sophie Dulucq, *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale (XIXe-XXe siècle)*, Paris, Karthala, 2009, p. 120.

<sup>24</sup> Joseph Ki-Zerbo (sous dir.), *Histoire générale de l'Afrique. Vol. I. Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, Présence africaine, 1980, 893 p.

<sup>25</sup> Djibril Tamsir Niane et J. Suret-Canale, *Histoire de l'Afrique occidentale*, Paris, Présence Africaine, 1960, 223 p.

<sup>26</sup> Cheikh Anta Diop, *Nations, nègres et cultures*, Paris, Présence africaine, 1954, 120 p.

<sup>27</sup> «Il faudrait attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que ce discours européocentrique cède la place à une historiographie africaine prenant en charge l'écriture de l'histoire de l'Afrique.» dans Marco Platania, «L'historiographie du fait colonial : enjeux et transformations», *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, janvier 2011, no 24, p. 197.

jusqu'à prétendre que les Noirs sont à l'origine de la civilisation égyptienne. Malgré la prégnance des idéologies marquant la période des indépendances, cette première génération d'historiens africains œuvre pour la réappropriation de leur passé, jusqu'ici écrit par les Européens.

### 1.3. La fin de la tutelle coloniale

À la suite de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs réformes du système colonial sont entreprises sans succès. Ainsi, dans les années 1950, s'amorce la période des décolonisations marquant profondément l'historiographie africaine. Une nouvelle écriture de l'histoire de l'Afrique éclot sous l'impulsion de la Grande-Bretagne et des États-Unis. La Grande-Bretagne décolonise ses territoires plus tôt que la France, l'Inde devenant indépendante en 1947<sup>28</sup>. Dès cette date, deux chaires de recherche universitaires sont consacrées à l'étude. En 1960, le *Journal of African Studies* est inauguré. Aux États-Unis, le développement de départements universitaires dédiés aux *Afro-American Studies* et aux *African Studies* s'opère au moment de la lutte des Afro-Américains pour l'obtention de droits civiques égaux aux citoyens blancs<sup>29</sup>. Toutefois, les études américaines et britanniques ne priorisent pas l'étude de l'Afrique occidentale, ceci demeure majoritairement l'apanage des recherches françaises ou d'historiens africains francophones. La France s'intègre au mouvement du développement de la recherche sur la colonisation en créant, notamment, divers centres d'études sur l'Afrique, et en fondant les *Cahiers d'études africaines*, en 1960.

L'historien Henri Brunschwig est un des pionniers de l'histoire africaine en France. Il s'inscrit dans le courant prépondérant à l'époque de l'école des *Annales* favorisant l'étude de la longue durée et l'histoire économique et sociale<sup>30</sup>. En 1960, il

---

<sup>28</sup> Catherine Coquery-Vidrovitch, «Réflexions sur l'historiographie africaniste de langue française et anglaise», *Politique africaine*, No. 66 (Juin 1997), p. 94.

<sup>29</sup> Michael George Hanchard, «Black Transnationalism, Africana Studies, and the 21<sup>st</sup> Century», *Journal of Black Studies*, Vol. 35, No. 2 (Nov. 2004), p. 140.

<sup>30</sup> Bertrand Müller, «L'école des Annales», *Encyclopaedia Universalis*, [en ligne], <http://www.universalis.fr/encyclopedie/ecole-des-annaes/>, (page consulté le 24 avril 2010).

contredit les explications marxistes dominantes du phénomène impérial<sup>31</sup>. Dans les années 1960 et 1970, l'histoire socio-économique, à tendance marxiste ou non, domine largement la discipline. En témoigne d'ailleurs, la synthèse écrite par Catherine Coquery-Vidrovitch et Henri Moniot qui s'interrogent notamment sur la déficience du développement en Afrique<sup>32</sup>. Ils s'intéressent donc, à l'évolution des peuples africains et à leur dépendance économique croissante vis-à-vis de l'Europe à partir du XIXe. Ces deux auteurs proposent aux historiens des avenues de recherches, mais également des sources africaines à explorer. En 1972, Joseph Ki-Zerbo publie la première synthèse historique de l'Afrique noire écrite par un Africain<sup>33</sup>. Dans cet ouvrage, l'auteur propose une périodisation africaine de l'histoire, prône l'interdisciplinarité dans la recherche, mais également dans la constitution du corpus de sources. Finalement, il ouvre de nouvelles perspectives de recherche. Joseph Ki-Zerbo construit son récit historique sur des fondements scientifiques solides et dénués d'anticolonialisme passionné.

Le phénomène spécifique de la décolonisation commence à être analysé durant les années 1980. Par exemple, Henri Grimal cherche les racines des décolonisations dès la fin de la Première Guerre mondiale et conclut son étude en affirmant que le nationalisme est « le moteur de "l'accélération de l'Histoire" » initiant le processus de décolonisation<sup>34</sup>. Quant à Marc Michel, il inscrit le Second Conflit mondial comme événement fondateur des décolonisations. Il souligne la corrélation entre les libérations nationales et la Guerre Froide qui marque la seconde moitié du XXe siècle. Il partage le point de vue d'Henri Grimal sur la place centrale qu'occupe le nationalisme dans la genèse des mouvements de libération<sup>35</sup>. Après vingt ans d'indépendance, plusieurs auteurs s'intéressent au bilan de celle-ci. En 1982, Hélé Béji met en relief la réinvention de la domination nationale par l'État postcolonial, par le biais notamment de l'idéologie nationaliste, se substituant au pouvoir colonial<sup>36</sup>. L'émergence de nombreuses dictatures en Afrique à partir des années 1970 favorise le développement d'un tel point de vue.

---

<sup>31</sup> Henri Brunschwig, *Mythes et réalités de l'impérialisme colonial français 1871-1914*, Paris, Armand Colin, 1960, 201 p.

<sup>32</sup> Coquery-Vidrovitch et Moniot, *op. cit.*, 391 p.

<sup>33</sup> Joseph Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978 (c.1972), 731 p.

<sup>34</sup> Henri Grimal, *La décolonisation de 1919 à nos jours*, Bruxelles, Éditions complexe, 1985, p. 326.

<sup>35</sup> Marc Michel, *Décolonisations et émergence du tiers-monde*, Paris, Hachette, 2005, (c.1993), 272 p.

<sup>36</sup> Hélé Béji, *Désenchantement national : essai sur la décolonisation*, Paris, Maspero, 1982, 172 p.

#### 1.4. Le Mali postcolonial

La production historique sur les décolonisations et les indépendances se fait majoritairement dans le cadre des grands espaces coloniaux. Peu d'ouvrages traitent de l'émancipation spécifique d'une colonie. Le cas malien est souvent abordé à travers l'Histoire de l'Afrique, ou encore de l'Histoire de l'Afrique Occidentale (Française). La production d'un récit national de la nouvelle République du Mali est quasi inexistante. En 1976, William I. Jones dresse un portrait du socialisme et de l'État malien de 1960 au coup d'État de 1968<sup>37</sup>. Son analyse est essentiellement axée sur l'aspect économique. Il en va de même pour l'article de Jan Dessau, publié en 1975, qui se concentre sur l'économie malienne de 1960 à 1968<sup>38</sup>, et de celui de Guy Martin, édité en 1976, qui se situe dans la tradition marxiste fortement présente dans les sciences humaines durant les années 1960 et 1970<sup>39</sup>. En 1980, P. Decraene s'intéresse à la politique extérieure malienne entre 1960 et 1980 concluant que celle-ci est similaire sous le gouvernement socialiste (1960-1968) et militaire (1968-1991). Il relève essentiellement les relations franco-maliennes, qui perdurent malgré les divers conflits qui les animent, mais aussi les relations avec l'Est et l'Ouest<sup>40</sup>. En 1989, J-R de Benoist retrace l'histoire de cette région depuis les origines humaines à nos jours<sup>41</sup>. Il constitue une des rares synthèses consacrées à ce pays. Il met l'accent sur les traditions et les organisations précoloniales africaines. Il offre un chapitre sur la période de Modibo Keita et un bilan de ses réalisations. Ces ouvrages constituent des sources secondaires importantes pour la compréhension du contexte historique dans lequel s'inscrit notre mémoire. Si nous nous engageons dans une analyse historique circonscrite dans le cadre géographique malien, notre analyse se distingue par son approche qui consiste à saisir la nature de l'État malien tel que se le représente son plus haut dignitaire, Modibo Keita.

---

<sup>37</sup> William I. Jones, *Planning and Economic Policy : Socialist Mali and its neighbours*, Washington, Three Continents Press, 1976, 422 p.

<sup>38</sup> Dessau, *loc. cit.*, p. 173-197.

<sup>39</sup> Guy Martin, «Socialism, Economic Development and Planning in Mali, 1960-1968», *Canadian Journal of African Studies*, Vol. 10, No. 1 (1976), p. 23-46.

<sup>40</sup> Philippe Decraene, «Deux décennies de politique extérieure malienne (1960-1980)», *Politique étrangère*, No 2 (1980), p. 437-451.

<sup>41</sup> Joseph-Roger Benoist, *Le Mali*, Paris, L'Harmattan, 1998, 295 p.

### 1.5. Réflexions sur le Post-colonialisme

En 1978, Edward Saïd publie *Orientalism*<sup>42</sup>, œuvre initiatrice du courant de la *Postcolonial Theory*. Issue des *Cultural Studies* développé en Angleterre au milieu des années 1960, les « *Postcolonial Studies* sont attentives aux effets de domination occidentale hérités du passé colonial et toujours efficaces »<sup>43</sup>. L'apparition de ce mouvement intellectuel est largement tributaire de la déception postcoloniale des indépendances alors que les anciennes colonies stagnent dans le sous-développement. Edward Saïd traite de la constitution dichotomique entre l'Orient « barbare », « autre », et l'Occident « civilisé » durant le XVIII<sup>e</sup> siècle. Héritier de Michel Foucault, cet auteur analyse les impacts sur la société occidentale du rapport de domination de l'Occident sur l'Orient. Similairement, Achille Mbembe affirme que le rapport Nord-Sud a, jusqu'à aujourd'hui, toujours été empreint d'inégalité<sup>44</sup>. L'Occident développé n'entend pas prendre en compte les spécificités africaines pour adapter le développement à ses conditions propres. À ce propos, il conclut que la souveraineté des États est impossible à réaliser en Afrique, car l'idée même d'État-nation est exogène au continent. La *Postcolonial Theory* s'intéresse à la constitution du colonisé à titre d'altérité subalterne. À ce propos, Albert Memmi dresse un portrait du décolonisé dans trois situations différentes : le décolonisé qui reste dans son pays, l'immigré qui s'installe généralement dans l'ancienne métropole et le fils cet immigrant<sup>45</sup>. Il retient que dans les trois cas, le décolonisé continue d'accuser le colonisateur de tous les maux qui l'accable au lieu de remettre en question les comportements et les choix des siens. Il offre un portrait peu encourageant de la société postcoloniale et attribue cet état de fait à des facteurs endogènes à celle-ci. Pour sa part, Jean-Loup Amselle souligne les limites du *subalternisme* qui a tendance à fixer les sociétés orientales dans un certain essentialisme immuable similairement aux théories classiques de la colonisation<sup>46</sup>. La problématique de

---

<sup>42</sup> Edward W. Said, *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 1997 (c. 1978), 423 p.

<sup>43</sup> Klein et de Suremain, *loc. cit.*, p. 78.

<sup>44</sup> Achille Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000, 293 p.

<sup>45</sup> Albert Memmi, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres*, Paris, Gallimard, 2004, 172 p.

<sup>46</sup> Jean-Loup Amselle, *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock, 2008, p. 16.

la subalternité du colonisé ne sera pas abordée dans notre mémoire. Par contre, nous étudions l'échec de la construction d'un État socialiste au Mali ; l'idée que l'introduction du concept d'État-nation élaboré en dehors du cadre africain n'est pas viable pour ce continent nourrit notre réflexion.

## 2. État et idéologie dans le Mali de Modibo Keita

### 2.1. L'État postcolonial et sa nature

L'État représente un concept-clé dans notre analyse et sa compréhension est nécessaire pour mener à bien notre projet. L'État africain postcolonial fait l'objet de nombreuses interprétations nous éclairant ainsi sur sa nature, son fonctionnement ainsi que sur le rôle qu'il tient dans l'Afrique décolonisée. Délaissée par le courant dominant de l'école des Annales, l'histoire politique effectue un retour dès le milieu des années 1970<sup>47</sup>. Précurseur en ce domaine, Ruth S. Morgenthau fait état de la politique des partis à l'aube des indépendances au Mali, en Guinée, au Sénégal et en Côte-d'Ivoire<sup>48</sup>. Elle relève la différence des programmes élaborés par des intellectuels majoritairement issus de l'École William-Ponty, institution qui a formé l'élite intellectuelle d'Afrique Occidentale Française. Elle aborde également la problématique de la fracture entre les dirigeants et les masses. Son œuvre est fondatrice dans l'historiographie politique de l'Afrique occidentale.

Dans les années 70, les crises politiques accentuées par la stagnation économique motivent l'étude de l'État postcolonial. En 1983, Pierre Jacquemot soutient que « l'État africain contemporain apparaît comme un système tronqué et très rudimentaire. C'est la raison pour laquelle nous préférons parler de "proto-État" »<sup>49</sup>. L'auteur argumente l'idée

---

<sup>47</sup> Serge Berstein, « Histoire (Domaines et champs)- Histoire politique », *Encyclopaedia Universalis*, [en ligne], <http://www.universalis.fr/encyclopedie/histoire-domaines-et-champs-histoire-politique/> (page consulté le 25 avril 2010)

<sup>48</sup> Ruth Schachter Morgenthau, *Political parties in french-speaking West Africa*, Oxford, Clarendon Press, 1967 (c1964), 445 p.

<sup>49</sup> Pierre Jacquemot, « le Proto-État africain : quelques réflexions autour de l'histoire contemporaine du Mali », *Tiers-Monde*, Vol. 24, Numéro 93 (1983), p. 129.

que cet État postcolonial inachevé « vit essentiellement par procuration »<sup>50</sup> grâce à l'aide extérieure. La base de son analyse est purement économique.

En 2006, Jean-François Bayart partage le point de vue de Pierre Jacquemot quant à la nature incomplète de l'État en Afrique<sup>51</sup>. Cependant, il ne l'explique pas par le biais d'une argumentation économique, mais s'inscrit plutôt dans la sociologie historique. Basée sur la longue durée, son analyse se focalise sur les acteurs sociaux postcoloniaux revendiquant le pouvoir ainsi que sur la spécificité de l'historicité africaine. L'application de concepts occidentaux aux processus de construction étatique explique en partie son échec, ou du moins, son inachèvement. Quant à Pierre Kipré, il explique cet insuccès en partie par le processus colonial (frontières factices, divisions ethniques), mais également par la construction volontariste de l'État qui, au moment des indépendances, évacue totalement la population du processus ; cette situation crée une fracture indélébile entre les masses et les dirigeants, ayant pour conséquence l'instabilité politique et la violence<sup>52</sup>. De son côté, Jean-François Médard rattache le sous-développement de l'État au phénomène de néo-patrimonialisation qu'il définit comme étant l'accumulation de richesses étatiques par la classe dirigeante favorisant le clientélisme et la corruption<sup>53</sup>.

## 2.2. Études sur les pères des indépendances

En 1986, Cheikh O. Diarrah analyse le régime socialiste malien postcolonial afin de saisir les causes du coup d'État militaire de 1968<sup>54</sup>. Sa perspective est clairement téléologique puisqu'il recherche les éléments contributifs à l'éviction de Modibo Keita, mais également l'impact de ce gouvernement sur le Mali contemporain. De plus, il démontre une admiration sans borne pour le père de la nation malienne. Comparativement à plusieurs « pères des indépendances » d'Afrique de l'Ouest, Modibo Keita ne jouit pas d'un statut comparable auprès des intellectuels, que ce soit européens et dans une moindre mesure, africains. Léopold Senghor (Sénégal), Kwame N'Krumah

---

<sup>50</sup> *Ibid.* p. 141.

<sup>51</sup> Jean-François Bayart, *L'État en Afrique : La politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006, 439 p.

<sup>52</sup> Pierre Kipré, «La crise de l'État-nation en Afrique de l'Ouest», *Outre-Terre*, No. 11(2005/2), p. 19-32.

<sup>53</sup> Jean-François Bayart, «Le politique par le bas en Afrique noire», *Politique africaine*, No 1 (1981), p.55.

<sup>54</sup> Cheikh O. Diarrah, *Le Mali de Modibo Keita*, Paris, L'Harmattan, 1986, 187 p.

(Ghana) ou encore Sekou Touré (Guinée), font l'objet de nombreuses monographies. La pensée politique de ce dirigeant malien est analysée par Francis G. Snyder, en 1967<sup>55</sup>. Bien que contemporain des événements, ce politologue-juriste offre succinctement les éléments fondamentaux de la pensée de Modibo Keita, tout en proposant diverses avenues de recherches. En 2005, Modibo Diarouraga publie une biographie de Modibo Keita, la seule que nous connaissons à ce jour<sup>56</sup>; similairement à Cheikh O. Diarrah, il exulte la mémoire du « père de l'indépendance ». En 1990, Bintou Sanankoua étudie le coup d'État qui met fin au régime socialiste de Modibo Keita<sup>57</sup>. Elle s'intéresse aux acteurs, aux principales causes, implications et réactions du peuple malien à la suite de l'évènement. Elle conclue que ce coup d'État ne s'est heurtée à presque aucune résistance de la part de la population et que Modibo Keita est resté fidèle à son option idéologique jusqu'à la toute fin. À travers ces lignes, il est possible de ressentir la nostalgie d'une époque. Cependant, elle nous renseigne les principaux aspects du gouvernement de Modibo Keita et fournit ainsi des informations pertinentes pour notre analyse de l'État malien.

Récemment, Alpha O. Barry et Jean-Marie Viprey proposent une approche statistique des discours de deux « pères de l'indépendance » du Mali, Modibo Keita, et de la Guinée, Sékou Touré<sup>58</sup>. Issus du département de linguistique, leur étude représente une ressource novatrice dans le domaine de l'histoire africaine. Peu d'intellectuels se sont intéressés aux discours de « pères fondateurs » des nations africaines au lendemain des indépendances. Nous nous inscrivons dans cette rare frange d'historiens étudiant la représentation de l'État à travers les allocutions du père de la nation malien.

L'apport de la linguistique est extrêmement pertinent, mais nous n'utiliserons malheureusement pas l'outil d'analyse statistique développés par l'Université de Franche-Comté auxquels sont rattachés les deux auteurs. Les discours de ces dirigeants reflètent l'idéologie qu'ils souhaitent transmettre à la population. Notre mémoire se fixe l'objectif de discerner le socialisme malien à travers les discours de M. Keita.

<sup>55</sup> Snyder, *loc. cit.*

<sup>56</sup> Modibo Diarouraga, *Modibo Keita. Un destin*, Paris, L'Harmattan, 2005, 174 p.

<sup>57</sup> Bintou Sanankoua, *La chute de Modibo Keita*, Paris, Éditions Chaka, 1990, 185 p.

<sup>58</sup> Alpha Ousmane Barry et Jean-Marie Viprey, « Approche comparative des résultats d'exploration textuelle des discours de deux leaders africains : Modibo Keita et Sékou Touré », dans Serge Heiden et Bénédicte Pincemin, *Actes des 9es Journées internationales d'Analyse statistique des Données Textuelles (JADT 2008)*, Lyon, 12-14 mars 2008, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, vol. II, p. 893-905.



### 2.3. Idéologies des indépendances

La période des décolonisations connaît une abondance idéologique. L'Afrique participe à l'évolution ou à la création d'idéologies multiples, comme le panafricanisme, le socialisme africain ou encore, le non-alignement. Le nationalisme se particularise à la condition africaine en se teintant d'anticolonialisme. La plupart de ces idéologies ne font pas l'objet de grandes recherches. L'œuvre fondatrice d'Yves Bénot représente à ce jour l'unique étude exhaustive de ces idéologies<sup>59</sup>. Toujours pertinent quarante ans plus tard, il est cependant nécessaire d'apporter certaines nuances. Yves Bénot est un historien marxiste et il défend clairement ce modèle étatique, essentiellement dans sa conclusion, sans toutefois faire de son livre un objet de propagande. Par contre, il se distingue de ses homologues, marxistes ou non, de l'époque par une analyse axée sur l'idéologie et non pas, simplement sur l'économie. Par la suite, certains travaux de recherche s'intéressent à ces idéologies, mais souvent à travers l'étude d'un gouvernement ou d'un homme, comme l'a fait Francis G. Snyder en analysant la pensée politique de Modibo Keita, ou encore, Guy Martin<sup>60</sup>. Dans notre recherche, nous souhaitons saisir la nature de l'État à travers la complexe imbrication de l'idéologie, de l'État et de la politique culturelle à travers les discours de Modibo Keita. Donc, nous restreignons notre cadre d'analyse à un niveau national et à la conception de l'État postcolonial du Mali développée par ce « père de l'indépendance ».

Ce dernier instaure une dialectique entre État postcolonial et l'organisation précoloniale traditionnelle. Par exemple, le choix du socialisme s'appuie sur l'idée que l'organisation sociale de Mali précolonial est profondément communautaire<sup>61</sup>. Pour cela, nous souhaitons analyser la récupération politique du passé dans les discours de Modibo Keita. En 1991, moment où s'instaurent de nombreuses transitions démocratiques en Afrique, Henri Memel-Foté s'interroge sur la légitimité de la reprise idéologique des images des ancêtres fondateurs par les nouveaux politiciens africains<sup>62</sup>. Son analyse

---

<sup>59</sup> Bénot, *op. cit.*

<sup>60</sup> Snyder, *loc. cit.* et Martin, *loc. cit.*

<sup>61</sup> Dessau, *loc. cit.*, p. 179.

<sup>62</sup> Memel-Foté, *loc. cit.*, p. 263-285.

s'appuie sur une méthode anthropologique afin de comprendre le poids des traditions dans la politique postcoloniale et ultimement, la démocratie naissante. Cette recherche est particulièrement pertinente à notre réflexion dans la mesure où sont expliqués les mécanismes de récupération culturelle à des fins politiques.

### 3. La politique culturelle : structures et ambitions

La recherche sur la culture précoloniale, dites « traditionnelles », foisonne dès la période coloniale. Cependant, sous celle-ci, l'étude des traditions africaines, et plus particulièrement la tradition orale, sert à légitimer la conquête, notamment en démontrant les conflits interafricains précoloniaux s'achevant avec l'arrivée des colonisateurs ; ces derniers détiennent ainsi le rôle de stabilisateurs régionaux<sup>63</sup>. Au moment des décolonisations, la plupart des nouveaux États africains insistent sur la personnalité africaine et l'histoire précoloniale afin de briser les préjugés coloniaux sur l'infériorité noire. Dans cette optique, Modibo Keita rappellera la grandeur de l'Empire du Mali (XIIIe-XVIIIe). D'ailleurs, en 1960, Djibril T. Niane publie l'histoire de Sundjata Keita, fondateur de l'Empire du Mali au XIIIe siècle<sup>64</sup>. Il s'agit de la tradition orale la plus importante de l'Afrique de l'Ouest puisque cette formation politique englobait la majeure partie de la région. Certains rattachent généalogiquement Modibo Keita à son homonyme médiéval<sup>65</sup>. Dans les années 70, l'UNESCO va s'intéresser à diverses politiques culturelles sur les cinq continents afin d'inspirer les pays qui n'ont pas encore élaboré de politique en matière de culture<sup>66</sup>. Le cas du Ghana et du Sénégal sont notamment analysés. Le pays de Kwame N'Krumah s'efforce d'intégrer la « personnalité africaine » par la réhabilitation des valeurs africaines et insiste sur le principe d'autosuffisance pour « construire une nation moderne et unifiée dotée d'une personnalité propre »<sup>67</sup>. Pour le Sénégal, la politique culturelle s'appuie essentiellement sur le principe de négritude, développé Léopold S. Senghor, qui englobe toutes les valeurs issues des populations

<sup>63</sup> Klein et de Suremain, *loc. cit.*, p. 67.

<sup>64</sup> Djibril Tamsir Niane, *Soudjata : ou, l'épopée mandingue*, Paris, Présence africaine, 1960, 153 p.

<sup>65</sup> Snyder, *loc. cit.*, p. 83.

<sup>66</sup> Mamadou Seyni M'Bengue, *La politique culturelle au Sénégal*, Paris, UNESCO, 1973, p. 5.

<sup>67</sup> Division culturelle du Ministère de l'éducation et de la culture à Accra. *La politique culturelle au Ghana*. Paris, UNESCO, 1976, p. 9.

noires du monde<sup>68</sup>. Ces deux œuvres examinent les différents acteurs impliqués, le mode de diffusion ainsi que les grands mécanismes et orientations régissant la politique culturelle nationale. Cette double perspective se révèle être une bonne piste de recherche pour l'analyse de la politique culturelle malienne.

Seydou Camara examine les caractéristiques, les fonctions sociales, les institutions ainsi que les transmetteurs de la tradition orale en Afrique occidentale<sup>69</sup>. Il nous éclaire sur cette conception mémorielle peu connue en Occident et essentielle dans l'écriture de l'histoire africaine. Il analyse « la geste de Sundjata » soit, la tradition orale la plus populaire au Mande. Pour sa part, Mamadou Diawara démontre l'instrumentalisation de cette tradition, notamment à travers celle du griot, gardien de cette tradition, depuis l'indépendance<sup>70</sup>. La pertinence de cette publication réside dans la démonstration de quelques initiatives prises par le gouvernement de Modibo Keita en termes de culture, nous informant également de ses impacts. Dans le même ordre d'idées, en 2006, Cécile Canut traite des parentés à plaisanterie<sup>71</sup>. Ce principe spécifique à l'Afrique occidentale consiste à associer des ethnies ou des rôles familiaux en *senankunya* ; lors de leurs rencontres, les parents à plaisanterie, au sein d'une même famille ou entre clan, peuvent se moquer ou insulter leur interlocuteur sans conséquences. L'auteure explique comment la parenté à plaisanterie est instrumentalisée à des fins de développement et de renforts d'unité nationale dans la période postcoloniale. Parallèlement à ces analyses, notre recherche cherche à saisir l'instrumentalisation du passé sous le gouvernement de Modibo Keita, mis au service de motifs inscrits dans le présent.

---

<sup>68</sup> M'Bengue, *op. cit.*, p. 9.

<sup>69</sup> Seydou Camara, «La tradition orale en question», *Cahiers d'études africaines*, Vol. 36, Cahier 144 (1996), p. 763-790.

<sup>70</sup> Diawara, *loc. cit.*, p. 591-612.

<sup>71</sup> Cécile Canut, «Construction des discours identitaires au Mali. Ethnicisation et instrumentalisation des *senankuya*», *Cahiers d'études africaines*, Vol. 4, No. 184 (2006), p. 967-986.

L'historiographie de l'Afrique a connu de multiples bouleversements dont nous avons traités dans ce bilan. L'histoire de ce continent demeure en marge de la production historique. Nous souhaitons tout d'abord contribuer à cet effort de développement de la discipline historique africaine. Notre sujet s'inscrit dans l'histoire politique puisque nous analysons l'État, l'idéologie et la politique culturelle notamment à travers les discours de M. Keita et les articles de *L'Essor* afin de saisir la nature de l'État postcolonial malien. La pensée politique de M. Keita ne fait l'objet que de quelques recherches. Nous souhaitons apporter une certaine interprétation de la conception de l'État malien de 1960 à 1968 telle qu'imaginée par son plus haut dignitaire et le parti unique. L'étude de l'État connaît une résurgence depuis les années 1980. Alors que les États africains rencontrent des difficultés, la plupart des auteurs qui étudient ce thème s'accordent pour dire que l'État postcolonial africain demeure inachevé, voire un échec. La conception de la culture fait l'objet de multiples recherches, notamment sur le rôle qu'elle tient dans les sociétés africaines actuelles. Similairement, nous cherchons à comprendre si la récupération du passé « traditionnel » comporte un aspect de réappropriation culturelle ou d'instrumentalisation à des fins de propagande politique. L'imbrication de l'idéologie, de l'État et de la politique culturelle du Mali n'a jamais fait l'objet d'une recherche systématique. Cette recherche novatrice a donc pour objectif d'élargir les connaissances sur le Mali des années 1960, jusqu'à présent peu exploré par les historiens.

## **Chapitre 1- La République du Mali : Genèse d'un nouvel État indépendant**

Le Mali contemporain prend ses racines dans l'héritage légué par la succession de prestigieux empires ouest-africains tels que le Ghana et le Mali. Ces entités possédaient des structures sociales et politiques qui ont perduré durant plusieurs siècles. Les dirigeants du Mali indépendant se réfèrent fréquemment à ces éléments précoloniaux. Il est donc capital de dessiner le contexte géopolitique et historique de cette région afin de saisir la rhétorique et les choix postcoloniaux. Aborder les thèmes des empires médiévaux, de l'oralité et de la culture sous la colonisation, permet de saisir l'arrière-plan culturel des futurs dirigeants maliens ainsi que leurs formations scolaires. Le parcours de Modibo Keita est retracé afin de saisir la nature de sa conception politique tout comme son avènement au sein du parti de l'indépendance, l'US-RDA. Durant les années 50, cette organisation politique se confronte au Parti Progressiste Soudanais (PSP) de Fily Dabo Sissoko. La course entre ces deux tendances illustre la montée progressive de l'US-RDA jusqu'à sa domination complète de l'échiquier politique soudanais. Chapeautée par Modibo Keita, l'Union soudanaise s'impose comme le parti unique et mène le Soudan français à l'indépendance, le 22 septembre 1960.

Profondément nationaliste, les détracteurs du colonialisme français sont cependant marqués par les apports métropolitains. Tout en étant en partie des produits de la colonisation, comment Modibo Keita et la petite élite éduquée entreprennent de lutter contre l'occupant français? Comment les dirigeants postcoloniaux concilient-ils leur héritage africain et colonial? Quels outils idéologiques sont mobilisés pour effectuer l'indépendance?

## 1. La grandeur perdue : l'Empire de Sundjata

### 1.1. L'âge d'or de l'Afrique de l'Ouest

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les colonisateurs développent l'idée que l'Afrique est un continent sans histoire<sup>1</sup>. Pourtant, l'Afrique occidentale précoloniale a été le siège de grands empires structurés dont l'Empire du Ghana, au III<sup>e</sup> siècle de notre ère, s'étendant de l'Océan Atlantique au Niger. Cette entité politique possède une organisation bien établie qui perdure pendant plusieurs siècles. Surnommé « le Roi de l'or », l'empereur du Ghana<sup>2</sup> soumet les royaumes de Tékrou, du Manding et de Gao. Chef militaire et religieux, ce souverain possédait une cour et des fonctionnaires, choisis au sein de son clan, les Cissé, pour gouverner les différentes provinces de l'Empire. Malgré sa puissance militaire, les royaumes assujettis se rebellent et font successivement sécession.

Succédant à l'Empire du Ghana en plein déclin entre le XII<sup>e</sup> siècle et le XIII<sup>e</sup> siècle, l'Empire du Mali témoigne de la victoire du royaume Manding sur les autres royaumes de la région. L'origine de cette organisation politique repose sur l'histoire de Sundjata Keita, un illustre personnage pour les Africains de l'Ouest. La légende<sup>3</sup> qui l'entoure raconte les événements d'une lutte acharnée contre le roi Soumaoro. Ayant détrôné le roi du Ghana, Soumaoro tente d'assujettir les royaumes incorporés dans l'ancien Empire du Ghana. Sundjata, destiné par une prophétie à la libération du Manding, crée de nombreuses alliances pour venir à bout de Soumaoro, et met fin, en 1235, à Kirina, au règne de son adversaire. Tous les rois de la région reconnaissent sa légitimité et ainsi, l'Empire du Mali éclot. Selon la tradition, la Charte du Kouroukan Fuga, ou Constitution du Mali, est élaborée par Sundjata afin de codifier « les normes sociales et politiques qui régissent en partie encore les peuples mande. [...] Sunjata "partagea le monde", chacun connaissant ses droits et devoirs »<sup>4</sup>. La centralisation des royaumes sous l'unique autorité de ce souverain crée des tensions entre les différentes

<sup>1</sup> Joseph Ki-Zerbo (sous dir.), *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978, p. 10.

<sup>2</sup> Ghana signifie chef guerrier. Voir Djibril Tamsir Niane, et Jean Suret-Canale, *Histoire de l'Afrique occidentale*, Paris, Présence Africaine, 1960, p. 31.

<sup>3</sup> Voir Djibril Tamsir Niane, *Soudjata : ou, l'épopée mandingue*, Paris, Présence africaine, 1960, 153 p.

<sup>4</sup> Djibril Tamsir Niane (sous dir.), *Histoire générale de l'Afrique. Vol. IV. L'Afrique du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris, UNESCO, Présence Africaine, 1985, p. 107.

ethnies. Dans le but de les apaiser, il codifie le *sinankunya* ou la parenté ou l'alliance à plaisanterie<sup>5</sup>. Ce principe spécifique à l'Afrique occidentale consiste à associer des ethnies ou des rôles familiaux en *sinankunya* ; lors de leurs rencontres, les parents à plaisanterie, au sein d'une même famille ou entre clan, peuvent se moquer ou insulter leur interlocuteur sans conséquences. Ce système permet l'évacuation de conflit et prévient l'étiollement de la fédération en contenant le potentiel de déstabilisation. L'alliance à plaisanterie représente également un moyen de socialisation des différents royaumes soumis à l'autorité impériale<sup>6</sup>.

L'Empire connaît une expansion tout au long de son existence. Au XVe siècle, il s'étend du Sahara à la forêt équatoriale, de l'Océan Atlantique à la Boucle du Niger. Il constitue un ensemble relativement stable basé sur une économie de subsistance ainsi que sur le commerce transsaharien de l'or, du sel et d'esclaves<sup>7</sup>. Le rayonnement impérial de l'ouest-africain fera l'objet de divers témoignages, essentiellement arabes. Al-Bakri serait le premier à avoir fait mention d'un royaume ouest-africain au XIe siècle<sup>8</sup>. Les historiens médiévaux de l'Afrique de l'Ouest ont non seulement permis de doter l'histoire de cette région d'une chronologie bien souvent confuse dans la tradition orale, mais également d'entériner le contenu de cette dernière. « Il est à croire que, si Ibn Battuta en 1353 et après lui, Ibn Khaldun en 1376 n'avaient pas fait mention du conquérant dans leurs écrits, les historiens européens auraient sûrement considéré Sunjata Keita comme un ancêtre mythique ou légendaire, tant est grande la place qu'il occupe dans l'histoire traditionnelle du Mali »<sup>9</sup>. Ces récits représentent donc un cadre important dans la connaissance de l'histoire du Mali médiéval.

---

<sup>5</sup> Cécile Canut et Étienne Smith, « Pactes, alliances et plaisanteries. Pratiques locales, discours global », *Cahiers d'études Africaines*, Vol. 4, No. 184, 2006, p. 717.

<sup>6</sup> Étienne Smith, « Les cousinages de plaisanterie en Afrique de l'Ouest, entre particularismes et universalismes », *Raisons politiques*, n° 13, février 2004, p. 161.

<sup>7</sup> Catherine Coquery-Vidrovitch, *L'Afrique occidentale au temps des Français : colonisateurs et colonisés (1860-1960)*, Paris, La Découverte, 1992, p. 20.

<sup>8</sup> Niane (sous dir.), *op. cit.*, p. 150.

<sup>9</sup> *Ibid.* p. 155.

## 1.2. Au cœur de l'oralité

L'épopée de Sundjata nous parvient de la tradition orale ancrée dans la société mandingue. « La tradition orale [...] se définit comme étant l'ensemble des valeurs culturelles d'un peuple, valeurs dont la transmission, fondée sur l'oralité, se fait, d'une génération à l'autre, par le moyen de l'éducation et des circonstances pratiques de la vie »<sup>10</sup>. Elle représente le moyen de conservation de l'histoire des lignées, des peuples, des royaumes ou encore des empires. Le gardien de cette tradition orale s'incarne dans la personne du griot. Ce statut héréditaire opère dans un cadre bien établi, visant la pérennité de l'histoire et des valeurs du groupe dont le griot a la charge. Les apprentis-jeli<sup>11</sup> suivent différentes étapes de formation ; la première initiation provient de la famille, ensuite du maître et, pour finir, les nouveaux griots doivent compléter un tour du Manding où ils rencontrent les grands maîtres de la tradition orale<sup>12</sup>. Le centre de Kela<sup>13</sup> représente le passage obligé de tout futur-griot, consacrant son statut définitif de traditionniste.

Le griot occupe un rôle important dans la société, car il est le dépositaire des structures sociales, légitimant le pouvoir en place, et également des éléments majeurs de l'identité du peuple concerné<sup>14</sup>. Que ce soit en récit, en musique, en proverbe, ou toute autre forme linguistique de l'oralité, le griot déverse son savoir selon les circonstances et le destinataire. Son influence est immense ; culture vivante, conservateur de l'histoire et de la tradition de l'empire, le griot est un appui puissant pour les souverains. De plus, les rois font appel à ses traditionnistes pour les affaires politiques et diplomatiques. Tout comme la parenté à plaisanterie<sup>15</sup>, le griot est un acteur symbolique dans la culture traditionnelle de l'Afrique de l'Ouest ; il retrouve une place centrale dans la politique culturelle du Mali postcolonial.

---

<sup>10</sup> Seydou Camara, «La tradition orale en question», *Cahiers d'études africaines*, Vol. 36, Cahier 144, 1996, p. 764.

<sup>11</sup> Griots.

<sup>12</sup> Camara, *loc. cit.*, p. 769.

<sup>13</sup> Institutions de préservation de la tradition orale développées par les Keita sous l'Empire du Mali. *Ibid.* p. 781.

<sup>14</sup> *Ibid.* p. 786.

<sup>15</sup> Cécile Canut, «Construction des discours identitaires au Mali. Ethnicisation et instrumentalisation des senankuya», *Cahiers d'études africaines*, Vol. 4, No. 184, 2006, p. 977.



Le prestigieux Empire du Mali amorce son déclin au XVe siècle, affaibli par des querelles de succession. Profitant de cette désorganisation, certaines régions font sécession et l'Empire se désintègre lentement jusqu'à la destruction de sa capitale, Niani, en 1630<sup>16</sup>. L'histoire de cet empire sera exaltée par le gouvernement malien postcolonial ; cette époque incarne la grandeur africaine et la richesse économique tout autant que culturelle. L'Empire du Mali inspire de la fierté pour l'Afrique de l'Ouest contemporaine. La colonisation pensait les Africains en termes de « sous-civilisés », mais le rappel de cette période glorieuse, au moment des décolonisations, vient réfuter ce préjugé européen. Donc, au lendemain de l'indépendance, cet âge d'or vient renforcer l'effort de construction nationale en rappelant que cet espace territorial a déjà été le siège d'une glorieuse organisation politique qui bénéficiait d'un rayonnement allant bien au-delà de son continent.

## 2. L'avènement du Soudan français

### 2.1. Les impacts coloniaux

Au XIXe siècle, l'Afrique occidentale connaît de nombreuses perturbations. Une nouvelle phase d'essor de l'Islam, associée à de multiples changements sociopolitiques importants, crée de l'instabilité dans la région<sup>17</sup>. Le début de la conquête française en Afrique occidentale s'opère à partir de 1854 par Louis Faidherbe. Se confrontant à une résistance acharnée, la conquête française s'achève en 1898 par la victoire de L. Archinard sur l'empereur du Wassoulou, Samori<sup>18</sup>. Le Wassoulou englobe les anciens territoires du Ghana et du Mali. La perte d'indépendance des royaumes africains s'opère par l'intégration des territoires traditionnels dans l'espace colonial. Ce dernier est découpé selon les intérêts de la nouvelle métropole occultant totalement les réalités africaines précédant la colonisation.

---

<sup>16</sup> John Iliffe, *Les Africains. Histoire d'un continent*, Cambridge, Flammarion, 1997, p. 108.

<sup>17</sup> Catherine Coquery-Vidrovitch et Henri Moniot, *L'Afrique noire. De 1800 à nos jours*, Paris, PUF, 2005 [1974], p. 4.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 58.

En 1885, la conférence de Berlin réunit les puissances européennes afin d'instaurer un cadre juridique pour la colonisation de l'Afrique<sup>19</sup>. Désormais, l'occupation effective d'un territoire détermine sa possession et l'État concerné doit le communiquer aux autres pays colonisateurs. L'impérialisme français repose sur le principe de domination directe ; le recours aux pouvoirs des chefs locaux est nécessaire durant la colonisation, mais ils sont graduellement remplacés par des fonctionnaires blancs. Cependant, il est essentiel de préciser que les Français devront, tout au long de la colonisation, assurer une collaboration avec un intermédiaire africain afin d'exercer leur pouvoir sur la population<sup>20</sup>. Il n'en demeure pas moins que le pouvoir traditionnel africain perd sa souveraineté<sup>21</sup>. Dès 1882, l'insuffisance de personnel métropolitain pour administrer la colonie pousse la France à développer des écoles afin de former des subalternes africains<sup>22</sup>. Sous couvert de mission civilisatrice, les écoliers apprendront les rudiments nécessaires à la gestion coloniale.

## 2.2. La dimension culturelle au Soudan occidental

Au début du siècle, un enfant soudanais peut recevoir une éducation multiple. L'enseignement traditionnel de son village est le premier apprentissage qu'un élève se voit dispenser. Il a pour but de rendre ce dernier efficient dans la société. Il est basé sur des connaissances aussi bien théoriques comme la transmission de l'histoire locale, des mythes, de la cosmogonie et des valeurs du groupe que pratiques, bien souvent reliés aux savoirs nécessaires à la subsistance (chasse, pêche, cueillette, médecine, etc.)<sup>23</sup>. Ensuite, l'écolier a la possibilité de suivre la formation morale et religieuse dispensée par l'école coranique. L'éducation scolaire coloniale vient se greffer à l'enseignement traditionnel africain. Dans un « système colonial, toute institution est destinée à servir le

<sup>19</sup> Joseph-Marie Bipoun Woum, «Les aspects juridiques de la conférence de Berlin (novembre 1884-février 1885)» dans *Centenaire de la conférence de Berlin (1884-1885) : Brazzaville, avril 1985 : actes du colloque international*, Paris, Présence africaine, 1987, p. 131.

<sup>20</sup> Coquery-Vidrovitch et Moniot, *op. cit.*, p. 68.

<sup>21</sup> Coquery-Vidrovitch, *op. cit.*, p. 86.

<sup>22</sup> Philippe Bocquier et Tiéman Diarra, *Population et société au Mali*, Paris, l'Harmattan, 1999, p. 11.

<sup>23</sup> Ibrahima Camara, *Le cadre rituel de l'éducation au Mali. L'exemple du Wassoulou*, Paris, l'Harmattan, 2002, p. 27.

colonialisme, à lui être “utile” »<sup>24</sup>. Ainsi, l’entreprise de scolarisation des Africains par la France repose avant tout sur une formation visant à pourvoir certaines tâches administratives nécessaires au bon fonctionnement de l’empire colonial. Bien évidemment, l’œuvre pédagogique est justifiée par la mission de la France en Afrique, soit civiliser les peuples inférieurs en leur inculquant la langue et des valeurs françaises.

Sous la colonisation, le statut social est garanti par l’éducation et la maîtrise de la langue française<sup>25</sup>. L’École normale William-Ponty représente la plus prestigieuse institution scolaire en Afrique Occidentale Française. Elle entreprend la formation de cadres autochtones, soit des médecins, des gestionnaires administratifs et des instituteurs africains. Cette dernière catégorie socio-professionnelle garnira abondamment les rangs des futurs dirigeants africains. Ces Africains instruits composent la base d’une élite ouest-africaine qui mène le combat anticolonial à la fin de la Seconde Guerre mondiale. D’ailleurs, à sa sortie de William-Ponty, Modibo Keita devient un instituteur engagé et participe activement à la décolonisation du Soudan occidental qui s’amorce dès l’après-guerre.

### 2.3. L’enseignement ou l’éclosion d’une élite ouest-africaine

Le rôle des élites intellectuelles dans la lutte politique qui s’amorce après la Seconde Guerre mondiale est primordial. L’attitude de ce groupe minoritaire vis-à-vis de la masse a été de nombreuses fois critiquée. L’éducation coloniale qu’ils reçoivent à William-Ponty établit un certain décalage intellectuel entre ces lettrés et la population, bien souvent analphabète<sup>26</sup>. Les témoignages des cadres formés à William-Ponty, majoritairement instituteurs, révèlent l’existence de ce malaise. De plus, l’école William-Ponty crée beaucoup d’attente chez ses élèves. À leur sortie, ils souhaitent participer à l’administration coloniale et s’attendent à une certaine reconnaissance professionnelle aussi bien de la part du colonisateur que de la population. Malheureusement, pour les

<sup>24</sup> Papa Ibrahima Seck, *La stratégie culturelle de la France en Afrique*, Paris, l’Harmattan, 1993, p. 65.

<sup>25</sup> Ali Al’Amin Mazrui et Christophe Wondji, *Histoire générale de l’Afrique. VIII. L’Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, Présence Africaine, 1998, p. 433-434.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 434.

administrateurs coloniaux, ils « demeurent une “élite indigène” qui ne se situe pas au même niveau que les Européens »<sup>27</sup>. Cette élite instruite adopte des comportements européens qui amènent la population à la considérer aliénée de ses racines africaines<sup>28</sup>. Le passage par William-Ponty comprend un internat de trois ans où les étudiants découvrent les valeurs occidentales. À la fin de leurs études, la majorité des diplômés décrochent des postes en brousse où leurs nouveaux standards de vie contrastent drastiquement de ceux des habitants. En outre, ces derniers se méfient de ces lettrés qu'ils considèrent comme des agents coloniaux de seconde classe<sup>29</sup>. Par conséquent, beaucoup de pontins se plaindront de la médiocrité de leur situation ainsi que de l'isolement.

Pour contrecarrer la désillusion de leur début de carrière, les lettrés africains développent des stratégies d'expression et seront à l'origine des premiers espaces publics de discussions. Géographiquement dispersés, « il se crée en Afrique de l'Ouest un “réseau des instruits” reliés entre eux par un espace de circulation des informations et des opinions »<sup>30</sup>. Majoritairement investis par des instituteurs, il devient un lieu d'expression et de mobilisation politique capitale en Afrique occidentale française. Ces lettrés jettent les bases du nationalisme anticolonial et conduisent, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les mouvements de décolonisation. Allant de pair avec le nationalisme, le développement du syndicalisme représente un moyen de revendiquer l'égalité des droits pour les sujets coloniaux ainsi que de critiquer l'ordre colonial<sup>31</sup>. En 1945, lorsque l'espace politique se libéralise, l'élite ouest-africaine s'organise rapidement pour mener la lutte politique<sup>32</sup>.

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 524.

<sup>28</sup> Coquery-Vidrovitch, *op. cit.*, p. 29.

<sup>29</sup> Mazrui et Wondji, *op. cit.*, p. 528.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 532.

<sup>31</sup> Élikia M'Bokolo, *Afrique Noire. Histoire et civilisations. Tome 2. Du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Hatier, 2008, p. 468.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 537.

### 3. L'émergence de l'US-RDA (1945-1960)

#### 3.1. Itinéraire d'un père de l'indépendance : Modibo Keita avant 1945

Au Soudan occidental, Modibo Keita incarne la figure de proue de la libération nationale. Père de l'indépendance malienne, son implication politique lui confère de hautes responsabilités dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Son parcours est similaire à ses homologues ouest-africains. En 1934, il entre à William-Ponty et obtient son diplôme d'instituteur en 1936. Bon élève, ses professeurs n'hésitent pourtant pas à le classer comme « élément à surveiller de près »<sup>33</sup> pour son esprit revendicateur. Contrairement à plusieurs de ses camarades pontins, il obtient un poste d'instituteur à l'école rurale de Bamako-Coura ouverte par Mamadou Konaté, alors directeur de l'institution. Cette personnalité marque profondément la carrière de Modibo Keita. Ils collaborent sur des nombreux projets et ne cessent leur coopération qu'à la mort de l'aîné, en 1956.

Durant l'année 1937, Modibo Keita s'engage dans diverses associations bien souvent à caractère culturel et participe à la mise en place d'un réseau de lettrés en créant avec Mamadou Konaté, l'*Association des Lettrés du Soudan*. La même année, le gouvernement français du Front populaire, coalition regroupant des partis de gauche, accorde des droits syndicaux aux Africains<sup>34</sup>. Les deux enseignants soudanais décident de fonder, avec le concours d'Ouezzin Coulibaly de Haute-Volta, le *Syndicat des instituteurs d'AOF*. Ainsi, Modibo Keita forge ses premières expériences de rhétorique politique au cours de sa participation syndicale<sup>35</sup>. Il va également animer le regroupement théâtral pour les jeunes *Art et Travail*. Ce groupe monte des pièces de théâtre à caractère historique. Par exemple, elles relatent la vie de Sundjata Keita, fondateur de l'Empire du Mali, celle de Samory Touré, qui a résisté à l'assaut colonial pendant de nombreuses années, ou encore celle des griots, gardiens des traditions<sup>36</sup>. La même année, Modibo

<sup>33</sup> Modibo Diagouraga, *Modibo Keita. Un destin*, Paris, l'Harmattan, 2005, p. 14.

<sup>34</sup> M'Bokolo, *op. cit.*, Hatier, p. 465.

<sup>35</sup> Diagouraga, *op. cit.*, p. 17.

<sup>36</sup> François Manchuelle, « Assimilés ou patriotes africains? Naissance du nationalisme culturel en Afrique française (1853-1931) », *Cahiers d'Études africaines*, Vol. 35, Cahier 138/139, 1995, p 360.

Keita adhère également à l'*Association des anciens élèves de William-Ponty*, tout comme à celle des *Anciens de Terrasson de Fougères*, son école primaire.

L'implication de Modibo Keita attire l'inquiétude des autorités coloniales qui préfèrent le muter dans une école de Sikasso en 1939<sup>37</sup>. Il revient à Bamako en 1940 et reprend alors de plus belles ses activités. En 1943, nommé directeur de l'école de Sikasso, il fonde avec Jean-Marie Koné le journal l'*Oeil de Kéné Dougou*. Le thème majeur du journal est la liberté; le travail forcé ainsi que le loyalisme des fonctionnaires envers le régime colonial y sont notamment dénoncés. Il quitte Sikasso en 1945 alors que la France permet aux Africains de participer à l'Assemblée constituante du 21 octobre 1945.

### 3.2. La déliquescence du système colonial

La Seconde Guerre mondiale ébranle le système colonial européen. Elle met en exergue les contradictions des idéaux de liberté, d'égalité et d'autodétermination des peuples prônés par les Alliés au cours du combat contre le fascisme et allant à l'encontre des valeurs défendues par la doctrine coloniale. Appelés à participer au conflit, les Africains entrent notamment en contact avec des idéologies anticolonialistes issues des États-Unis et de l'U.R.S.S.. De plus, au lendemain de la victoire, la France ne récompense pas l'effort de guerre africain. Ces différents constats renforcent les rangs des nationalistes locaux<sup>38</sup>. En effet, la France comprend qu'elle ne peut continuer d'administrer son empire de la même façon.

C'est pourquoi, le Comité Français de la Libération Nationale (CFLN), dirigé par le Général de Gaulles, organise une conférence africaine française qui se tient à Brazzaville entre le 30 janvier et le 8 février 1944<sup>39</sup>. Elle réunit des administrateurs coloniaux ainsi que des membres du CFLN afin de définir l'avenir de l'Empire colonial français. L'idée d'autonomie est immédiatement exclue au profit de l'amélioration des

---

<sup>37</sup> 375 km au sud-est de Bamako.

<sup>38</sup> Mazrui et Wondji, *op. cit.*, p. 123.

<sup>39</sup> Élikia M'Bokolo, *L'Afrique au XXe siècle. Le continent convoité*, Paris, Éditions du Seuil, 1985, p. 145.

conditions de vies dans les territoires coloniaux en abolissant des mesures oppressives, telles que le code de l'indigénat, tout en promettant l'éventuelle participation politique des Africains. Par conséquent, à la suite de la Seconde Guerre mondiale, la stratégie française effectue un retour à la théorie assimilationniste en poursuivant l'intégration des territoires ainsi que des sujets coloniaux à la France<sup>40</sup>.

Ainsi, en 1945, une petite minorité de sujets coloniaux voteront pour leur représentation à l'Assemblée constituante du 21 octobre 1945. Modibo Keita se porte candidat pour le Soudan-Niger, mais son adversaire Fily Dabo Sissoko arrache la victoire tout comme L. S. Senghor pour le Sénégal, et de F. Houphouët-Boigny pour la Côte d'Ivoire<sup>41</sup>. L'assemblée s'attelle à la rédaction d'une nouvelle constitution française qui est ensuite soumise à un vote référendaire. Après un premier rejet, la seconde constitution entre en vigueur le 27 octobre 1946 et inaugure la IV<sup>e</sup> République française. Ce nouveau cadre politique transforme l'Empire colonial français en *Union française*; les colonies deviennent désormais des départements et des territoires d'outre-mer (DOM-TOM). Ils sont représentés à l'Assemblée nationale métropolitaine et sont dotés d'assemblées territoriales. Toujours sous le regard des autorités coloniales, ces assemblées permettent aux politiciens africains de débattre, de prendre des décisions et de participer à la vie locale. L'Assemblée constituante du 21 octobre 1945 vote également l'extension de la citoyenneté française à tous ses sujets ainsi que l'abolition du travail forcé.

Dans ce contexte de libéralisation politique, les partis africains se développent et s'apparentent par la suite à des partis français. Au cours de l'été 1946, en réaction à la réunion à Paris des états généraux sur la colonisation, les responsables politiques d'Afrique occidentale française (AOF) organisent le Congrès de Bamako (18-21 octobre 1946)<sup>42</sup>. Il en découle la création du *Rassemblement démocratique africain* (RDA), formation politique qui vise à regrouper les différents partis ouest-africains souhaitant s'impliquer dans la lutte anticoloniale. Le RDA s'apparente au Parti communiste français. Il aspire à une plus grande égalité des droits sans toutefois revendiquer

---

<sup>40</sup> M'Bokolo, *op. cit.*, p. 453.

<sup>41</sup> Mazrui et Wondji, *op. cit.*, p. 131.

<sup>42</sup> Yves Bénot, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, François Maspero, 1969, p. 50.

l'indépendance<sup>43</sup>. À la suite du Congrès de Bamako, le paysage politique du Soudan occidental se résume à deux partis : d'un côté, le Parti Progressiste Soudanais (PSP) mené par Fily Dabo Sissako et de l'autre, l'Union-Soudanaise R.D.A (US-RDA) avec à sa tête Mamadou Konaté et Modibo Keita. L'US-RDA naît de la fusion du Bloc Soudanais de Mamadou Konaté et du Parti Démocratique Soudanais de Modibo Keita. Lors du 1er congrès de l'US-RDA, Modibo Keita est élu secrétaire général puisque son aîné, Mamadou Konaté, occupe une fonction de représentant à l'Assemblée nationale en France. À l'origine, la section soudanaise devait comprendre tous les partis du territoire, mais le PSP n'y adhère pas du fait de l'affiliation du RDA au Parti communiste français<sup>44</sup>. Ainsi, à partir de 1946, le PSP et l'US-RDA s'affrontent pour le pouvoir politique du Soudan.

### 3.3. La montée de l'US-RDA

La période entre 1946 et 1957 consacre l'ascension de l'US-RDA. Aux élections locales de 1946, le parti de Mamadou Konaté et de Modibo Keita récolte 29 % des voix et en 1957, 68%<sup>45</sup>. Le parti de notables et de chefs de cantons, le PSP, dirigé par Fily Dabo Sissoko est l'adversaire à vaincre. Il bénéficie de l'appui de l'administration coloniale en entretenant des relations cordiales avec celle-ci. Le PSP se maintient en tête jusqu'en 1956, date à laquelle l'US-RDA devance son rival politique.

La montée fulgurante de la section soudanaise s'explique par divers facteurs. Notamment, elle adopte une stratégie militante très rigoureuse. Les adhérents sont appelés à diffuser largement les positions du parti et ce, dans toutes les contrées du pays recueillant ainsi de nombreuses adhésions<sup>46</sup>. Le R.D.A. envoie des personnalités pour

---

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>44</sup> Cheikh O. Diarra, *Le Mali de Modibo Keita*, Paris, L'Harmattan, 1986, p. 16.

<sup>45</sup> Pierre Campmas, *L'Union-Soudanaise-RDA. Tome premier (1946-1960)*, Abidjan, Éditions Communication intercontinentale, 1992, p. 55 et p. 81.

<sup>46</sup> Diagouraga, *op. cit.*, p. 26.



appuyer les candidats de la section soudanaise ce qui vient renforcer le sentiment d'unité panafricaine, très populaire durant cette période<sup>47</sup>.

Au début de son existence, l'US-RDA adopte un discours hargneux à l'égard des autorités coloniales, mais cette tendance s'estompe à partir de 1950. En AOF, le climat politique connaît des tensions entre 1947 et 1950. En 1947-1948, l'US-RDA soutient les revendications des cheminots durant la grève du *Dakar-Niger* renforçant sa popularité. En revanche, il finit également par s'attirer les foudres de l'administration coloniale. Cette dernière voit d'un mauvais œil les partisans du RDA et durcit son attitude à leur endroit. L'année 1950 est particulièrement répressive : « interdictions de tous les meetings et des réunions publiques, oppression administrative, révocations, arrestations massives, mutations arbitraires des militants RDA du Soudan et des autres territoires d'Afrique noire »<sup>48</sup>. Cette situation chaotique est récupérée par le PSP de Fily Dabo Sissoko qui remet publiquement en question la crédibilité du parti de Modibo Keita.

Pour préserver le RDA de la destruction, son président, Félix Houphouët-Boigny, procède au désappareillement de la coalition qui la lie au Parti communiste français (PCF) afin de conserver l'appui de la population et des autorités<sup>49</sup>. Cette alliance résultait du caractère anticolonialiste du PCF, seul représentant de cette tendance à l'Assemblée nationale en France ; cette union était bien plus parlementaire qu'idéologique. Dès ce moment, les partis cessent de participer aux activités organisées par le PCF. Pour l'US-RDA, le désappareillement entraîne des luttes internes et l'oblige à réviser sa stratégie en assouplissant son discours.

En 1952, lors du III<sup>e</sup> Congrès du parti, les nouvelles orientations modèrent les tendances particulièrement vis-à-vis des autorités françaises. Les conclusions du rapport final du congrès rappellent la lutte anticoloniale, la volonté d'élargissement des responsabilités politiques pour les Africains, l'émancipation économique et sociale, mais tout cela en collaboration avec l'administration métropolitaine. Au nom de l'unité, le

---

<sup>47</sup> Campmas, *op. cit.*, p. 60.

<sup>48</sup> Diagouraga, *op. cit.*, p. 31.

<sup>49</sup> Bénét, *op. cit.*, p. 55.

dialogue est préconisé et l'atteinte des objectifs est fixée dans le moyen terme<sup>50</sup>. Dès lors, l'assouplissement du ton politique de l'US-RDA lui permet de récolter des voix supplémentaires. Apprécié pour sa verve anticoloniale, le discours acerbe du parti soulevait également des inquiétudes chez certains électeurs<sup>51</sup>. Ainsi, cette frange plus frileuse de la population se rallie graduellement à l'Union soudanaise.

Entre 1952 et 1956, le perfectionnement de l'organisation de la section soudanaise tout comme l'action militante renforce la popularité du parti dans tout le pays. De plus, la neutralité graduelle des autorités coloniales dans la menée des affaires politiques soudanaises concourt à soutenir la progression du parti de Modibo Keita<sup>52</sup>. Mis à part dans quelques cercles isolés estudiantins, l'idée d'indépendance n'est pas encore à l'ordre du jour à cette époque. Les partis sont à la recherche d'une amélioration des conditions de vie de la population et militent en faveur d'une extension des droits politiques.

### 3.4. La marche vers l'émancipation

#### *3.4.1. La loi-cadre Defferre ou la fin du rêve panafricain*

Le 23 juin 1956, la loi-cadre Defferre est adoptée. Elle est d'une importance capitale pour la politique d'Afrique française, car « elle fut un pas décisif sur la voie de l'autonomie »<sup>53</sup>. Elle octroie le suffrage universel et dote chacune des colonies d'une assemblée territoriale qui détient le pouvoir de légiférer dans de nombreux domaines. Pour l'US-RDA, l'année 1956 est marquée par le décès de son patriarche, Mamadou Konaté. Cet homme parvenait à calmer les ardeurs de certains partisans. Son décès soulève de nombreuses inquiétudes quant à la survie du parti. Ces craintes sont apaisées en avril 1957, alors que les premières élections de l'assemblée territoriale soudanaise se tiennent et sont remportées par l'US-RDA à 68%<sup>54</sup>. Modibo Keita ne fera

---

<sup>50</sup> Campmas, *op. cit.*, p. 64.

<sup>51</sup> Notamment dans le paysannat qui connaît une amélioration de ses conditions depuis 1946. *Ibid.*, p. 73.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 73.

<sup>53</sup> Coquery-Vidrovitch et Moniot, *op. cit.*, p. 129.

<sup>54</sup> Campmas, *op. cit.*, p. 81.

pas partie de ce gouvernement puisqu'il est déjà membre de l'Assemblée de l'Union française depuis 1953.

De prime abord, la loi-cadre Defferre représente une excellente avancée vers la responsabilisation politique des Africains. Néanmoins, le RDA y voit également une menace pour l'unité de l'AOF. Un des chevaux de bataille du RDA est de fédérer des actions communes au sein de l'Afrique noire française et ainsi, créer une collaboration politique durable. L'absence d'une instance fédérale ouest-africaine dans le nouveau cadre politique imposé par la France consacre ce que L.S. Senghor, poète et homme politique sénégalais, nomme la « balkanisation » de l'AOF. Les efforts en vue de préserver l'intégrité territoriale ouest-africain s'effrite jusqu'en 1960, moment où la plupart des États accèdent séparément à l'indépendance. Fervent panafricain, Modibo Keita se positionne à l'encontre de cette tendance et combat pour l'intégration territoriale de l'AOF.

#### 3.4.2. *La Communauté : la dernière tentative*

En septembre 1958, les Français et les habitants des colonies sont appelés à se prononcer au cours d'un referendum sur l'adoption de la nouvelle constitution qui inaugure la Cinquième République. Pour l'Afrique, il s'agit également d'accepter d'intégrer la *Communauté française* qui vient remplacer l'*Union française*. La Communauté s'organise autour d'une organisation fédérale qui rassemble tous les chefs des territoires coloniaux. Elle se compose également d'un Sénat dirigé par des représentants des parlements nationaux donc élus par la population. Le président de la République française demeure bien évidemment à la tête de cet organigramme. Malgré les réticences de ses voisins, la Guinée de Sékou Touré est la seule à refuser d'entrer dans cette fédération et accède à l'indépendance le 2 octobre 1958.

Pour sa part, l'US-RDA milite pour l'intégration du Soudan occidental à la Communauté française afin de consolider l'unité africaine<sup>55</sup>. Le refus de la Guinée complexifie le projet d'une union ouest-africaine. Au Soudan, la décision guinéenne est

---

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 118.

comprise, mais abondamment critiquée puisqu'elle sape les efforts déployés par le RDA depuis de nombreuses années visant à unifier l'AOF en un seul État. En octroyant des assemblées territoriales distinctes, la loi-cadre de 1956 a renforcé la personnalité de chaque État et contribué à creuser des fossés entre eux. Les dissensions préexistantes se sont accentuées au plus grand bénéfice des autorités coloniales ; en entretenant les divisions, la métropole espère miner les efforts panafricains du RDA et conserver des relations privilégiées avec ses colonies qui tendent à devenir autonomes<sup>56</sup>. Entre 1957 et 1959, le débat sur l'indépendance s'est accéléré et la question concerne désormais l'unité, à savoir si elle doit être réalisée avant l'accession à la souveraineté ou le contraire<sup>57</sup>.

### 3.4.3. *La Fédération du Mali*

En réaction à l'effritement du mouvement d'unification de l'AOF consécutive à la sécession de la Guinée, le Sénégal et le Soudan occidental décident de s'unir pour former un État. L.S. Senghor, protagoniste sénégalais, propose le nom de cette association : la Fédération du Mali. Cette dénomination est sans équivoque un rappel de l'Empire médiéval du Mali, âge d'or de l'Afrique de l'Ouest<sup>58</sup>. Au moment de la formation du nouvel État fédéré, la politique interne du Soudan occidental est simplifiée. De son propre chef, le PSP de Fily Dabo Sissoko s'intègre à l'US-RDA en mars 1959. En perte de vitesse depuis 1956, le PSP considère que la formation de la fédération sénégalosoudanaise représente l'embryon des États-Unis d'Afrique de l'Ouest ; il préconise donc sa propre dissolution pour éviter de mettre en péril le projet panafricain<sup>59</sup>. Les anciens adversaires se rallient donc au parti de Modibo Keita dans un climat pacifique, étant donné que l'US-RDA prône le principe de l'unité avant toute partisanerie. À partir de ce moment, il existe un seul parti qui mène le Mali à l'indépendance.

---

<sup>56</sup> Paul Delanoue et Philippe Dewitte, «La CGT et les syndicats de l'Afrique noire de colonisation française, de la Deuxième Guerre mondiale aux indépendances», *Le Mouvement social*, No. 122, Jan-Mars 1983, p. 114.

<sup>57</sup> Bénot, *op. cit.*, p. 123.

<sup>58</sup> Campmas, *op. cit.*, p. 130.

<sup>59</sup> Ruth Schachter Morgenthau, *Political parties in french-speaking West Africa*, Oxford, Clarendon Press, 1967 (c1964), p. 298.

Ainsi, en mars 1959, l'US-RDA domine totalement l'échiquier politique soudanais. Consacrant la réunion des deux territoires voisins, le Parti de la Fédération africaine (PFA) est créé en juillet 1959 et regroupe l'Union soudanaise-RDA de Modibo Keita, et l'Union Progressiste Sénégalaise de L. S. Senghor. Son orientation s'inspire d'une « voie africaine du socialisme », laissant court à de nombreuses interprétations ; malgré l'imprécision du terme, c'est la première fois que le concept de socialisme apparaît dans le programme politique d'un parti d'Afrique noire francophone<sup>60</sup>. Sans être défini en profondeur, ce socialisme comprend essentiellement la planification de l'économie ce qui déplait fortement aux investisseurs étrangers, majoritairement français. Le PFA se revendique du centralisme politique tout en se défendant d'être une dictature. Modibo Keita souhaite « un parti fortement structuré. [...] seul un parti bien organisé évitera à la fois l'enlisement dans les institutions coutumières, une sous-estimation des masses, le paternalisme et la transposition d'une théorie inadaptée au continent africain »<sup>61</sup>.

La Fédération du Mali se donne pour mission d'accéder à l'indépendance pour ensuite se consacrer à l'unification de l'Afrique de l'Ouest. La préexistence d'une communauté fédérée précoloniale dans cette région vient supporter la création de cette entité politique panafricaine<sup>62</sup>. De plus, la Fédération du Mali de 1959 est menée par Modibo Keita, dont plusieurs affirment qu'il descend de l'illustre Sundjata Keita, premier souverain du puissant Empire médiéval. Cependant, l'enthousiasme suscité par la réunion du Sénégal et de Soudan occidental est de courte durée. En réalité, la fédération acquiert sa souveraineté nationale le 20 juin 1960 et dès lors, le processus de sa désintégration s'accélère. La rivalité pour la gouvernance ainsi que les divergences de vues politiques entre les deux protagonistes, L. S. Senghor et M. Keita, scellent le destin de la Fédération du Mali. Elle se disloque le 20 août 1960 par la déclaration d'indépendance du Sénégal. La République du Mali, ancien Soudan français, est proclamée le 22 septembre de la même année.

---

<sup>60</sup> Campmas, *op. cit.*, p. 136-137.

<sup>61</sup> Diagouraga, *op. cit.*, p. 63.

<sup>62</sup> Donn M. Kurtz, «Political integration in Africa : The Mali Federation», *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 8, No. 3, octobre 1970, p. 417.

Malgré son échec, l'expérience de la Fédération du Mali dessine déjà les contours de la politique malienne postcoloniale. Les principaux éléments de l'idéologie postcoloniale véhiculée par l'US-RDA s'y retrouvent soit la présence d'un gouvernement mené par un parti unique et l'option idéologique du socialisme. Plusieurs références à l'âge d'or médiéval sont effectuées, telles que la reprise du vocable « Mali » ainsi que l'adjonction de Modibo Keita à son ancêtre supposé, Sundjata Keita. Ces traits idéologiques et historiques sont caractéristiques des huit années de gouvernance de l'US-RDA, entre 1960 à 1968, conduite par le père de l'indépendance malienne, Modibo Keita. Au cours de cette période, tous les efforts sont dirigés à la construction de la nation. Or, construire une nation dans un espace dessiné par la colonisation représente un défi hors du commun. Les partis africains adoptent différentes stratégies dans le but d'imposer l'État-nation. Pour le Mali, l'US-RDA sera le parti-moteur de cette entreprise colossale.

## **Chapitre 2- Le régime du parti-État et du socialisme : le culte de l'unité**

Dès l'obtention de l'indépendance, les pays africains entreprennent la construction de l'État. Le modèle politique basé sur le parti unique triomphe *in globo* sur le continent africain. Les justifications en sont multiples et relèvent avant tout d'une volonté unificatrice afin de consolider la souveraineté nationale. Au Mali, le parti de l'US-RDA prédomine d'ores et déjà le paysage politique quand la République obtient son indépendance, le 22 septembre 1960. Ayant libéré le pays du joug colonial, l'Union soudanaise possède une légitimité irréfutable et par conséquent, s'impose sans heurts par l'absorption de l'opposition. Par la suite, il entreprend de développer l'armature étatique sur laquelle il affirme son autorité pour devenir un parti-État.

De plus, le parti entreprend de créer la nation alors inexistante au moment de l'indépendance. Pour ce faire, l'Union soudanaise tend à encadrer toute la population en son sein par le biais d'associations à participation obligatoire. Ceci permet d'accroître le contrôle du parti sur les masses et facilite ainsi sa mobilisation. Ainsi, l'US-RDA s'autoproclame parti de masse et prétend incarner la volonté du peuple et par conséquent, agir au nom de la nation.

Pour appuyer l'effort d'édification nationale, le régime de Modibo Keita s'oriente vers le socialisme. Aux vues des pays du Tiers-Monde qui l'ont adopté, cette orientation était censée garantir à l'époque un développement économique et social rapide. Pour le parti-État, l'indépendance économique constitue la base de la sauvegarde nationale. Cependant, si l'idée de la planification socialiste séduit l'US-RDA, il n'est pas question d'importer l'idéologie marxiste-léniniste sans l'adapter aux réalités maliennes. Les dirigeants maliens opèrent donc une distorsion de l'idéologie pour répondre aux besoins de leur nouvelle République.

L'US-RDA représente donc le cœur de l'État malien au lendemain de l'indépendance malienne. Notre réflexion s'articule autour des questions suivantes : quelle est la nature de cet État et quelles en sont les structures? Quels mécanismes sont mis sur pied par le parti-État pour assurer la construction étatique et nationale? Quelle approche de l'idéologie socialiste est promue au Mali?

## 1. L'US-RDA : La haute instance de la nation malienne

### 1.1. Justification du parti unique

Le modèle du parti unique se développe dès la période de la marche vers la décolonisation. En effet, durant les années 50, le *Rassemblement Démocratique Africain* (RDA) encourage les divers organisations et partis nationaux à se rassembler au sein d'une seule entité politique en vue d'unifier le mouvement national. Stratégiquement, la colonie peut alors imposer un front politique uni contre la puissance coloniale. Ainsi, bien avant la prise d'indépendance, « la logique du mouvement national africain [...] exigeait une organisation politique unifiée, donnant expression aux aspirations nationales dans leur ensemble et opposant au pouvoir colonial, matériellement supérieur, la force de pression d'un pays entier »<sup>1</sup>. En 1958, le RDA désire en effet fusionner les partis nationaux d'Afrique française afin de constituer un État d'Afrique de l'Ouest indépendant des frontières tracées sous la colonisation. Cette initiative échoue, mais le concept du parti unique se généralise en idée-force dans les jeunes pays nouvellement indépendants.

D'ailleurs, le Mali choisit d'adhérer à ce modèle politique pour renforcer son intégration nationale<sup>2</sup>. Diverses stratégies sont utilisées par le parti pour justifier son unicité. Notamment, l'Union soudanaise argumente l'idée que la souveraineté nationale demeure menacée par l'ancienne puissance coloniale qui persiste à vouloir s'immiscer dans les affaires nationales. Dès 1961, les relations franco-maliennes sont pour le moins tendues alors que le gouvernement de Modibo Keita exige l'évacuation des troupes françaises. De plus, la République malienne s'oriente vers le socialisme et signe des accords avec l'URSS. Si bien que l'ancienne métropole s'inquiète de la sauvegarde de ses intérêts au Mali, cœur de l'Afrique de l'Ouest<sup>3</sup>. Quant aux responsables politiques maliens, ils tiennent la France en partie responsable de l'échec de la Fédération du Mali instaurant ainsi un climat de méfiance : « notre détermination à construire un véritable socialisme, notre volonté de réaliser, avant toute autre association, une véritable

<sup>1</sup> Yves Bénot, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, François Maspero, 1969, p. 282.

<sup>2</sup> Cheikh O. Diarrah, *Le Mali de Modibo Keita*, Paris, L'harmattan, 1986, p. 155.

<sup>3</sup> Danielle Domergue-Cloarec, *La France et l'Afrique après les indépendances*, Paris, CEDES, 1994, p. 229.



communauté africaine, ont déterminé certains responsables français à conduire les dirigeants sénégalais à la sécession »<sup>4</sup>. Durant la période postcoloniale, la menace du néo-colonialisme, réelle ou non, est utilisée pour prolonger l'unanimité que créait le combat contre le colonialisme durant les années 50<sup>5</sup>. Le Mali conserve cependant des liens essentiellement économiques avec l'ancienne puissance coloniale. L'ingérence néocoloniale n'est pas tolérée comme en témoigne l'évacuation des troupes françaises et la création du franc malien en 1962<sup>6</sup>. Ainsi, le combat contre le néo-colonialisme s'opère par des affirmations nationalistes manifestes<sup>7</sup>.

À l'époque des indépendances, le multipartisme est perçu comme un facteur de désunion ainsi que le siège de la démagogie<sup>8</sup>. L'US-RDA préconise donc l'intégration de l'opposition au sein du parti afin que les débats aient lieu à l'interne ce qui permet de conserver une ligne de conduite ferme et cohérente. Unifier et construire une nation tout en mettant en place les structures d'un État ne s'accomplissent pas sans difficultés et sans prise de positions impopulaires. Ainsi, pour l'Union soudanaise, partager le pouvoir avec d'autres tendances aurait pour conséquence d'ajouter des luttes politiques qui retarderaient le processus décisionnel dans la conduite du projet national<sup>9</sup>. De plus, Modibo Keita affirme que le multipartisme s'accompagne bien souvent de démagogie, pratique politique particulièrement redoutée par les dirigeants maliens<sup>10</sup>. Lors du discours d'ouverture du VI<sup>e</sup> Congrès de l'US-RDA en 1965, Modibo Keita déclare qu'« au coude à coude, les Délégués sauront déjouer les manœuvres de division, [...] il nous faudra beaucoup de courage pour nous armer d'une honnêteté foncière, pour ne pas nous laisser circonvenir par les tractations des démagogues et des ambitieux »<sup>11</sup>. L'existence du multipartisme et de la démagogie, qui lui est associée, comportent des germes de division

<sup>4</sup> Discours de Modibo Keita au congrès extraordinaire du parti de l'US-RDA le 22 septembre 1960, dans Modibo Keita, *Discours et interventions*, 1965, p. 9.

<sup>5</sup> Philippe Ardant, «Le néo-colonialisme : thème, mythe et réalité», *Revue française de science politique*, 15<sup>e</sup> année, No 5, 1965, p. 841.

<sup>6</sup> Domergue-Cloarec, *loc. cit.*, p. 229.

<sup>7</sup> Bénot, *op. cit.*, p. 285.

<sup>8</sup> Ahmed Mahiou, *L'avènement du parti unique en Afrique noire. L'expérience des États d'expression française*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1969, p. 199.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 200.

<sup>10</sup> Discours prononcé à l'occasion du troisième anniversaire de l'indépendance de la République du Mali le 22 septembre 1963, dans Keita, *op. cit.*, p. 231.

<sup>11</sup> Discours de Modibo Keita lors de l'ouverture du VI<sup>e</sup> Congrès de l'US-RDA le 10 septembre 1962, dans Keita, *op. cit.*, p. 191.

trop importants pour un nouvel État en construction. Elle limiterait ainsi les requêtes gouvernementales de sacrifices et d'abnégation à l'égard des masses puisque le parti d'opposition, en quête du pouvoir, chercherait à séduire la population en démontrant la supériorité de son programme<sup>12</sup>. Donc le Mali opte pour l'instauration d'un parti unique de masse afin d'accélérer le développement du pays en fédérant la nation.

À ce propos, le tribalisme est perçu comme un danger pour les nouveaux États africains qui souhaitent réaliser l'unité nationale. La période des décolonisations africaines se caractérise par le développement de partis politiques représentant bien souvent les intérêts des ethnies<sup>13</sup>. En plus de s'imposer comme le parti unique, l'US-RDA combat notamment les divisions tribales potentielles en envoyant ses militants faire campagne dans des régions différentes de leur lieu d'origine dans le « but de pousser les gens à se rattacher directement au parti »<sup>14</sup>. En 1963, Modibo Keita déclare à propos des luttes entre Peulhs et Dogons, qu'il espère que les rivaux pourront « transcender leurs rancœurs de la lutte passée et, [...] se donner la main pour réaliser l'unité politique sans laquelle la construction nationale connaîtra des aléas »<sup>15</sup>. À ce propos, le chef d'État fait appel au passé en rappelant que les peuples du Mali actuel ont déjà cohabité pacifiquement sous un même ensemble politique, l'Empire du Mali.

Tout comme l'opposition partisane, l'Union soudanaise encadre l'activité syndicale. Ainsi, les syndicats sont réunis au sein de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNMT), syndicat unique inclus dans la structure du parti. Il est appelé à appliquer les décisions transmises par l'US-RDA afin de poursuivre l'objectif d'indépendance économique. Le 5 janvier 1963, au cours d'une conférence des cadres syndicaux, Modibo Keita déclare : « Ainsi, si la mobilisation des travailleurs sur la base revendicative était un facteur positif, une tactique politiquement juste sous le régime colonial, elle devient négative dans un pays comme le Mali, indépendant réellement et

<sup>12</sup> Mahiou, *op. cit.*, p. 200.

<sup>13</sup> Lancine Sylla, *Tribalisme et parti unique en Afrique*, Abidjan, Université nationale de Côte-d'Ivoire-Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 195.

<sup>14</sup> Ruth Schachter-Morgenthau, *Le multipartisme en Afrique de l'Ouest francophone jusqu'aux indépendances. La période nationaliste.*, Paris, l'Harmattan, 1998 [1964], p. 379.

<sup>15</sup> Discours de Modibo Keita au meeting de Diré le 13 novembre 1963, dans Keita, *op. cit.*, p. 239.

qui veut le demeurer quel qu'en soit le prix »<sup>16</sup>. Au cours de cette réunion, le parti explique ses attentes et donc par extension, celle du peuple, concernant les travailleurs. L'UNTM est chargé de transmettre aux différentes structures les décisions et les objectifs fixés par le parti pour améliorer la productivité et parvenir à l'indépendance économique tout en amenant le travailleur à se responsabiliser vis-à-vis de son devoir national<sup>17</sup>. Ainsi, l'instance syndicale autrefois force contestatrice sous la domination coloniale devient un rouage dans l'application des politiques économiques de l'Union soudanaise.

Tout comme les manifestations d'opposition politique, ethnique et syndicale, les éclats populaires de mécontentements ne sont pas plus tolérés. En juillet 1962, le Mali décide d'émettre sa propre monnaie par souci de souveraineté nationale. La situation géographique du pays, enclavée au cœur de l'Ouest-africain, fait planer le risque de l'isolement et de la dépendance. De plus, la France conserve sa mainmise sur le système monétaire ouest-africain. Acte nationaliste d'envergure, il n'en demeure pas moins que l'entrée en vigueur de la nouvelle devise ne se fait pas sans heurts. Des commerçants protestent vigoureusement et manifestent en scandant des slogans contre le régime socialiste et voire pour le retour du colonisateur<sup>18</sup>. Cette démonstration de mécontentement et d'opposition est rapidement qualifiée d'antinationale et ses protagonistes de « traîtres », « infâmes ennemis de l'ensemble du peuple malien », « apatrides », « valets du colonialisme moribond », « agents du colonialisme et de l'impérialisme »<sup>19</sup>. La contestation de l'instauration du franc malien est d'ailleurs sévèrement réprimée par le régime de l'Union soudanaise.

Ainsi, au lendemain de l'indépendance, l'US-RDA réfute toute idée d'opposition et s'impose en parti-État<sup>20</sup>. L'organisation de l'Union soudanaise se fond avec les structures étatiques et les domine. À partir de là, la distinction entre gouvernement et

<sup>16</sup> Discours de Modibo Keita lors de la conférence des cadres syndicaux de l'UNTM, *L'Essor*, 5 janvier 1963.

<sup>17</sup> Discours prononcé au meeting consacré au premier anniversaire de la proclamation de l'indépendance de la République du Mali le 22 septembre 1961, dans Keita, *op. cit.*, p. 73.

<sup>18</sup> Aristide R. Zolberg, «The political revival of Mali», *The World Today*, Vol. 21, No 4, avril 1965, p. 157.

<sup>19</sup> «Profondément indigné par la manifestation antinationale des contre-révolutionnaires, le peuple du Mali tout entier réaffirme son soutien résolu à la monnaie et flétrit l'action de trahison des pseudo-commerçants», *L'Essor*, 24 juillet 1962.

<sup>20</sup> Mahiou, *op. cit.*, p. 94.

parti n'est plus. Une organisation perfectionnée se met en place pour renforcer l'emprise du parti sur les cadres administratifs tout comme sur les masses.

## 1.2. Organisation du parti-État

### *1.2.1. L'imposition d'un modèle*

L'obtention de l'indépendance met en lumière la carence de l'administration au Mali due à sa faible population et son potentiel économique considéré limité par la puissance coloniale<sup>21</sup>. De plus, la structure administrative coloniale répondait aux besoins de la métropole et n'entendait pas développer la colonie. L'existence du parti unique se justifie donc également par l'immense tâche de construction étatique qui attend le jeune pays. En 1964, M. Gabriel d'Arboussier, homme politique malien, écrit d'ailleurs que « c'est l'État qui va être l'instrument indispensable à la formation de la nation et des collectivités publiques nouvelles. Par conséquent, il faut accorder plus d'importance à l'organisation politique qu'à la formation de ce consensus populaire qui constituaient les nations du XIXe siècle »<sup>22</sup>. Ainsi, l'existence d'un État centralisé est une condition *sine qua non* à la construction nationale. L'Union soudanaise procède tout d'abord à l'africanisation des cadres administratifs afin de respecter « le sentiment de dignité national »<sup>23</sup>. Ensuite, il développe une structure complexe pour englober toute la population dans le but de consolider la nation par la mobilisation des masses. Pour cela, l'US-RDA est considérée comme un des partis uniques les mieux organisés en Afrique<sup>24</sup>.

Au cours d'une conférence de cadres qui se tient le 5 mars 1962, le président Modibo Keita rappelle le « sens qu'il convenait de donner au principe de la suprématie de l'appareil politique sur l'appareil administratif » et explique que c'est « le parti qui définit l'option, fixe les objectifs, détermine l'orientation générale à donner à l'action dans la

---

<sup>21</sup> Zolberg, *loc.cit.*, p. 154.

<sup>22</sup> Gabriel D'Arboussier, « Idées et forces politiques en Afrique », *Genève-Afrique*, vol. III, no. 2, 1964, p. 168.

<sup>23</sup> Discours de Modibo Keita lors de la visite officielle du président Hamani Diori, *L'Essor*, 7 avril 1962, p. 3.

<sup>24</sup> Zolberg, *loc.cit.*, p. 153.

poursuite des buts visés »<sup>25</sup>. L'administratif est donc un instrument de relais des décisions du parti à travers le pays afin d'édifier la nation.

Au Mali, le Congrès est l'instance suprême du parti et du gouvernement. Il se réunit à intervalles irréguliers pour déterminer les principales orientations politiques de la République<sup>26</sup>. Il est composé d'environ 200 membres issus des hauts postes administratifs ainsi que des responsables du Bureau politique national<sup>27</sup>. Cependant, le VI<sup>e</sup> Congrès de septembre 1962 est le dernier à se tenir sous la présidence de Modibo Keita. Élu par le Congrès, le Bureau politique prend la relève et est chargé de mettre en œuvre les résolutions adoptées par l'instance suprême. Guidé par celles-ci, le Bureau politique agit dès lors à titre de véritable organe décisionnel puisqu'entre deux Congrès, il est responsable de la gouvernance nationale<sup>28</sup>. Il est composé de dix-neuf membres dont six occupent également des fonctions ministérielles. Il se réunit de manière hebdomadaire, le mardi avant le Conseil des Ministres qui se tient le mercredi, et est présidé par Modibo Keita en personne. Le parti influe directement sur le Conseil du Gouvernement<sup>29</sup>.

Des circulaires sont ensuite envoyées dans toutes les sections du parti afin que les responsables politiques locaux relaient et appliquent les nouvelles directives. Parallèlement, l'Assemblée Nationale, composée de 80 députés élus sur la base d'une liste unique préparée par le parti, ne possède pas de réels pouvoirs. En réalité, elle entérine les prises de positions du Bureau Politique sans réels débats de fond, se cantonnant à des activités « politiquement marginales et essentiellement formelles »<sup>30</sup>. Elle élit le Président de la République pour un mandat de cinq ans. Modibo Keita est le père de l'indépendance malienne ainsi que le secrétaire général de l'US-RDA, donc sa reconduction à titre de président est tacite.

---

<sup>25</sup> Discours de Modibo Keita à l'École Nationale d'Administration du Mali, *L'Essor*, 6 mars 1962, p. 1.

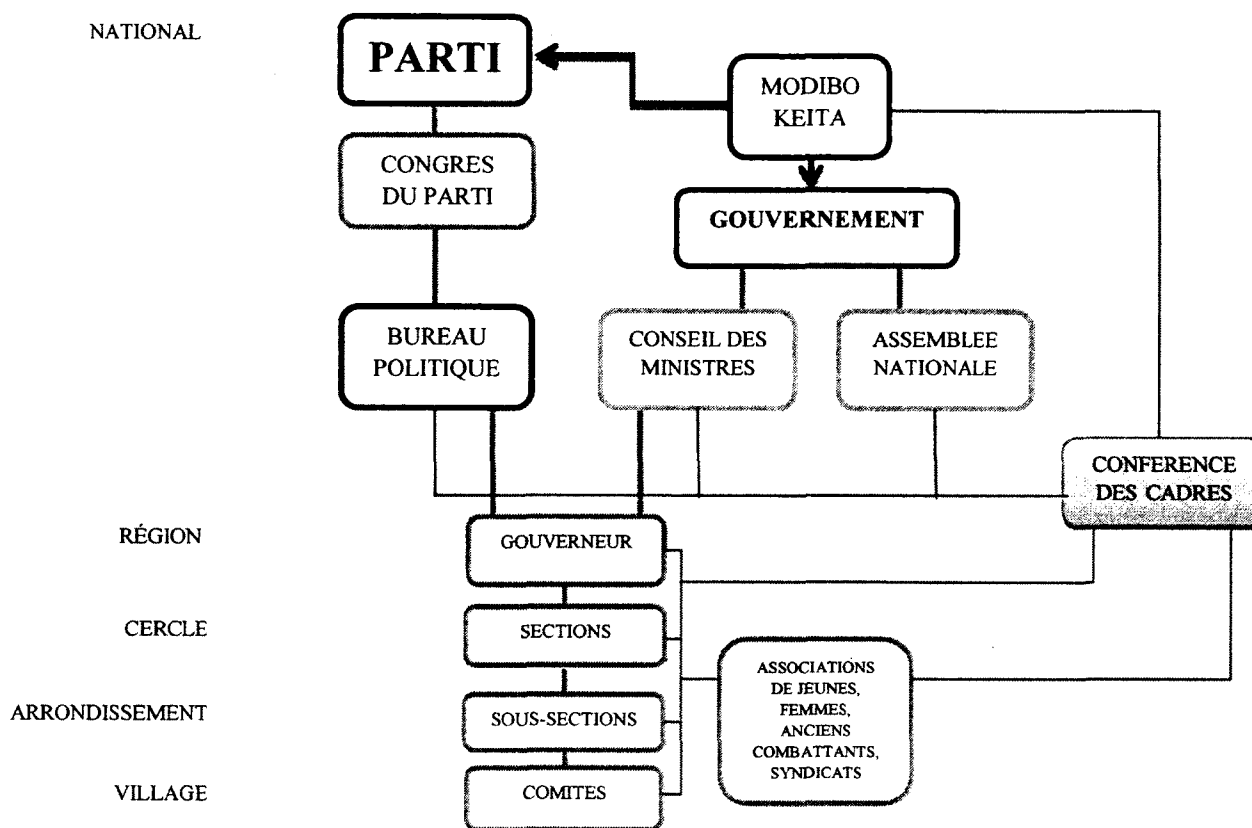
<sup>26</sup> Mahiou, *op. cit.*, p. 296.

<sup>27</sup> Afin d'alléger la lecture, nous utiliserons le terme de Bureau politique pour la suite du chapitre.

<sup>28</sup> Diarrah, *op. cit.*, p. 41.

<sup>29</sup> Zolberg, *loc. cit.*, p. 154.

<sup>30</sup> Pierre Campmas, *L'Union-Soudanaise-RDA. Tome premier (1946-1960)*, Abidjan, Éditions Communication intercontinentale, 1992, p. 190.



Le parti unique de l'US-RDA comprend toutefois plusieurs tendances en son sein. Pour transcender ces diverses orientations et conserver l'unité politique, la figure du chef du parti devient un catalyseur essentiel. Au-delà de cela, le parti incarne la nation et par extension, le chef d'État en est le gardien<sup>31</sup>. Modibo Keita renforce sa légitimité de chef par deux puissants atouts. Le premier est son ascendance impériale ; il descend de la lignée de Sundjata Keita, prestigieux fondateur de l'Empire du Mali qui, rappelons-le, constitue l'âge d'or de l'Afrique de l'Ouest. Ensuite, son engagement politique sans relâche le propulse aux rangs des combattants de la libération nationale. Cette pierre angulaire du parti-État consolide son pouvoir et accroît sa légitimité. Par sa prestance, Modibo Keita séduit les masses et identifie le parti ainsi que sa personne à la nation entière<sup>32</sup>. Ainsi, ce processus stimule la mobilisation des masses autour d'un homme fort,

<sup>31</sup> Bénot, *op.cit.*, p. 346.

<sup>32</sup> Sylla, *op.cit.*, p. 256.

symbole vivant de la libération, afin d'accélérer la construction nationale et le développement économique<sup>33</sup>.

### 1.2.2. Mécanismes

L'Union soudanaise impose son emprise politique en constituant une « toile d'araignée » structurelle. Le premier niveau divise le pays en *régions* dirigées par un gouverneur. Ensuite, les *cercles* comprennent les *sections*. Les *arrondissements* accueillent les *sous-sections* et pour finir, les *villages* sont dotés de *comités*. L'Union soudanaise souhaite atteindre chaque malien et posséder un pouvoir effectif à travers tout le pays pour mener à bien sa mission de construction nationale. Pour s'assurer que les décisions émises par le Bureau politique soient concrétisées sur le terrain, ce dernier nomme six commissaires chargés de contrôler les différents organes du parti ainsi que les structures gouvernementales. Actif sur le terrain depuis le mois de juin 1961, leur fonction est entérinée au cours du VI<sup>e</sup> Congrès de l'Union soudanaise en septembre 1962. À cette occasion, Modibo Keita déclare qu'« au nom du Bureau politique, au nom de l'US-RDA, [il] place entre [leurs] mains la santé politique, la santé économique, bref, la santé tout court de la République du Mali »<sup>34</sup>. La responsabilité qui incombe à ces agents de l'État révèle l'aspect répressif du parti-État.

D'ailleurs, Modibo Keita considère qu'« il y a au Mali une dictature, mais c'est celle du peuple, c'est celle de l'engagement de chaque Malien, de chaque Malienne à respecter son option [...] ce peuple s'exprime partout, à tous les échelons, que les responsables ne sont que ses représentants »<sup>35</sup>. La théorie du centralisme démocratique permet ainsi au Bureau politique de gouverner sous le couvert d'une légitimité inhérente à son statut de parti de masse. Sous le régime de Modibo Keita, la population participe à des élections qui portent au pouvoir des délégués au sein des *comités* et des *sous-sections*. Ces élections se font sur la base d'une liste unique préparée par le parti. Pour les *sections*, les

<sup>33</sup> Francis G. Snyder, «The political thought of Modibo Keita». *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 5, No. 1, Mai 1967, p. 81.

<sup>34</sup> Diarra, *op. cit.*, p. 42.

<sup>35</sup> Discours de Modibo Keita en l'honneur de la visite du président Houphouët-Boigny, le 20 décembre 1961, dans Keita, *op. cit.*, 1965, p. 93.

gouverneurs des *régions* nomment les commandants de *sections* et les autres délégués sont élus. Cependant, l'élection de ces derniers est entérinée par le Bureau politique<sup>36</sup>.

Les cadres élus prennent part à la gestion de leur niveau administratif selon les résolutions émises par le Bureau politique sans posséder de réel poids politique. À intervalles irréguliers, le parti organise des conférences de cadres à tous les niveaux de l'administration. La conférence des cadres au niveau national réunit des ministres, des secrétariats de ministres, des chefs de services, des gouverneurs, des commandants de cercles, des membres de l'Assemblée nationale, l'intégralité du Bureau politique, des inspecteurs du parti ainsi que des représentants de diverses associations de l'Union soudanaise<sup>37</sup>. Le chef de l'État préside l'audience et diffuse les décisions du Bureau politique. Cette structure révèle clairement la mainmise de l'US-RDA sur l'État par le développement de ramifications du parti dans tous les espaces gouvernementaux et administratifs. Le parti-État exerce donc un contrôle à tous les niveaux et s'assure par le fait même de la propagation de ses idées, de ses décisions et la concrétisation de ses politiques

### 1.2.3. *L'Essor : un organe d'information et de propagande*

Pour appuyer l'effort de communication nationale, l'Union soudanaise se dote d'un organe de presse, *L'Essor*. Créé en 1949, il devient le seul journal imprimé au Mali à partir de l'indépendance<sup>38</sup>. Ce quotidien est tiré à seulement deux milles exemplaires pour une population de quatre millions d'habitants et est généralement composé de quatre à huit pages. Cependant, selon P. Campmas qui a travaillé à la rédaction du journal, il est possible d'estimer à vingt mille le nombre de personnes qui lisent quotidiennement *L'Essor*<sup>39</sup>. De plus, les sujets des articles sont souvent repris par *Radio-Mali* venant renforcer l'effort de propagande du parti-État au sein de la masse. Il recèle également

<sup>36</sup> John N. Hazard, «Mali's Socialism and the Soviet Legal Model», *The Yale Law Journal*, Vol. 77, No. 1, Nov. 1967, p. 38.

<sup>37</sup> Zolberg, *loc.cit.*, p. 154.

<sup>38</sup> Malheureusement, les archives du Mali ne mettaient à disposition *L'Essor* qu'à partir de 1961 au moment où nous y étions.

<sup>39</sup> Campmas, *op. cit.*, p. 188.



d'articles faisant l'apologie des réalisations du parti ainsi que de mises en garde contre certaines pratiques qui vont à l'encontre, selon l'US-RDA, des intérêts de la nation. Pour l'Union soudanaise, cet organe de presse remplit également une fonction de pédagogie populaire<sup>40</sup>. Le contenu du journal transmet des nouvelles politiques du parti ainsi que des nouvelles internationales d'importance, en plus de faire la promotion du programme de *Radio-Mali*, d'expositions culturelles, des résultats sportifs, etc. Selon R. Schachter-Morgenthau, « son contenu montrait que le système de communications du parti était excellent » : le comité directeur du journal entretient une relation constante avec les hautes sphères de l'Union soudanaise qui lui rapportent alors les activités en cours<sup>41</sup>. Pour le régime de Modibo Keita, il constitue donc un instrument de propagande pour la diffusion de l'information et de l'idéologie, mais également des événements culturels et sportifs. Comme tout organe de parti, *l'Essor* soutient les accomplissements de l'US-RDA afin de démontrer la justesse de ses décisions et s'assurer le soutien des masses.

## 2. La mobilisation populaire

### 2.1. Une structure tentaculaire

#### 2.1.1. « À vous travailleurs, je vous adresse le Salut du parti »<sup>42</sup>

Le parti cherche à rejoindre le peuple par le biais d'associations regroupant la population selon le sexe, l'âge, la profession ou l'appartenance sociale. Comme tout parti unique, l'Union soudanaise « vise à contrôler entièrement l'individu dans toutes ses activités et [ce] tout au long de son existence »<sup>43</sup>. C'est pourquoi, le parti crée ou inféode des associations préexistantes. Par exemple, les syndicats sont désormais sublimés au sein de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali, elle-même encadrée par l'US-RDA. Cette reconversion postcoloniale modifie nécessairement la nature de leurs actions puisque désormais l'UNTM, devenu le syndicat unique des travailleurs, doit œuvrer pour

<sup>40</sup> « Une enquête de l'Essor. Que pensez-vous des Actualités maliennes? », *L'Essor*, 7 février 1964.

<sup>41</sup> Schachter-Morgenthau, *op. cit.*, p. 323.

<sup>42</sup> Discours de Modibo à l'occasion du premier anniversaire de l'éclatement de la Fédération du Mali, le 20 août 1961, dans Keita, *op. cit.*, p. 48.

<sup>43</sup> Mahiou, *op. cit.*, p. 300.

l'édification nationale et non plus, revendiquer des droits<sup>44</sup>. À ce propos, Modibo Keita déclare que « l'action syndicale au Mali se révèle non plus comme une arme contre le régime, mais comme un moyen de mobilisation des travailleurs pour plus d'exactitude et d'assiduité, pour plus de rendement dans le travail »<sup>45</sup>. Ainsi, le parti-État intègre les syndicats dans sa structure afin d'imposer les règles du travail nécessaire à la construction socialiste et nationale.

Chapeautés par le Service de l'Action Rurale, les paysans pour leur part sont appelés à incorporer le mouvement coopératif que l'Union soudanaise met en place. De plus, les paysans sont appelés à participer à des réunions pédagogiques en vues d'améliorer la productivité agricole. Au cours des années 60, le parti accroît la pression sur la paysannerie, car pour les dirigeants l'agriculture constitue la clé du développement<sup>46</sup>. Idrissa Diarra, alors secrétaire politique du parti, déclare que « le développement de la production agricole et animale [...] doit permettre d'assurer l'indépendance politique de notre République sur des assises économiques solides »<sup>47</sup>. Ainsi, la structure économique malienne souhaite renforcer la production par la mise en place de coopératives agricole, jumelée à des séances d'éducation populaire et à la modernisation du matériel agricole.

### 2.1.2. Les femmes

Sous le régime de l'US-RDA, les femmes prennent part à la politique et à l'effort de construction nationale. Elles obtiennent tout d'abord le droit de vote<sup>48</sup>. L'*Organisation Démocratique des Femmes* encadre les activités sociales et politiques de celles-ci. Cette association œuvre notamment à l'égalité des sexes, par l'accès à l'éducation et à la

<sup>44</sup> Discours de Modibo Keita à l'UNMT..., *loc. cit.*, p. 3.

<sup>45</sup> Allocution radiodiffusée à l'occasion de la revalorisation de la fonction enseignante au Mali le 19 juillet 1962, dans Keita, *op. cit.*, p. 158.

<sup>46</sup> Jean-Loup Amselle, «La conscience paysanne: la révolte de Ouolossébougou (juin 1968, Mali)», *Revue Canadienne des Études Africaines*, Vol. 12, No. 3, 1978, p. 343.

<sup>47</sup> Idrissa Diarra, «Rapport d'activité et d'orientation, Vie Congrès de l'Union soudanaise, RDA», 1963, Éditions de la Librairie populaire de Bamako, p. 86. Cité par Jan Dessau, « Le Mali : une expérience partielle d'indépendance économique ». dans John D. Esseks, *L'Afrique de l'indépendance politique à l'indépendance économique*, Grenoble, François Maspero, Presses universitaires de Grenoble, 1975, p. 180.

<sup>48</sup> Hazard, *loc. cit.*, p. 36.

culture, ainsi qu'à la participation des femmes dans l'effort d'édification nationale<sup>49</sup>. Les comités de femmes sont présents à tous les niveaux de l'administration (cercles, arrondissement, etc.). Dans une interview, Fady Maïga, contrôleur des douanes et secrétaire générale du quartier de Gangale, affirme que « comme beaucoup de maliennes, [elle est] une femme à triple tâches : fonctionnaire, ménagère, militante »<sup>50</sup> avant d'expliquer comment elle répartit ses journées afin de remplir son triple objectif. De surcroît, les femmes ont la responsabilité de dispenser une bonne éducation à leurs enfants, futurs citoyens et parents de la République<sup>51</sup>. Elles participent également à l'effort de construction nationale lors des journées d'investissements humains ; à Mopti, *L'Essor* rapporte que « dans la joie et dans l'allégresse elles [les femmes] montaient sur la digue de protection pour venir remplir le terrain omnisport. Par leur ardeur dans ce travail d'intérêt public pour la construction nationale, elles ont été non seulement un véritable stimulant pour les hommes mais aussi un facteur très réconfortant »<sup>52</sup>.

Par ailleurs, le parti inaugure un lycée exclusivement féminin afin que les femmes puissent accéder à des postes supérieurs au sein de l'État<sup>53</sup>. Cette ouverture permet de tendre à la réalisation de l'égalité des sexes, mais également à pallier la pénurie de cadres supérieurs. De plus, en 1962, le gouvernement adopte le Code du mariage et de la tutelle qui est encore en vigueur aujourd'hui. « Il s'agit en l'espèce de faciliter les conditions de mariage, de rendre celui-ci plus stable, tout en protégeant la femme »<sup>54</sup>. Au moment où le pays connaît des difficultés, le président malien rappelle que la République peut

« compter également sur [ses] vaillantes sœurs, les femmes de l'Union soudanaise-R.D.A., qui savent que les victoires que nous avons remportées sur le colonialisme, que les victoires que nous avons remportées sur l'exploitation capitaliste de notre pays, ces victoires, elles en sont les premières bénéficiaires par leurs maris, par leurs frères, par leurs enfants et que le triomphe de notre parti qui, déjà d'ailleurs leur a ouvert des horizons lumineux avec le Code du Mariage, sera le

---

<sup>49</sup> Diarrah, *op. cit.*, p. 47.

<sup>50</sup> «La femme a triple taches : ménagère, fonctionnaire, militante», *L'Essor*, 19 mars 1964, p. 3.

<sup>51</sup> «La commission sociale des femmes de l'Union soudanaise RDA, prend des mesures sociales révolutionnaires», *L'Essor*, 14 septembre 1963, p. 3.

<sup>52</sup> «Sur le chantier de la Construction Nationale», *L'Essor*, Samedi 14 avril 1962.

<sup>53</sup> Discours prononcé au meeting consacré au premier anniversaire..., dans Keita, *op. cit.*, p. 64.

<sup>54</sup> *Ibid.* p. 64.

triomphe de toutes leurs aspirations non seulement en tant que femmes, mais en tant qu'épouses, en tant que mères, en tant que sœurs. »<sup>55</sup>

Cette mention évoque clairement le rôle central du parti dans l'amélioration du statut de la femme et donc, d'une certaine redevabilité de cette dernière envers l'instance suprême de l'État. En réalité, les femmes participent bien peu à la gestion de l'État ou sont maintenus dans des postes subalternes<sup>56</sup>. Ainsi, l'US-RDA se targue de la progression du statut de la femme sous le régime socialiste, mais entend tacitement qu'elle s'accompagne de responsabilités face à la construction nationale tout comme d'une obédience envers le parti.

### 2.1.3. *Le pilier social : la Jeunesse de l'US-RDA (JUS-RDA)*

Pour le parti-État, les jeunes constituent un enjeu stratégique puisqu'ils composent plus de cinquante pour cent de la population au moment de l'indépendance<sup>57</sup>. De plus, « ils représentent une force revendicative, à la recherche d'un idéal, disponible pour un engagement politique et capable de servir de masse de manœuvre pour une action politique »<sup>58</sup>. À la veille de l'indépendance, l'Union soudanaise crée une organisation unique pour la jeunesse, la Jeunesse de l'Union soudanaise du Rassemblement Démocratique Africain (JUS-RDA)<sup>59</sup>. Pour le parti, « il est inconcevable que la pluralité de ces mouvements [de jeunesse] entretienne une certaine rivalité entre les enfants d'une même République alors que [nous] aspirons à l'unité de tous les jeunes regroupés au sein d'un seul organisme placé sous le contrôle direct du Gouvernement pour une utilisation rationnelle et rentable des loisirs des jeunes »<sup>60</sup>. Au départ, cette branche du parti possède une certaine autonomie dans la gestion de ses affaires internes. Cependant, au VI<sup>e</sup> Congrès de l'US-RDA, il est décidé qu'en vertu du principe du centralisme démocratique, la JUS-RDA est intégralement annexée au parti. Cela implique une

<sup>55</sup> Discours prononcé au meeting d'information à stade Mamadou Konaté, organisé par le secrétaire général de l'US-RDA le 27 août 1964, dans Keita, *op. cit.*, p. 315.

<sup>56</sup> Bintou Sanankoua, « Femmes et Parlement au Mali », *Afrique contemporaine*, 2004/2, No 210, p. 147.

<sup>57</sup> Diarra, *op. cit.*, p. 43.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 303.

<sup>59</sup> Badara Alou Traoré, *Politiques et mouvements de jeunesse en Afrique noire francophone. Le cas du Mali*, L'Harmattan, 2007, p. 63.

<sup>60</sup> *Ibid.* p. 64.

relation plus directe entre les représentants de la jeunesse et les cadres du Bureau politique.

Pour l'Union soudanaise, les jeunes sont la « clé de la victoire »<sup>61</sup> de l'unité nationale. La JUS-RDA encadre tous les jeunes âgés de huit à vingt-cinq ans. Elle organise des activités culturelles, artistiques, sportives et éducatives en vues de développer l'amour de la patrie. Les membres participent à divers travaux d'investissements humains et reçoivent une formation idéologique pour ensuite à leur tour la diffuser au sein des masses<sup>62</sup>. La JUS-RDA comprend notamment le *Mouvement Pionnier* englobant les jeunes entre huit et dix-huit ans. Il inculque les valeurs nationales notamment par le biais de l'organisation de camps: « c'était là une vraie école au service de la formation de ces jeunes pionniers qui, après le camp, devraient être les pionniers pilotes dans leur groupe et district »<sup>63</sup>.

En parallèle, la JUS-RDA fournit les rangs des *Brigades de Vigilance* ainsi que de la *milice populaire* sur la base du volontariat. Ces unités bénévoles étaient censées renforcer les forces de sécurité nationale. Pour le parti, elles effectuent tout d'abord un travail de prévention et d'éducation populaire. Cependant, elles ont également la responsabilité du maintien de l'ordre selon les dispositions des lois maliennes ; « ils sont protégés par elles et effectuent leur travail en liaison avec les organisations sociales et les organismes des Services de la Sécurité publique et de la Sécurité d'État (Police, Gendarmerie, Armée) »<sup>64</sup>. En réalité, les Brigades traquaient les marginaux, les ennemis du socialisme ou encore les couples adultères<sup>65</sup>. Les miliciennes, quant à elles, étaient autorisées à inspecter les foyers afin de vérifier s'ils étaient bien entretenus par les femmes. Les Brigades de vigilance constituent donc un corps policier à part entière dotées d'un pouvoir de surveillance et de répression au service de l'État. La JUS-RDA coordonne également l'organisation paramilitaire du *Service civique* obligatoire pour tous

<sup>61</sup> «À Moscou: La section des Jeunes de l'Union soudanaise-R.D.A. tient sa première conférence régionale», *L'Essor*, 20 février 1963, p. 3.

<sup>62</sup> Traoré, *op. cit.*, p. 70.

<sup>63</sup> «La réunion annuelle du Mouvement National des Pionniers a terminé ses travaux dimanche à la Maison des Jeunes de Bamako», *L'Essor*, mardi 14 novembre 1961, p. 4.

<sup>64</sup> «À propos de la réorganisation de la Jeunesse de l'Union soudanaise R.D.A. Règlement intérieur des Brigades de vigilance», *L'Essor*, vendredi 16 novembre 1962, p. 4.

<sup>65</sup> Ophélie Rillon, «Corps rebelles: la mode des jeunes urbains dans les années 1960-1970 au Mali», *Genèses*, 2010/4, No 81, p. 75.

les jeunes qui ont atteint vingt-et-un ans. Il offre une formation politique ainsi que pratique pour soutenir la construction nationale. En réalité, ce service embrigade majoritairement les jeunes issus du paysannat. Au cours de leur séjour, ces derniers acquièrent des techniques agricoles qu'ils peuvent transmettre à leur retour afin d'améliorer la productivité<sup>66</sup>.

Ainsi, la structure tentaculaire créé par l'Union soudanaise renforce son réseau de communication interne et assoit son autorité sur le territoire malien. Elle peut donc plus facilement mobiliser la population pour les travaux d'investissements humains et la construction nationale. Elle porte une attention particulière à la mobilisation et à l'encadrement des jeunes qui incarnent les forces vives de la nation ainsi que son avenir. Il est donc crucial de les encadrer pour leur enseigner les valeurs nationales, ou du moins celles du parti, afin qu'elles se perpétuent.

### **3. Le socialisme au service de l'unité et du développement**

#### ***3.1. Vers l'indépendance économique***

En 1959, lors de la création de la Fédération du Mali, le parti unifiant l'US-RDA et l'UPS déclare ouvertement que son idéologie s'inspire d'une « voie africaine du socialisme », une première dans un programme politique en Afrique francophone<sup>67</sup>. Alors que la Fédération se dissout en 1960, l'Union soudanaise conserve cette orientation idéologique. D'ailleurs, au lendemain des indépendances, de nombreux pays africains choisissent le modèle du socialisme. Ce phénomène s'explique entre autres par l'association qui s'opère entre la doctrine capitaliste et le colonialisme dans la pensée marxiste<sup>68</sup>. L'arrivée des Européens sur le continent africain est motivée par la recherche continuelle de nouvelles sources d'approvisionnements encouragée par la concurrence industrielle capitaliste. Il s'agit donc de la doctrine qui soutient la logique coloniale dès le XIXe siècle et qui mène à la conquête de l'espace africain dans le but, notamment,

---

<sup>66</sup> Diarra, *op. cit.*, p. 46.

<sup>67</sup> Campmas, *op. cit.*, p. 137.

<sup>68</sup> Mahiou, *op. cit.*, p. 346.

d'enrichir la métropole par l'apport de matières premières. Durant la période des décolonisations, l'heure est à la rupture coloniale. Ainsi, le socialisme séduit les régimes postcoloniaux, car il s'oppose et rejette notamment la doctrine capitaliste.

Modibo Keita souscrit à l'idée que « la victoire reviendra inévitablement à l'idéologie qui rejette l'injustice, qui s'insurge contre les iniquités sociales, qui abolit l'exploitation d'un homme par un autre, la domination d'un peuple ou d'un État par un autre État »<sup>69</sup>. Ainsi, le socialisme séduit non seulement pour ses promesses d'égalité entre les hommes, mais également pour son aspect collectiviste. Le chef d'État malien indique qu'« en raison [des] traditions plusieurs fois séculaires de vie communautaire »<sup>70</sup> au Mali, le choix du socialisme est le plus approprié. Cette doctrine prône l'abolition de la propriété privée pour la prise en main collective de l'économie. De sorte que les traditions communautaires maliennes avantageraient l'implantation du socialisme puisqu'il y aurait un proto-socialisme précurseur à la colonisation<sup>71</sup>.

Par ailleurs, le parti unique affirme que le pays est menacé par le néo-colonialisme. L'adoption du socialisme représente, selon lui, un rempart efficace contre ce risque puisqu'il permet une accession rapide à l'indépendance économique consolidant la souveraineté nationale. Au regard de sociétés européennes et asiatiques sous-développées, le socialisme offre une perspective de développement rapide et planifiée. Ceux qui ont adopté cette idéologie ont connu une croissance importante et ce, dans un délai restreint<sup>72</sup>. À la fin du colonialisme, le Mali est presque dépourvu d'industries et d'infrastructures. Par conséquent, toutes les énergies et les décisions sont orientées en fonction du développement économique primordial à la sauvegarde de la souveraineté nationale. La doctrine socialiste se base sur la planification efficace de l'économie par l'État. Cette prémisse séduit particulièrement l'élite politique, car le parti unique peut alors imposer un contrôle rigoureux sur le secteur économique<sup>73</sup>.

<sup>69</sup> Discours de Modibo Keita à l'occasion de la remise de Prix Lénine international le 8 juin 1963, dans Keita, *op. cit.*, p. 218.

<sup>70</sup> Discours de Modibo Keita pour la visite du président Houphouët-Boigny..., dans Keita, *op. cit.*, p. 94.

<sup>71</sup> Dessau, *loc. cit.*, p. 182.

<sup>72</sup> L. V. Thomas, *Le socialisme et l'Afrique. Tome 1.*, le livre africain, 1966, p. 11.

<sup>73</sup> Kenneth W. Grundy, «Marxism-Leninism and African Underdevelopment: The Mali Approach», *International Journal*, Vol. 17, No. 3, Été 1962, p. 302.

### 3.2. Le socialisme malien d'après Modibo Keita et l'US-RDA

La voie socialiste de développement au Mali n'est pas clairement définie par le père de l'indépendance, ni par l'Union soudanaise. Il est toutefois possible d'en déceler certains éléments afin de tracer les contours de ce que les dirigeants maliens entendent par socialisme. Dès l'adoption de cette orientation idéologique, Modibo Keita précise que « notre socialisme ne sera pas pour nous la manifestation d'une tendance à copier servilement ce qui se fait ailleurs »<sup>74</sup>. Après plusieurs décennies de colonisation, l'idée d'épouser une idéologie européenne sans l'adapter aux réalités africaines paraîtrait contradictoire à la volonté d'affirmation nationale qui caractérise le mouvement des décolonisations des années soixante. De surcroît, le Mali ne répond pas aux conditions classiques d'établissement du socialisme. En effet, le pays n'a pas atteint le stade du capitalisme et par conséquent, ne possède pas de bourgeoisie industrielle, ni de prolétariat. La nouvelle République se distingue particulièrement de ces critères établis par les pères du socialisme scientifique puisque le pays repose son économie sur l'agriculture. Les dirigeants maliens doivent donc procéder à la distorsion de la doctrine classique afin de justifier ce choix idéologique. En étudiant la rhétorique de Modibo Keita ainsi que celle du parti, il est possible de distinguer les modalités spécifiques du socialisme malien. Le choix du socialisme étant principalement pragmatique, ses caractéristiques sont bien souvent définies *a posteriori* par les dirigeants afin de répondre aux besoins actuels.

En 1960, l'économie malienne est principalement basée sur l'élevage qui constitue alors la première richesse. L'industrie se limite à une vingtaine de petites entreprises de transformations de produits agricoles et l'agriculture demeure traditionnelle<sup>75</sup>. Au moment de la prise d'indépendance, les ressources minières ne sont pas encore recensées. Durant la colonisation, le commerce reposait ses fondements sur le système d'*économie de traite*, soit la centralisation par les sociétés commerciales

---

<sup>74</sup> Discours de Modibo à l'occasion du premier anniversaire de l'éclatement de la Fédération du Mali, le 20 août 1961 », dans Keita, *op. cit.*, p. 43.

<sup>75</sup> Dessau, *loc.cit.*, p. 175.



françaises « [d]es achats de produits agricoles exportés et [d]es ventes de biens de consommations importés »<sup>76</sup>. Ce portrait de l'économie révèle les grands défis de développement auxquels est confrontée la nouvelle République du Mali.

L'Union soudanaise fonde ses espoirs économiques principalement sur la modernisation de l'agriculture par le biais du mouvement coopératif : « Le développement de la production agricole et animale [...] doit permettre d'assurer l'indépendance politique de notre République sur des assises économiques solides »<sup>77</sup>. La coopérative de village, le *Groupement Rural de Secours Mutuel et de Production*, organise les travaux collectifs tout en éduquant les paysans et en modernisant la pratique agricole. Elle devient la cellule centrale du développement économique de la nouvelle République.

En contrepartie, l'émergence de « l'industrialisation basée sur la consommation dans la liberté d'exportation des profits est illusoire et mortelle pour nos économies. Petite industrie, moyenne industrie réalisent la valorisation des produits agricoles ou obéissent aux principes de l'accumulation dans le cadre des impératifs d'un auto-développement »<sup>78</sup>. Cette nuance concernant l'industrie s'inscrit en rupture de la doctrine classique du socialisme scientifique qui prévoit la dictature du prolétariat. Sans développement industriel, cette classe sociale ne peut émerger. En cela, le socialisme malien s'approche du titisme qui prescrit l'autonomie du parti communiste dans la conduite du socialisme afin de le modeler selon les spécificités nationales<sup>79</sup>.

Lorsque le Mali accède à l'indépendance, il n'existe pas de classes de type capitaliste<sup>80</sup>. Or, le marxisme-léninisme repose sur un antagonisme de classes et la prise en main par le prolétariat de l'État et des moyens de production. À ce propos, Modibo Keita use de sarcasme et salue « l'administration coloniale française qui compte tenu de la position centrale de notre pays, fidèle à la politique coloniale de profit immédiat et

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> Diarra, *loc. cit.*

<sup>78</sup> « Politique de développement et voies africaines du socialisme », *Présence africaine*, XLVII, 3<sup>e</sup> Trimestre, 1963, p. 64.

<sup>79</sup> Jože Pirjevec, « Les années stalinienne de Tito 1945-1948 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 17, Janvier-Mars 1988, p. 80

<sup>80</sup> Kenneth Grundy, « Mali : The prospect of "Planned Socialism" », dans William H. Friedland (sous dir.), *African socialism*, Stanford, Stanford University Press, 1964, p. 178.

maximum, indifférente à l'intérêt de notre pays, n'a pas permis la création d'une bourgeoisie autochtone, d'un capitalisme autochtone, ce qui fait que nous éviterons une révolution inutile en mobilisant la paysannerie pour édifier le socialisme »<sup>81</sup>. L'inexistence du concept de prolétariat est donc récupérée à profit par les dirigeants maliens affirmant qu'ainsi la révolution n'est plus une condition *sine qua non* à l'édification du socialisme et qu'il est donc possible de l'établir dans l'immédiat.

Cependant, la révolution doit se situer en chaque militant, car le socialisme malien repose sur la mobilisation des masses. Le parti-État porte la responsabilité du développement économique et national du pays. Pour ce faire, une des stratégies qu'il adopte est de se constituer un parti de masse en rassemblant les différents groupes sociaux en son sein afin d'assurer la pérennité nationale<sup>82</sup>. En ce sens, il se distingue de la doctrine marxiste-léniniste qui préconise un parti composé d'une élite restreinte jouant le rôle d'avant-garde auprès du prolétariat dans la mise en place du socialisme. L'Union soudanaise prétend ainsi émaner du peuple et affirme que « la base matérielle et idéologique du socialisme, c'est la force du peuple »<sup>83</sup>. Ce dernier est donc embrigadé dans le projet de développement économique ; chacun doit sacrifier son bénéfice personnel au profit de la communauté afin de construire la nation, notamment au cours des chantiers d'investissements humains organisés par le parti. Les militants de l'US-RDA, pour l'essentiel « les salariés et les cadres moyens de l'administration, les instituteurs [et] les étudiants »<sup>84</sup>, ont le devoir d'éduquer les masses afin qu'elles comprennent et intègrent les rudiments du socialisme et ainsi assurer leur participation au projet national.

Le parti-État tire également profit des structures communautaires préexistantes à la colonisation. Le parti explique en effet que l'organisation traditionnelle de la société malienne se construit autour de l'entité du village : « Le village est, chez nous, la cellule de départ et c'est la vitalité de cette cellule qui engendrera la vitalité de la nation

<sup>81</sup> Discours de Modibo Keita prononcé à l'occasion de la fin solennelle des cours accélérés de journalisme le 17 mars 1962, dans Keita, *op. cit.*, 1965., p. 106.

<sup>82</sup> Seydou Madani Sy, « Le parti politique en Afrique : concept, nature » [en ligne], *Éthiopiennes*, No. 1, janvier 1975, <http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article1027>, (page consultée le 8 mai 2011).

<sup>83</sup> « Pourquoi ne pas le dire ? La base matérielle et idéologique du socialisme, c'est la force du peuple », *L'Essor*, 20 mars 1964, p. 3.

<sup>84</sup> Dessau, *loc. cit.*, p. 179.

entière »<sup>85</sup>. Pour la nouvelle République, l'agriculture représente le premier enjeu économique. Par conséquent, le Plan quinquennal prescrit la mise en place de champs collectifs regroupés sous l'autorité des villages et permettant un développement économique rapide. Les dirigeants maliens misent donc sur les liens ancestraux de solidarité tissés au fil des siècles entre les villageois pour parachever directement le socialisme dans la période postcoloniale<sup>86</sup>. Ainsi selon le pouvoir en place, plus que toute autre doctrine, le socialisme respecte intrinsèquement la personnalité traditionnelle du Mali.

Concernant l'Islam, l'adoption du socialisme s'inscrit également dans une continuité logique de respect des valeurs maliennes. Pour Modibo Keita, « il n'y a pas de religion plus socialiste que la religion musulmane, parce qu'elle enseigne dans ses principes : aux riches à donner, à partager, à soulager la douleur des autres »<sup>87</sup>. Cette prise de position entre bien sûr en contradiction avec les fondements du marxisme-léninisme ; Marx considère la religion comme « l'opium des peuples »<sup>88</sup> et Lénine, comme un instrument d'oppression du pouvoir tsariste qu'il faut détruire<sup>89</sup>. Au Mali, la philosophie matérialiste du socialisme est complètement évacuée pour épouser les spécificités maliennes, soit la prégnance traditionnelle de l'Islam. Selon Modibo Keita, il n'est pas question d'adhérer à l'aspect athéiste du socialisme, car selon lui, la foi permet à l'être humain de se dépasser pour se rapprocher de la perfection incarnée par l'Être Suprême. Ainsi, la volonté de chacun à aspirer au meilleur de lui-même influence l'émergence des conditions psychologiques nécessaires au changement essentiel à l'établissement du socialisme<sup>90</sup>. La religion musulmane vient donc elle aussi renforcer l'effort de construction nationale en maintenant des cadres moraux pour les masses.

Par ailleurs, des similitudes existent entre le modèle soviétique et malien du socialisme, et elles se situent essentiellement au niveau de l'organisation du parti et de l'économie planifiée. Ainsi, l'Union soudanaise récupère la structure pyramidale du parti

<sup>85</sup> Allocution radiodiffusée de Modibo Keita au peuple du Mali le 1<sup>er</sup> octobre 196, dans Keita, *op. cit.*, 1965, p. 80.

<sup>86</sup> *Ibid.* p. 79.

<sup>87</sup> Discours de Modibo Keita lors de la fin des cours de journalisme..., dans Keita, *op.cit.*, p. 108.

<sup>88</sup> Karl Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1884.

<sup>89</sup> Hazard, *loc. cit.*, p. 33.

<sup>90</sup> Snyder, *loc. cit.*, p. 86-87.

communiste d'URSS soit l'organigramme divisé en villages, sous-sections, sections, arrondissements tous ceux-ci coiffés d'un comité dirigeant recevant des directives de l'instance suprême du parti, le Bureau politique<sup>91</sup>. Ensuite, le concept de Plan quinquennal soviétique constitue le cadre de la planification économique malienne. « Il prévoit le développement de l'agriculture et de l'élevage ; il pense à l'installation d'une industrie de transformation, à l'exploitation de nos ressources ; il tient compte de toutes les possibilités et richesses du pays pouvant permettre à notre peuple d'accomplir un bond en avant dans l'édification du Mali »<sup>92</sup>.

Pour ce faire, le parti-État procède à la création de Sociétés d'États dans tous les secteurs de l'économie : agriculture, industrie, prospection minière, transport, énergie, commerce, crédit<sup>93</sup>. En contrôlant ces domaines-clés, l'US-RDA impose son autorité sur l'économie et coordonne les actions afin de répondre aux exigences du Plan quinquennal. La Société Malienne d'Importation et d'Exportation (SOMIEX) joue un rôle capital puisqu'elle possède le monopole sur le commerce extérieur. Elle est « destinée entre autres à mettre fin aux supers-bénéfices que réalisait le commerce privé, assurera la distribution des produits de première nécessité sur toute l'étendue de notre territoire à des prix bas, premier pas vers le renversement des circuits commerciaux basés sur la traite »<sup>94</sup>. De plus, elle se charge de la distribution intérieure des produits à des prix régularisés et défiant la concurrence afin de diminuer les iniquités sociales. Les autres sociétés d'États gèrent plus spécifiquement les différents secteurs économiques, tels que l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM), la Régie des Transports (RTM), la Société Nationale pour l'Exploitation des Abattoirs (SONEA), etc.

En 1967, les objectifs du Plan quinquennal ne sont pas atteints et le pays est au bord de la faillite<sup>95</sup>. Les deux dernières années du régime, le développement économique est bloqué et la République requiert l'aide de la France pour combler son important

---

<sup>91</sup> Hazard, *loc.cit.*, p. 33.

<sup>92</sup> «22 septembre 1960, 22 septembre 1962: La République du Mali a deux ans», *L'Essor*, 22 septembre 1962, p. 1.

<sup>93</sup> Discours prononcé au meeting populaire au stade Mamadou Konaté en l'honneur de la visite du président Houphouët-Boigny le 20 décembre 1961, dans Keita, *op. cit.*, p. 90.

<sup>94</sup> «22 septembre 1960...», *loc. cit.*, 22 septembre 1962, p. 1.

<sup>95</sup> Dessau, *loc.cit.*, p. 186.

déficit<sup>96</sup>. L'échec de cette expérience économique s'explique principalement par la stagnation de la production agricole, les erreurs de gestion ainsi que l'insuffisance de personnel qualifié<sup>97</sup>. Le régime échoue quant à la modernisation de l'agriculture, car les structures traditionnelles persistent. Ainsi, la production agricole ne fournit pas les résultats escomptés par le Plan quinquennal. Ce dernier prévoyait une ambitieuse croissance annuelle du produit intérieur brut de 8%. Or, entre 1961 et 1966, elle n'est que de 2,3%<sup>98</sup>. Le 15 février 1967, le Mali signe des accords avec la France afin d'être réintégré dans la Zone Franc anéantissant les espoirs d'indépendance économique. Le régime socialiste de Modibo Keita est chassé par un coup d'État militaire le 18 novembre 1968. Les conditions économiques catastrophiques des dernières années ainsi que la rigidité du parti auprès des masses, soumises à des conditions de vie de plus en plus difficiles, expliquent en grande partie la chute du gouvernement de l'US-RDA<sup>99</sup>.

Ainsi, les justifications de l'adoption du socialisme tout comme ses définitions sont clairement orientées vers le développement économique de la République du Mali. Les dirigeants maliens opèrent une distorsion idéologique en récupérant les éléments bénéfiques du marxisme-léninisme tout en balayant du revers de la main les principes qui ne cadrent pas avec les objectifs économiques ou les traits traditionnels de la société malienne. Le résultat de ce *patchwork* définit le socialisme malien. Ce travail d'adaptation doctrinaire s'inscrit dans un mouvement global d'affirmation nationale de la jeune République.

Finalement, le régime de Modibo Keita se caractérise par la mise en place d'un parti-État. L'US-RDA développe une structure étatique sur laquelle il impose son emprise. En plus de dominer l'échiquier politique, le parti s'organise pour englober toute la population en son sein afin de consolider la construction nationale. Il devient alors un parti de masse et prétend agir au nom de la nation. À partir de là, la mobilisation populaire est possible puisque l'Union soudanaise oriente les activités des organisations

---

<sup>96</sup> Le Mali en 1967 ne couvre que huit ou neuf mois de dépenses courantes. Dans *Ibid.*, p. 188.

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 186.

<sup>98</sup> *Ibid.*

<sup>99</sup> Francis G. Snyder, «An era ends in Mali», *Africa Report*, 14:3/4, Mars-Avril 1969, p. 22.

populaires. De plus, le parti explique que la construction nationale garantit le développement économique et par conséquent, la sauvegarde de l'indépendance. Ainsi, l'établissement du parti-État est une stratégie qui vise à engendrer l'unité nationale par la mise en place d'un réseau regroupant tous les citoyens et l'armature étatique sous la bannière de l'Union soudanaise.

Le parti-État oriente l'économie de la République vers le socialisme. Loin de copier le modèle marxiste-léniniste, l'US-RDA en emprunte des aspects et adapte ensuite la doctrine aux réalités du Mali. Les structures communautaristes préexistantes soutiennent ce choix, car les dirigeants considèrent que le socialisme est alors compatible à la mentalité traditionnelle intrinsèque du pays. Ainsi, la base de l'économie n'est pas l'industrie, mais bien l'agriculture. La révolution industrielle n'est donc pas nécessaire et d'ailleurs, pas souhaitable. L'athéisme est impensable et Modibo Keita affirme à ce propos, que l'Islam est une religion défend des valeurs foncièrement socialistes. Par conséquent, il n'y a aucune contradiction entre cette idéologie et la religion musulmane. Par contre, le régime adhère au principe de planification économique et emprunte le modèle structurel de l'URSS. Aux yeux de l'Union soudanaise, le socialisme garantit le développement national et par extension, une accession rapide à l'indépendance économique. Pour ce faire, la population entière doit participer à l'effort de construction nationale et au nom de la République, s'investir dans les tâches qui lui sont octroyées. Le parti-État entreprend de mettre sur pied une politique culturelle efficace afin que chaque citoyen se sente investi par la mission de construction nationale.

### **Chapitre 3- La politique culturelle : porte-étendard de l'État et de la nation**

Au lendemain de l'indépendance, le parti-État de l'Union soudanaise porte une attention particulière aux questions culturelles bien que cette dernière n'ait jamais été clairement définie que ce soit par le parti ou par son représentant, Modibo Keita<sup>1</sup>. Cependant, il est possible de la déceler par l'étude des discours du président malien et des articles du journal du parti-État, *L'Essor*. Les sources gouvernementales d'époque ne sont malheureusement pas encore disponibles aux chercheurs<sup>2</sup>.

La stratégie culturelle du régime malien débute essentiellement en 1962. Les objectifs de cette dernière sont à la fois de restaurer la personnalité<sup>3</sup> tout en l'adaptant au nouveau contexte créé par la colonisation. La culture ne doit pas être un frein au développement économique, ni à l'émergence de la nation malienne. Au contraire, elle doit contribuer à renforcer l'effort de construction nationale, en aidant à unifier des peuples inclus dans l'espace malien, et à soutenir l'idéologie socialiste. Comme vu précédemment, le parti-État considère que le socialisme garantit un développement économique rapide et par extension, la souveraineté nationale. Ainsi, la tradition culturelle ne doit en aucun cas entraver le processus d'édification d'une société socialiste, car cela mettrait en danger la survie nationale. Ainsi, cette politique culturelle entreprend un dialogue entre tradition (passé), modernité (présent) et idéologie (garante de l'avenir).

Ainsi, la culture est un élément non-négligeable dans la stratégie de construction nationale de l'US-RDA. Quels sont les moyens mis en place par le parti pour promouvoir la politique culturelle? Qui cherche-t-il à mobiliser? Quels en sont les objectifs : réappropriation culturelle ou instrumentalisation politique?

---

<sup>1</sup> Younoussa Touré, *La Biennale artistique et culturelle du Mali (1962-1988) : Socio-anthropologie d'une action de politique culturelle africaine*, Marseille, Septentrion, 1996, p. 71.

<sup>2</sup> Les Archives nationales du Mali ne comportent aucun document gouvernemental depuis la prise d'indépendance. C'est pourquoi, nous aurons recours à des sources complémentaires de seconde main pour pallier à certaines lacunes.

<sup>3</sup> Considéré comme un précurseur du panafricanisme, Edward Wilmo Blyden est le premier à utiliser le terme de «personnalité africaine» à la fin du XIXe siècle. Ce concept est largement repris par L.S. Senghor lors de l'élaboration de son idée de Négritude. La «personnalité africaine» entend l'affirmation de l'identité de l'homme noir vis-à-vis du blanc. Elle se valorise par son histoire et ses traditions particulières. Voir Francis Abiola Irele, *Négritude et condition africaine*, Paris, Karthala, 2008, p. 165.

## 1. De l'acculturation à la réaffirmation culturelle

Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, le principe de l'assimilation semblait avoir guidé la politique culturelle française en Afrique de l'Ouest. Ensuite, il est bien plus question d'association. Ce changement de stratégie s'explique par le fait que l'assimilation pouvait donner lieu à des revendications de la part des indigènes ayant reçu une éducation française de haut niveau<sup>4</sup>. Ce mouvement contestataire se révèle durant l'entre-deux-guerres, moment où la petite élite africaine brigue l'accès à l'égalité des droits ne souhaitant plus être des sujets de seconde classe, mais bien des citoyens à part entière. Ainsi, cette intelligentsia ouest-africaine revendique une assimilation réelle et définitive de la part de la métropole. Or paradoxalement, en parallèle de cette volonté, émerge les germes du nationalisme qui connaît son véritable essor à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Les intellectuels africains ont reçu l'éducation française et ainsi bénéficié du système colonial en faisant carrière au sein de l'administration française. Néanmoins, ils deviennent les principaux acteurs de la décolonisation africaine ainsi que de la gestion postcoloniale des nouveaux États.

Au lendemain de l'indépendance, les dirigeants mettent en place diverses stratégies visant à édifier la nation. Entre autres, les gouvernants maliens élaborent une politique culturelle pour réhabiliter la culture traditionnelle africaine bafouée par la colonisation. La politique culturelle métropolitaine appuyait en grande partie sa stratégie dite d'assimilation sur l'école coloniale<sup>5</sup>. À l'occasion de la rentrée scolaire de 1962, le Ministre de l'Éducation nationale rappelle que « durant trois quarts de siècle, notre pays a connu la domination coloniale avec, comme corollaire inévitable, une politique scolaire assimilationniste, dépersonnalisante et minoritaire »<sup>6</sup>, avant d'expliquer le nouveau système d'éducation issu de la réforme scolaire. Ainsi, l'US-RDA s'efforce à procéder à la décolonisation des esprits par le biais de l'exaltation des valeurs traditionnelles africaines afin de restaurer la culture dite africaine<sup>7</sup>.

<sup>4</sup> Papa Ibrahima Seck, *La stratégie culturelle de la France en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 1993, p. 58-59.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>6</sup> « Rentrée scolaire 1962-1963 en République du Mali », *L'Essor*, 16 octobre 1962, p. 1.

<sup>7</sup> *Ibid.*



Les dirigeants maliens n'hésitent pas à parler de dépersonnalisation de l'Africain sous le régime colonial. Ainsi, à l'inauguration de la Librairie populaire du Mali, en 1961, Halidou Touré, le secrétaire des affaires culturelles de la Jeunesse de l'US-RDA explique que

« dans tous les domaines, dans celui de la culture notamment, notre peuple a été ignominieusement dépersonnalisé par le honteux système colonial. Notre histoire a été dénaturée, bafouée. Notre culture, nos civilisations ont été dénigrées, sabotées au profit de celles du colonisateur qui a tenté de mieux nous asservir par une pernicieuse politique d'assimilation »<sup>8</sup>

## 2. Créer la nation malienne

### 2.1. Restaurer la personnalité africaine

Compte tenu de l'ampleur des héritages coloniaux, mais aussi le besoin de reconstruire une identité propre, le gouvernement de l'Union soudanaise met en place une politique culturelle afin de restaurer la personnalité africaine. Il souhaite rétablir l'équilibre culturel par réaffirmation d'éléments traditionnels :

« La magnificence de notre folklore qui fut l'art de nos anciennes sociétés dont l'originalité fut profondément entamée par une civilisation matériellement plus forte, sa haute signification morale atteste tout d'abord à nos yeux, nous qui venons tout juste d'échapper aux méfaits d'une certaine dépersonnalisation intellectuelle que nous ne sortons pas du néant, que nous avons un passé, une histoire, avec ses traditions, son art, qui n'ont rien à envier à ceux de pays qui ont produit un Dante, un Cervantes, un Shakespeare, un Pouchkine. »<sup>9</sup>

Au Mali, la restauration de la culture a donc cette volonté d'inscrire les traditions africaines dans la culture universelle, c'est-à-dire sur un pied d'égalité avec les grandes puissances colonisatrices qui ont cherché à inférioriser les civilisations du continent noir.

En outre, l'Union soudanaise souhaite échafauder les fondements d'une culture nationale fédératrice. Le défi réside dans le fait que les frontières maliennes ont été

<sup>8</sup> «La librairie populaire du Mali a été solennellement inaugurée hier soir», *L'Essor*, 23 août 1961, p. 1.

<sup>9</sup> «Clôture de la Ve Semaine de la J.U.S.-RDA», *L'Essor*, 12 juillet 1966.

dessinées par le colonisateur et regroupent diverses ethnies qui ont des spécificités propres. Toutefois, ces dernières ont appris à cohabiter dans un même espace depuis de nombreux siècles. Elles ont donc un passé commun, élément sur lequel l'Union soudanaise va s'appuyer pour tenter d'unir la nation malienne. Par exemple, la « geste de Sundjata Keita »<sup>10</sup>, fondateur de l'Empire du Mali au XIIe siècle, est une tradition orale que partagent de nombreux peuples ouest-africains puisque cette entité politique médiévale a regroupé plusieurs royaumes en son sein. D'ailleurs, l'hymne national de la République du Mali reprend l'air de cette épopée mythique afin que « cette musique qui rappelle le passé glorieux de [la] patrie, [puisse] être le levain qui entretiendra [l']ardeur dans le combat quotidien »<sup>11</sup>. Ce choix témoigne de la volonté d'inscrire le Mali dans la grande lignée impériale. D'ailleurs, le président, Modibo Keita souhaite « faire du Mali nouveau un digne héritier du Mali ancien et, par conséquent, une symbiose réussie de civilisations complémentaires »<sup>12</sup>.

## 2.2. L'unité nationale à tout prix

La politique culturelle a donc pour ambition la création d'une culture nationale, mais elle s'inscrit également en support idéologique à la construction nationale et étatique. En effet, après l'indépendance, la culture devient un monopole d'État, car elle permet de renforcer les politiques du régime. De plus, seul ce dernier semble en mesure d'assumer le financement des infrastructures et des activités culturelles, le secteur privé étant quasi inexistant et les capitaux étrangers, faibles<sup>13</sup>. Le régime soutient que la restauration de la personnalité africaine ne doit pas s'effectuer en contradiction avec les objectifs de politiques actuelles. À ce propos, Modibo Keita reconnaît qu'il existe des aspects négatifs dans la culture traditionnelle et qu'il faut en « tirer les composantes les plus dynamiques et donc susceptibles d'être intégrées dans le processus d'évolution

---

<sup>10</sup> Voir chapitre 1, p. 25.

<sup>11</sup> « L'assemblée nationale a adopté hier le texte de l'hymne national du Mali », *L'Essor*, 10 août 1962.

<sup>12</sup> Discours prononcé à l'Assemblée nationale, le 21 janvier 1961, dans Modibo Keita, *Discours et interventions*, 1965, p. 34.

<sup>13</sup> Touré, *op. cit.*, p. 80.

moderne »<sup>14</sup>. Par exemple, en cette ère marquée par un nationalisme virulent, la nouvelle République du Mali instaure malgré tout le français comme langue officielle pour, précise l'*Essor*, des « raisons pratiques »<sup>15</sup>. En effet, selon l'Union soudanaise, les langues vernaculaires permettent aux masses rurales d'exprimer leur capacité, mais l'apprentissage du français favorise l'intégration des « courants d'idées modernes »<sup>16</sup>. Vecteur de modernité, le français est donc considéré comme un outil qu'il faut toutefois adapter afin que la pensée et l'esprit africains puissent être fidèlement traduits<sup>17</sup>. Ainsi, la langue du colonisateur n'est pas rejetée dans le processus de construction culturelle malien. Au contraire, tout en respectant les multiples langues nationales, le gouvernement utilise le français pour renforcer l'unité de la nation.

Étonnement, le parti-État ne semble pas considérer la langue comme élément de culture alors que la société traditionnelle repose depuis des siècles sur la tradition orale. La langue est « un instrument de travail dont aucune nation au monde ne peut revendiquer le monopole »<sup>18</sup>. Cela rentre en contradiction avec l'affirmation du père de l'indépendance qui affirme, en 1961, qu'

« un double effort de recherche et de réflexion est donc nécessaire pour revaloriser notre culture nationale : il nous faut, en premier lieu, la débarrasser des apports étrangers inadaptés à son essence et impropres à son développement et analyser, en second lieu, les données culturelles de notre pays pour en tirer les composantes les plus dynamiques et donc les plus susceptibles d'être intégrées dans le processus d'évolution moderne. »<sup>19</sup>

De là, il est possible d'affirmer que la politique culturelle mise en place par le régime de Modibo Keita répond à l'objectif prioritaire qui est de promouvoir une identité nationale afin de d'unifier la nation, même si pour cela, des éléments importés par le colonisateur doivent être adoptés.

---

<sup>14</sup> Discours prononcé à l'Assemblée nationale..., dans Keita, *op. cit.*, p. 31.

<sup>15</sup> « Sékou Touré, le peuple du Mali te salue et salue à travers toi le peuple frère de Guinée », *L'Essor*, 2 février 1961.

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> Discours prononcé à l'Assemblée nationale..., dans Keita, *op. cit.*, p. 31.

En outre, les objectifs de réappropriation culturelle ne doivent pas aller à l'encontre de l'idéologie socialiste de l'Union soudanaise. Concernant le socialisme, *L'Essor* déclare que la « culture, [...] ne doit, en aucun moment, être en contradiction avec le contenu de notre option »<sup>20</sup>. Au contraire, pour l'US-RDA, elle doit s'inscrire en renfort de l'idéologie d'État par le rejet de tout contenu provenant d'intérêts contraire à ceux de la masse, car « il n'existe pas dans la réalité [...] d'art en dehors de la lutte des classes, ni d'art, ni de littérature ou de culture qui se développe en dehors de la politique ou indépendante d'elle »<sup>21</sup>. De sorte qu'en plus de restaurer la personnalité africaine, la culture devient un instrument au service de l'État pour la consolidation nationale et politique et idéologique.

### 3. Les outils de la politique culturelle

#### 3.1. La Semaine de la Jeunesse

##### 3.1.1. *Une célébration nationale*

La politique culturelle du régime malien prend forme dès 1962 notamment par l'inauguration de la Semaine Nationale de la Jeunesse. Chapeautée par le Haut-Commissariat à la Jeunesse et aux Sports, elle constitue un élément majeur dans la stratégie culturelle de l'Union soudanaise. Cet événement se tient une fois par an, durant la première quinzaine du mois de juillet, dans la capitale nationale, Bamako. Il rassemble des jeunes provenant des six régions administratives du Mali soit Bamako, Ségou, Gao, Sikasso, Kayes et Mopti venus disputés des épreuves sportives<sup>22</sup> et artistiques. Entièrement financé par le parti-État, la Semaine de la Jeunesse requiert annuellement cent millions de francs CFA et cet investissement s'effectue toujours à perte. Malgré cela, le régime continue d'organiser cette activité même lorsqu'il traverse de graves crises économiques reflétant ainsi l'attention qu'il porte à la culture.

<sup>20</sup> «En réhabilitant notre culture nationale, vous êtes en train de jeter les bases d'une véritable révolution culturelle, substratum indispensable à toute construction nationale», *L'Essor*, 15 juillet 1967, p. 3.

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> Comprenant l'athlétisme, le football, le basket, la boxe, le cyclisme et le volley-ball. Dans «Flash sur la Semaine de la Jeunesse», *L'Essor*, 14 juin 1963.

Au cours de cette semaine de festivités, les jeunes sont une fois de plus mobilisés par le parti-État. Les participants de la Semaine de la Jeunesse sont préalablement sélectionnés au cours de compétitions intra-régionales organisées par les Pionniers<sup>23</sup>. Les vainqueurs se rendent à Bamako pour concourir au niveau national. Chaque troupe doit être composée d'un maximum de 40 personnes dont « chaque élément doit être obligatoirement muni d'une carte de sa Jeunesse ou de son parti »<sup>24</sup> sous peine de disqualification. Dans le domaine artistique, les représentants de chaque région présentent en 120 minutes, une pièce de théâtre relatant un épisode de la culture ou de la vie africaine, deux chœurs en une des langues nationales et trois ballets tirés du folklore malien<sup>25</sup>. Finalement, un jury composé de 7 membres évalue les performances pour le classement final. Ce cadre contraint les jeunes à adapter les performances traditionnelles. Par exemple, les chants pouvaient parfois durer des heures ou permettaient l'interaction entre les artistes et le public. « The standardization or folklorization of these ethnic and regional genres within the context of youth festivals was, from an official perspective, a highly desirable outcome of these events »<sup>26</sup>. Cela permet une uniformisation ainsi qu'une modernisation de la mise en scène culturelle; les jeunes se produisent devant un public et non au sein d'une foule, les spectacles sont accompagnés d'éclairage et d'amplification, et non présentés à portée de voix. De surcroît, les pièces de théâtres sont présentées en français. Ainsi, la Semaine de la Jeunesse propose une formule très occidentalisée pour la mise en scène de la culture nationale. Par le biais de la Semaine de la Jeunesse, le parti redéfinit donc un cadre de diffusion culturel plus moderne et renforce une fois de plus, son emprise sur la jeunesse malienne.

---

<sup>23</sup> Voir chapitre 2, p. 54.

<sup>24</sup> «Flash sur la Semaine...», *loc. cit.*

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Mary Jo Arnoldi, «Youth festivals and Museums : The cultural politics of Public memory in postcolonial Mali», *Africa Today*, Vol. 52, No 4, Été 2006, p. 59.

### 3.1.2. Un espace de sociabilité fédérateur

Cette Semaine de la Jeunesse crée une affluence de jeunes venus de toutes les contrées du Mali vers la capitale. Au cours des festivités, ils ont l'occasion d'échanger à sur leur mode de vie mutuel. Modibo Keita explique en effet que :

« la rencontre chaque année des Jeunes de toutes nos régions qui s'affrontent dans des compétitions saines de tous genres leur permettent de mieux se connaître, et renforce les assises de la Nation malienne car ce qui fait une Nation, c'est, certes comme l'a dit excellemment Renan<sup>27</sup>, un passé commun, des douleurs communes, mais aussi des ferveurs, des communions et des enthousiasmes communs. »<sup>28</sup>

Par ce mélange national, l'US-RDA cherche à créer une symbiose de culture pour renforcer le sentiment national dans le cadre de la construction de la nouvelle République du Mali. Cette Semaine de festivités est ainsi conçue comme un espace de sociabilité, car elle rassemble des jeunes de diverses provenances et leur fait vivre une expérience commune<sup>29</sup>.

Par le biais de ce spectacle annuel, le parti entend également canaliser les énergies de la Jeunesse vers un idéal afin de soutenir l'option socialiste et donc, la construction nationale<sup>30</sup>. « Plus qu'un festival culturel et artistique, la Semaine est une école d'éducation et de formation, elle est l'expression d'un peuple uni, d'une jeunesse pétillante qui a compris que son seul bonheur est dans la construction d'une nation véritablement souveraine »<sup>31</sup>. Or, pour l'US-RDA, la survie de la République est intrinsèquement liée à la construction socialiste qui garantit l'indépendance économique. Par l'intermédiaire des représentations culturelles, les jeunes véhiculent des valeurs, des

---

<sup>27</sup> Modibo Keita fait ici référence à un extrait de l'ouvrage d'E. Renan intitulé *Qu'est-ce qu'une nation?*, publié en 1882. L'auteur fait état des caractéristiques d'une nation qu'il ne fonde pas sur la race, mais sur le partage d'un passé et le désir de vivre ensemble dans le présent. E. Renan insiste sur la notion de «legs de souvenirs» à travers, par exemple, le partage de héros communs cimentant la nation actuelle. Dans Thierry De Montbrial, «Interventions internationales, souveraineté des États et démocratie», *Politique étrangère*, No 3, 1998, p. 549-566.

Cet élément soutient assurément l'orientation des stratégies de construction nationale mise en place au Mali sous Modibo Keita.

<sup>28</sup> «Clôture de la Ve semaine ...», *loc. cit.*

<sup>29</sup> Touré, *op. cit.*, p 129.

<sup>30</sup> «A propos de la IVe semaine de la JUS-RDA», *L'Essor*, 10 juin 1965.

<sup>31</sup> «Discours d'ouverture du camarade Bengoro Coulibaly, Haut-Commissaire Adjoint à la Jeunesse et aux Sports», *L'Essor*, 4 juillet 1967.

principes ou encore des comportements que l'Union soudanaise souhaite préconiser auprès des masses. Au premier abord, cette Semaine rejoint les jeunes. Or, en réalité, ils sont les acteurs responsables de la promotion des mœurs du nouvel homme malien que le parti entend créer<sup>32</sup>.

### 3.1.3. *Le théâtre comme véhicule idéologique*

Le théâtre représente la pierre angulaire de la compétition culturelle. En effet, pour le parti, « le théâtre [...] exerce une action directe sur les masses populaires quant à leur éducation politique, sociale et morale. De par sa valeur éducative il joue un rôle prépondérant dans le cadre de la réalisation de nos objectifs »<sup>33</sup>. Cependant, si la mission du théâtre est de réhabiliter la personnalité africaine, le « folklore d'hier, ses thèmes, ses significations profondes, doit être repris, réévalué et adopté aux besoins et aux exigences de [la] lutte vers le développement »<sup>34</sup>, donc soutenir l'option socialiste mise en place par l'US-RDA. C'est pourquoi les thèmes abordés dans ces pièces de théâtre sont minutieusement prescrits par le parti<sup>35</sup>. Étant donné le fort taux d'analphabétisme malien, le théâtre devient un véhicule primordial de la propagande de l'Union soudanaise. Les thèmes des pièces représentées au cours de la Semaine de la Jeunesse sont ensuite retranscrits dans le journal *l'Essor* afin d'assurer une plus grande propagation des idées et par extension, de l'endoctrinement des masses.

Les représentations théâtrales agissent sur trois plans différents, soit historique, social et politique. Ce sont les lignes directrices que l'US-RDA choisit pour constituer la culture nationale. Pour le volet historique, les troupes des six régions mettent en scène des épisodes de l'histoire malienne. Par exemple, la troupe de Ségou interprètent la révolte Bobo contre le colonisateur qui eut lieu en 1916<sup>36</sup>. Bien évidemment, les grandes

<sup>32</sup> «Le Mali a besoin d'un Homme nouveau avec une Mentalité nouvelle» dans «Reconversion totale des mentalités pour une plus grande efficacité dans l'action», *L'Essor*, 7 juillet 1967.

<sup>33</sup> «A propos de la IVe semaine..., *loc. cit.*

<sup>34</sup> «Clôture de la Ve Semaine..., *loc. cit.*

<sup>35</sup> Arnoldi, *loc. cit.*, p. 59.

<sup>36</sup> «Représentation artistique de la région de Ségou», *L'Essor*, 5 juillet 1966.

épopées des héros précoloniaux et coloniaux, tels que Fihiroun<sup>37</sup>, El Hadj Omar ou Samory Touré, viennent cultiver la fierté nationale. Ces personnages ou événements soulignent la gloire du passé ainsi que le partage d'une lutte commune devant l'envahisseur colonial. La domination française constitue une expérience douloureuse partagée par tous les Maliens qu'ils soient Peulhs, Bambaras, Dogons, etc. Elle constitue un point référentiel essentiel dans la construction de l'unité nationale postcoloniale. Et si l'indépendance est acquise, le parti rappelle que la République demeure fragile et fait planer la menace du néocolonialisme. D'où l'importance, selon le parti-État, de fédérer les différents peuples intégrés dans l'espace malien postcolonial pour opposer un front commun aux menaces extérieures<sup>38</sup>.

Cependant, les pièces font également état des préoccupations actuelles du régime et recommandent des valeurs, ou encore des comportements, pour le bon fonctionnement social de la République. Par exemple, une pièce met en scène un jeune fonctionnaire qui lutte contre un réseau de trafiquants de bétails. Il découvre alors que son oncle est à la tête de ce réseau criminel. Torturé entre l'amour qu'il porte à sa famille et son devoir envers la nation, il finit tout de même par dénoncer son oncle. La pièce se conclut par cette déclaration: « J'aime ma fiancée, j'aime mon oncle, mais j'aime encore mieux mon pays »<sup>39</sup>. Le parti-État souhaite inculquer aux masses l'amour de la patrie et en faire la priorité majeure pour chaque malien quitte à devoir trahir les liens familiaux. Une autre pièce présentée par la troupe de Sikasso condamne le yéyéisme. Pour le parti, cette mode corrompt les mœurs des jeunes et les pousse à poser des actes immoraux tels que l'abus d'alcool, les relations sexuelles hors mariage ou encore l'emploi d'un langage grossier<sup>40</sup>.

Finalement, sur le plan politique, de nombreuses pièces relatent le combat de l'US-RDA dans la marche vers l'indépendance afin de renforcer sa légitimité. Notamment, la troupe de Bamako présente un épisode survenu à Kolankani en 1952 où les militants de l'Union soudanaise ont combattu au péril de leur vie l'administration française.

<sup>37</sup> «Gao a présenté à son public l'épopée glorieuse de Fihiroun», *L'Essor*, 6 juillet 1966.

<sup>38</sup> «Discours d'ouverture du camarade Bengoro Coulibaly..., *loc. cit.*

<sup>39</sup> «“Tout pour la révolution” : une contribution positive à la cause de la révolution du peuple malien», *L'Essor*, 5 juillet 1968.

<sup>40</sup> «Le yéyéisme est condamné sans réserve», *L'Essor*, 6 juillet 1967.



« Malgré la politique dissolvante des colonialistes, qui voulaient nous maintenir dans l'obscurantisme, malgré le travail de subversion entrepris par ceux qui ne songeait qu'à leur bonheur personnel, l'Union soudanaise-RDA sortit vainqueur de la lutte et l'aurore aux doigts de rose, l'aurore de l'espoir s'alluma et illumina les nuits sombres de la domination coloniale. Ensuite le soleil de la liberté s'éleva sur le Mali, dans le ciel de l'indépendance. »<sup>41</sup>

La pièce rappelle donc le rôle fondamental de l'US-RDA dans la libération nationale malienne et conclue que « le peuple opta pour le socialisme et décida de vivre libre en travaillant »<sup>42</sup>. Pour le régime, la notion de travail s'amalgame à l'idée de liberté, car c'est grâce au labeur de tous que la construction socialiste est possible.

Le théâtre sert également à promouvoir des politiques concrètes. Par exemple, les acteurs de Ségou mettent en scène la collectivisation des champs. Un moniteur est envoyé dans un village pour implanter des champs collectifs, mais il rencontre des résistances. Grâce à un travail acharné de persuasion et d'éducation, les paysans acceptent finalement de mettre en commun leurs champs et « du fruit de la vente, un magasin de stockage [est] construit en vue de l'approvisionnement de denrées de première nécessité »<sup>43</sup>. Par cette mise en scène, le régime de Modibo Keita cherche à démontrer les aspects positifs des changements qu'il souhaite mettre en place. Par le biais du théâtre, les Maliens sont également appelés à dénoncer les traîtres à la patrie qui pactisent avec les puissances étrangères mettant en péril la nation. À la suite de la présentation du « Verdict populaire » par la troupe de Kayes, *L'Essor* écrit que « ce que le parti nous demande aujourd'hui, c'est de l'honnêteté envers lui, de la conséquence avec nous-mêmes; Et de savoir préférer l'intérêt général à nos sordides intérêts et avantages personnels »<sup>44</sup>. Ainsi, le théâtre s'impose comme un moyen très efficace pour diffuser l'idéologie du parti qui prône le travail et le dévouement de tous en vue d'édifier une économie socialiste.

Les compétitions culturelles de la Semaine de la Jeunesse comprennent également des chœurs et des ballets. Le contenu des chœurs reprennent les mêmes thèmes que le théâtre en vue de soutenir l'idéologie du régime. Ils entonnent des airs révolutionnaires,

<sup>41</sup> « Représentations artistiques de Ségou à la permanence du parti », *L'Essor*, 11 juillet 1964.

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> « « Le verdict populaire » : un appel à la conscience militante révolutionnaire de chaque malien », *L'Essor*, 4 juillet 1968.

chantent l'indépendance<sup>45</sup>, encouragent l'armée, affirment l'attachement du peuple au Parti<sup>46</sup> ou aborde des thématiques qui reflètent les préoccupations du moment. Par exemple, l'exode rural inquiète les autorités, car les jeunes, « forces vives de la nation », désertent les campagnes étant attirés par la vie urbaine<sup>47</sup>. Cependant, l'économie malienne est basé sur l'agriculture donc le Parti-État souhaite que les jeunes ruraux demeurent dans leurs régions pour prêter main forte à l'effort de construction nationale et socialiste<sup>48</sup>. Pour leur part, les ballets présentent des danses issues des diverses traditions ethniques de l'espace malien. Ces performances régionales permettent de présenter un large éventail culturel afin que chaque Malien puisse s'identifier à la nation<sup>49</sup>.

#### 3.1.4. Renforcement de la solidarité entre les peuples

La tenue de la Semaine de la Jeunesse comporte également un volet international, car de nombreuses délégations étrangères de jeunesse sont présentes à l'évènement. En 1964, le Haut-Commissaire à la Jeunesse et aux Sports, Moussa Keita, rend hommage aux délégations de l'URSS, de la Chine et de la Yougoslavie en saluant leur combat dans l'édification d'une société socialiste. Il précise que grâce à cette option, ces pays sont sortis du sous-développement<sup>50</sup>. Gabou Diawara, Commissaire à la Jeunesse au sein du Bureau Politique national, déclare que leur présence « comble notre désir sincère de coopérer avec toutes les jeunesses progressistes du monde en vue d'instaurer une ère de paix et de concorde »<sup>51</sup>. En outre, de nombreuses délégations africaines participent à la manifestation annuelle. « Le rapprochement de tous les jeunes, particulièrement des jeunes d'Afrique, constitue un pas important vers la réalisation de l'Unité Africaine »<sup>52</sup>. La Semaine de la Jeunesse malienne sert donc de tribune internationale pour la culture

<sup>45</sup> «Représentation artistique de la région de Ségou..., *loc. cit.*

<sup>46</sup> «Gao a présenté à son public l'épopée ..., *loc. cit.*

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> Arnoldi, *loc. cit.*, p. 60.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 58.

<sup>50</sup> «Allocution d'ouverture du Haut-Commissaire», *L'Essor*, 10 juillet 1964.

<sup>51</sup> «Cloture de la Ve Semaine..., *loc. cit.*

<sup>52</sup> *Ibid.*

nationale. De plus, les observateurs renforcent le lien d'amitié et de solidarité qu'ils entretiennent avec la République du Mali<sup>53</sup>.

### 3.2. Genèse d'une musique nationale

Créé en 1961, l'Ensemble instrumental national (EIN) s'intègre à la stratégie culturelle de l'US-RDA. Il est pris en charge par la direction nationale des arts relevant du Ministère des Arts, des Sports et de la Culture. Il regroupe des artistes, majoritairement griots, qui sont subventionnés par l'État jusqu'en 1964. Dès lors, ils deviennent des fonctionnaires à part entière<sup>54</sup>. Cet orchestre rassemble des choristes ainsi qu'une kyrielle d'instrumentistes de diverses régions qui habituellement ne se produisent pas ensemble. La création de cet orchestre connaît de nombreuses résistances de la part des griots puisqu'il ne respecte pas les conventions originelles de la musique traditionnelle. Pour le régime de l'Union soudanaise,

« l'objectif avec l'ensemble instrumental est fort simple : il s'agit tout d'abord de pouvoir mettre en valeur [la] musique nationale grâce à des moyens qui lui sont propres, c'est-à-dire [les] instruments nationaux; ensuite pouvoir perfectionner ces mêmes instruments pour que [la] musique puisse aller au-delà des possibilités, si l'on tient compte du fait que [les] instruments africains ne peuvent donner toutes les notes (les dièses, les bémols, par exemple) bien que leur gamme soit plus riche que celle des instruments européens. »<sup>55</sup>

Par le biais de l'EIN, le gouvernement entend créer une véritable musique malienne qui, une fois de plus, rassemble les différentes cultures régionales pour les homogénéiser en une seule. Tout comme les performances culturelles de la Semaine de la Jeunesse, les chants de l'EIN racontent des épisodes de l'histoire malienne et incitent la population à la construction nationale<sup>56</sup>.

<sup>53</sup> «Clôture de la VIe Semaine de la Jeunesse de l'US-RDA», *L'Essor*, 11 juillet 1967.

<sup>54</sup> Mamadou Diawara, «Le griot mande à l'heure de la globalisation», *Cahiers d'Études Africaines*, Vol. 36, Cahier 144, p. 596.

<sup>55</sup> «L'Ensemble instrumental: pour une musique typiquement africaine», *L'Essor*, 19 juin 1965.

<sup>56</sup> Jean-François Schiano et Maïga Djingarey, *Musique du Mali. I, Les gens de paroles*, Enregistrement vidéo, Paris, La Sept : Les Films du Village, 1988, 1 cassette : 54 min, son, coul., VHS.

Porteur traditionnel de la culture, le griot se voit courtoiser par le gouvernement pour participer à l'effort de construction culturelle malienne. Ainsi, l'EIN est majoritairement composé de griots, mais il intègre également des non-griots qui jouent de la musique par affinité<sup>57</sup>. La démocratisation de la production musicale tend à détruire la hiérarchie traditionnelle de la société malienne. Ni nobles, ni esclaves, les griots possédaient le pouvoir de la parole auprès des seigneurs et occupaient une fonction importante dans la société traditionnelle. Cependant, cette dernière connaît de nombreuses transformations depuis le début de la colonisation et les fonctions sociales se voient inévitablement perturbées. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement malien fait appel à ces griots pour chanter la nation ou le Parti, soit au sein de l'Ensemble national, individuellement ou encore à la radio<sup>58</sup>.

Ainsi, le régime de Modibo Keita cherche à créer une symbiose des folklores musicaux en mélangeant tous les instruments traditionnels pour engendrer l'apparition d'une musique typiquement malienne. Une fois de plus, cela renforce l'effort d'unité nationale puisque chaque malien peut retrouver une part de son identité ethnique au sein de cet assemblage musical.

En contrepartie de l'EIN, l'US-RDA constitue l'Orchestre national. Contrairement à l'Ensemble national, ce dernier est composé par des instruments modernes. « Ainsi, sur des mélodies traditionnelles, les musiciens introduisent des cuivres, des congas, des guitares électriques et des arrangements contemporains »<sup>59</sup>. Cet orchestre tend davantage à moderniser la musique traditionnelle par le biais d'instruments contemporains et occidentaux.

La création de ces deux orchestres reflète bien la complexité de la création d'une culture nationale dans un nouvel État africain. À la prise d'indépendance, la réhabilitation de la personnalité africaine s'opère par la restauration de la culture précoloniale, mais également par son adaptation au nouveau contexte géopolitique découlant de la

---

<sup>57</sup> Charles H. Cutter, «The Politics of Music in Mali», *African Arts*, Vol. 1, No. 3, Spring 1968, p. 75.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 75-76.

<sup>59</sup> Églantine Chabasseur, «Indépendance et musique: Mali, indispensable culture», [en ligne], *RFI*, Paris, 22/03/2010, [http://www.rfimusique.com/musiquefr/articles/123/article\\_17924.asp](http://www.rfimusique.com/musiquefr/articles/123/article_17924.asp).

colonisation. Il s'instaure alors une dialectique complexe entre tradition et modernité, passé et présent.

### 3.3. La radio et la Librairie populaire: vecteur d'une idéologie culturelle

Inaugurée en 1957, *Radio-Soudan* transmet peu et possède une couverture limitée. À la prise d'indépendance, elle prend le nom de *Radio-Mali* et se voit dotée d'un émetteur plus puissant afin d'élargir sa portée radiophonique. Dans ce pays majoritairement analphabète, la radio occupe une place importante dans les préoccupations du Parti. En effet, la radio est utilisée comme un outil pour éduquer les masses.

« Moyen d'information le plus rapide, le plus accessible à tous, la radiodiffusion en République du Mali est une université populaire et permanente qui facilite notre révolution sociale conformément à nos aspirations et à nos espoirs. En tant que véhicule de la pensée, elle est l'instrument essentiel de mobilisation des masses autour des objectifs assignés par notre Plan de développement. »<sup>60</sup>

Cependant, Radio-Mali est également un support culturel primordial. D'ailleurs, la plupart de la musique qui y est diffusée provient des activités organisées durant les Semaines de la Jeunesse ainsi que de la production de l'Orchestre national et de l'Ensemble instrumental national<sup>61</sup>. Les griots diffusés à la radio sont appelés à exalter les valeurs traditionnelles pour consolider le sentiment national : « Artists were encouraged to create an image of Mali as a national community with a long-standing political tradition and a common language and culture »<sup>62</sup>. Radio-Mali transmet également des émissions en anglais, en français ainsi que dans les sept langues nationales. De nombreux échanges d'émissions s'effectuent avec les pays amis tels que l'URSS, la Tchécoslovaquie, la RDA, la Pologne, la Chine ou encore la République Démocratique

<sup>60</sup> «La radiodiffusion nationale du Mali. Une université populaire et permanente», *L'Essor*, 22 septembre 1962.

<sup>61</sup> Cutter, *loc. cit.*, p. 75.

<sup>62</sup> Dorothea Schulz, «Enchantment: Griots, Broadcast Media, and the Politics of Tradition in Mali», *Africa Today*, Vol. 44, No. 4, Oct. - Dec. 1997, p. 451. (p. 443-464)

du Vietnam<sup>63</sup>. De plus, l'aide provenant de ces pays du Bloc de l'Est permet d'élargir la couverture de diffusion de *Radio-Mali*.

Dans le domaine littéraire, la Librairie populaire du Mali est inaugurée le 22 août 1961. Créée par la JUS-RDA, l'émergence de cette institution vise à rétablir l'injustice créée par « le colonialisme qui s'attachait, à piller les richesses culturelles, à les détruire quand il se sent incapable de s'en approprier, à les dénigrer, à les saboter, espérait de cette manière dépersonnaliser notre peuple et l'assimiler »<sup>64</sup>. En plus de décoloniser les esprits de l'oppression culturelle coloniale, la librairie a également un rôle d'éducation des masses.

« Aujourd'hui, dans le nouveau contexte malien, le Bureau exécutif de la jeunesse se fixe comme devoir impérieux, voire sacré, la démystification des masses, en combattant l'ignorance, en mettant à leur libre disposition les manuels, livres, revues, tableaux, journaux de tous les pays sans exclusive aucune, à condition que ne soit mise en cause l'option fondamentale de notre peuple. »<sup>65</sup>

Ainsi, dans le domaine de la diffusion littéraire, le Parti-État exerce sa mainmise en vue de renforcer son option idéologique. Auparavant interdit, la littérature marxiste est désormais accessible provenant essentiellement de l'URSS ainsi que de la Chine<sup>66</sup>. Le Mali reçoit tout de même des œuvres de la France et des pays de l'Ouest. Par contre, la place de l'idéologie dans les relations culturelles se confirme de nouveau au moment de la création du franc malien ; les revues françaises issues de la collection des Messageries de la Presse Française boycottent la distribution de leurs magazines en République du Mali, n'approuvant pas la sortie du pays de la zone franc<sup>67</sup>.

Finalement, la Librairie populaire est bien évidemment une plateforme de l'expansion de la culture malienne. Elle vend de nombreuses œuvres traitant de l'Histoire ainsi que du folklore africain. De plus, la Librairie cherche à offrir à des prix modiques ses produits afin de favoriser leurs achats. En parallèle, elle organise des clubs de lecture

---

<sup>63</sup> «La radiodiffusion nationale du Mali..., *loc. cit.*

<sup>64</sup> «La Librairie populaire œuvre de la Jeunesse», *L'Essor*, 9 septembre 1961.

<sup>65</sup> «La Librairie populaire du Mali a été solennellement inaugurée hier soir», *L'Essor*, 23 août 1961.

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> «Communiqué de la Librairie populaire du Mali», *L'Essor*, 11 août 1962.

populaire et propose en tout temps une exposition de photos<sup>68</sup>. Initiée par la JUS-RDA, la création de la Librairie populaire prouve une fois de plus que les Jeunes sont les principaux acteurs de la politique culturelle malienne postcoloniale.

### 3.4. La coopération culturelle internationale

Au niveau international, le gouvernement de l'Union soudanaise signe de nombreux accords culturels. Si le Parti-État se dit ouvert à toutes les nations en matière de coopération, la plupart des ententes culturelles sont contractées avec des pays du bloc de l'Est et très peu de pays africains<sup>69</sup>. En réalité, l'aide extérieure est bien plus conditionnée par l'idéologie socialiste que par affinité culturelle. En 1916, à la veille de la Révolution d'Octobre, Lénine déclarait qu'advenant le cas où la Russie devienne communiste, elle tacherait d'offrir une aide désintéressée aux pays en voie de développement<sup>70</sup>. La coopération culturelle entre États socialistes permet, selon eux, d'encourager la lutte commune contre l'impérialisme et de renforcer la solidarité entre les peuples, garante de la paix mondiale. Fidèle à ce principe, les différentes puissances du bloc de l'Est apportent leur concours aux jeunes Républiques socialistes d'Afrique, dont le Mali. Ainsi, la jeune république bénéficie de l'expérience des pays européens et asiatiques communistes ayant, du moins en apparence, déjà édifié la société socialiste<sup>71</sup>. En définitive, la collaboration entre le Mali et les nations de l'Est est essentiellement idéologique puisqu'elle vise à maintenir le socialisme, caractéristique de cette époque de Guerre froide entre l'URSS et les États-Unis.

Les accords culturels comprennent généralement une assistance directe, soit l'envoi de techniciens au Mali, essentiellement dans le domaine de l'éducation, le don de matériel radiophonique ou cinématographique ou encore l'octroi de financement pour la construction ou la réfection d'infrastructures culturelles. De plus, de nombreux pays

<sup>68</sup> «La Librairie populaire œuvre ..., *loc. cit.*

<sup>69</sup> Touré, *op. cit.*, p. 76.

<sup>70</sup> «Le Mali signe un plan d'application d'accords culturels avec l'URSS», *L'Essor*, 21 mai 1964.

<sup>71</sup> Comme précédemment vu dans le chapitre 2 (p. 1), le socialisme est associé à un développement rapide. Les sociétés communistes de l'Asie sont prises en exemple, car anciennes colonies européennes, elles semblent être sorties du sous-développement grâce à l'option socialiste.

socialistes accueillent des étudiants maliens afin qu'ils reçoivent une formation ou encore qu'ils puissent observer certaines méthodes, notamment en matière d'éducation. Par exemple, la Tchécoslovaquie accueillent des jeunes maliens en vue de la réforme scolaire qui est mise en place dès 1962<sup>72</sup>. En 1965, la Chine populaire de Mao Tsé-Toung fournit un centre émetteur pour Radio-Mali et soutient aux trois-quarts la construction d'un cinéma d'État<sup>73</sup>. Le centre émetteur permet à la radio d'État d'élargir sa diffusion dans le monde entier. Pour le Parti-État, cela ouvre « de larges perspectives [...] dans la voie de la construction du socialisme et de l'opposition efficace à la propagande d'intoxication de l'impérialisme ainsi que dans le soutien aux luttes de libération des peuples opprimés »<sup>74</sup>. Pour sa part, la coopération avec l'URSS engendre notamment la construction de nombreux bâtiments tels que l'École d'Administration Nationale, le Centre de formation professionnelle, l'École des Assistants médicaux ou encore de l'Institut Polytechnique rurale<sup>75</sup>.

Cependant, si la plupart des accords culturels entendent généralement une transaction ou un don de la part des nations de l'Est, le Mali participe tout de même à des échanges culturels. En raison du faible budget inhérent à sa condition de pays sous-développé, la contribution malienne aux échanges culturels s'effectue par le biais des tournées artistiques. En contrepartie, l'État accueille à son tour des délégations d'artistes étrangers pour la plupart issues du Bloc communiste. En outre, le Mali participe sporadiquement à l'échange de films avec les pays frères<sup>76</sup>. Mise à part quelques tournées artistiques en Guinée, peu de relations culturelles sont instituées entre les pays africains<sup>77</sup>. Les relations culturelles avec d'autres pays s'effectuent donc, foncièrement selon l'idéologie socialiste. Grâce aux supports des pays communistes, le Mali reçoit du financement et du support techniques pour combler ses besoins en matière de construction culturelle fondamentalement reliée à l'édification nationale.

---

<sup>72</sup> «Le Mali a signé hier deux protocoles d'application d'accords culturels simultanément avec la République Arabe Unie et la République Socialiste de Tchécoslovaquie», *L'Essor*, 9 mai 1962.

<sup>73</sup> «La République Populaire de Chine et la République du Mali signent trois protocoles d'accords», *L'Essor*, 2 septembre 1965.

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> «Signature du 5e plan d'accord culturel entre l'Union soviétique et le Mali», *L'Essor*, 27 avril 1965.

<sup>76</sup> «Le Mali fait don de films à la République d'Indonésie», *L'Essor*, 19 mai 1964.

<sup>77</sup> Touré, *op. cit.*, p. 77.



#### 4. Conclusion

Finalement, la politique culturelle édictée par le régime de Modibo Keita répond à plusieurs besoins postcoloniaux tels que le renforcement de la nation et la construction socialiste. Elle entend tout d'abord restaurer les valeurs africaines spoliées sous la colonisation afin de réhabiliter la personnalité africaine. Néanmoins, cette œuvre de réappropriation culturelle ne doit pas ralentir le processus de construction nationale que le gouvernement s'efforce de mettre en place. Au contraire, elle doit renforcer l'effort d'unification nationale et d'édification du socialisme. De plus, au moment de l'indépendance, la culture malienne demeure en construction. Il s'agit donc pour l'US-RDA d'encourager son développement tout en observant les exigences liées au développement de la République. Ainsi, la culture est inévitablement instrumentalisée par le Parti-État. Fidèle au modèle totalitaire, il impose son monopole sur la culture afin de conserver le contrôle de son contenu.

L'institution des Semaines de la Jeunesse est la manifestation la plus importante de la politique culturelle. Au cours de cet événement, les Jeunes sont à la fois les acteurs, les créateurs et les propagateurs de la culture nationale. Ils sont une nouvelle fois mobilisés par le Parti pour véhiculer l'idéologie aux masses populaires. De plus, la Semaine de la Jeunesse s'inscrit comme un espace de sociabilité où les jeunes peuvent échanger sur leurs différences, mais également sur leur expérience commune. À travers la mise en scène moderne de la culture, les jeunes participants intègrent les valeurs du Parti et les propagent par la suite dans leur région. En outre, l'US-RDA impose des règles de mise en scène empruntées de l'Occident afin d'adapter les traditions au mode de vie moderne. Par le biais des orchestres nationaux, le Parti-État crée une symbiose des musiques traditionnelles et cherche à les actualiser afin que chaque Malien puisse y retrouver une certaine appartenance. La production musicale des orchestres nationaux ainsi que des troupes régionales des Semaines de la Jeunesse sont diffusés par *Radio-Mali*, support primordial dans une société possédant un fort taux d'analphabétisme.

Finalement, pour financer ses activités culturelles, le gouvernement malien reçoit de l'aide extérieure provenant essentiellement de pays communistes. Ainsi, les relations culturelles sont bien plus déterminées par l'idéologie d'État que par affinités traditionnelles puisque peu de relations sont établies avec les autres pays africains. En période de Guerre froide, l'aide octroyée par l'URSS ou encore par la Chine populaire permet d'encourager le maintien du régime socialiste au Mali.

Ainsi, la culture au Mali demeure l'apanage du Parti-État et vise à propager son idéologie socialiste au sein de la population tout en réhabilitant les valeurs traditionnelles précoloniales. Il s'instaure une dialectique complexe entre passé précolonial, construction nationale immédiate et édification socialiste garante de l'avenir de la République.

## **Conclusion**

Le Parti-État de l'US-RDA conduit par Modibo Keita a eu un impact considérable dans le Mali postcolonial entre 1960 et 1968. Cet organe politique a relevé de grands défis en termes de construction étatique et nationale. En 1968, le coup d'État mené par Moussa Traoré met fin au régime socialiste de Modibo Keita. Cependant, de nombreuses réalisations effectuées durant ces huit années perdurent, telles que l'organisation des Pionniers ou encore la Semaine de la jeunesse qui devient la Biennale artistique<sup>78</sup>.

Dans ce mémoire, l'arrière-plan culturel du Mali précolonial a été brossé afin de saisir son caractère référentiel pour l'Afrique de l'Ouest. Est-il de besoin de rappeler que le père de l'indépendance du Mali est directement rattaché à la lignée du plus grand héros de l'Ouest africain, Sundjata Keita? L'étude du parcours de l'US-RDA ainsi que de son chef permet de dégager le degré de légitimité qu'ils possèdent en 1960, au moment où la République du Mali déclare son indépendance. En 1959, l'Union soudanaise domine d'ores et déjà le paysage politique. Elle s'impose donc en parti unique et s'attelle à construire l'État et la nation.

Pour ce faire, l'US-RDA de Modibo Keita développe une large structure visant à englober l'ensemble de la population. C'est à travers les comités, les sous-sections, les sections, les arrondissements et la région que le Parti-État impose son autorité et diffuse son idéologie. Le peuple malien est alors divisé en catégories socio-professionnelles (travailleurs et paysans), d'âge (section jeunesse) ou de genre (section des femmes). À travers ces infrastructures, le Parti-État souhaite unifier le peuple en vue de le mobiliser et de construire la société socialiste.

En effet, l'Union soudanaise adopte le socialisme comme idéologie officielle. Un des principaux objectifs de ce choix doctrinal repose sur l'idée qu'il garantit un

---

<sup>78</sup> Badara Alou Traoré, *Politiques et mouvements de jeunesse en Afrique noire francophone. Le cas du Mali*, L'Harmattan, 2007, p. 75 et Younoussa Touré, *La Biennale artistique et culturelle du Mali (1962-1988) : Socio-anthropologie d'une action de politique culturelle africaine*, Marseille, Septentrion, 1996, p. 117.

développement économique rapide. En 1960, le Mali est un pays foncièrement agricole et peu industrialisé. Or, l'US-RDA fait l'équation entre la mise en place d'un système socialiste, gage de développement économique, et la sauvegarde de la souveraineté nationale. Ce raisonnement devient le leitmotiv du parti pour mobiliser la population; l'indépendance politique acquise, il s'agit désormais d'accéder à l'indépendance économique grâce à l'édification du socialisme. Cependant, les dirigeants maliens adaptent ce modèle idéologique provenant d'Europe aux conditions spécifiques du pays.

L'US-RDA procède à une distorsion de la doctrine originelle en vue de l'adapter aux besoins maliens. Notamment, les dirigeants tirent profit du fait que le Mali n'ait jamais atteint le stade capitaliste pour déclarer qu'une révolution est superflue puisqu'il n'existe pas d'antagonisme de classe. Par conséquent, la nouvelle république peut effectuer une transition directe vers le socialisme sans passer par l'étape du capitalisme bourgeois. Pourtant, le socialisme scientifique classique repose sur l'industrialisation et l'ouvrier. Au Mali, le paysan et l'activité agricole sont au cœur du processus d'édification socialiste. En cela, le socialisme malien se rapproche du titisme. D'autre part, la doctrine marxiste-léniniste prétend qu'un parti composé d'une élite éclairée doit conduire le projet socialiste. Au Mali, la priorité d'intégration nationale amène l'US-RDA à créer un parti de masse qui vise à englober toute la population. Finalement, l'Islam occupe traditionnellement une place prédominante au sein de la république. Selon Modibo Keita, elle n'entre pas en contradiction avec le socialisme pourtant fondamentalement athée. Le chef d'État explique que l'Islam est une religion socialiste, car elle aspire aux mêmes valeurs de partage. Ainsi, le socialisme est adapté au contexte malien afin de parvenir à l'indépendance économique et garantir la sauvegarde nationale.

Poursuivant sans relâche son objectif de renforcer la souveraineté nationale, l'US-RDA met sur pied une politique culturelle. Sans faire véritablement l'objet d'un programme détaillé, il est possible d'en tracer le contour grâce à l'analyse des diverses activités reportées par l'*Essor* ou les discours du père de l'indépendance. Ainsi, la politique culturelle vise à réaffirmer la personnalité africaine en revalorisant la culture traditionnelle pour ultimement créer la nation malienne. Ce dernier enjeu est primordial

pour une ancienne colonie qui accède à l'indépendance dans un espace déterminé par la colonisation et composé de nombreuses ethnies. L'Union soudanaise entend créer l'unité nationale, car c'est le seul moyen pour le pays de sauvegarder son intégrité. Au nom de la nation, le parti mobilise le peuple dans le processus de construction étatique et nationale.

La grande manifestation de la politique culturelle est la Semaine de la Jeunesse. Provenant des six régions du Mali, les jeunes, présélectionnés au cours de compétitions régionales, affluent vers la capitale une fois par an pour se rencontrer et se confronter au cours d'épreuves culturelles et sportives. Cette manifestation annuelle permet de rassembler les jeunes des différentes contrées du pays pour leur faire partager une expérience commune. C'est également un haut lieu de diffusion de la culture, car les jeunes véhiculent les valeurs culturelles et les politiques du parti dans leurs pièces de théâtre, leurs chants ou encore leurs danses. En plus d'être endoctrinés, les jeunes deviennent également les protagonistes de la politique culturelle.

Pour renforcer l'effort culturel, le parti développe des orchestres nationaux. Ces derniers auront pour mission de créer une musique nationale. Pour y parvenir, l'US-RDA combine des instruments et des folklores qui ne performant traditionnellement pas ensemble. Cette stratégie renforce l'intégration nationale, car il permet à chaque Malien de retrouver des éléments culturels provenant de son ethnie. Pour diffuser l'idéologie et la culture nationale, le parti crée *Radio-Mali* ainsi que la Librairie populaire.

Ainsi, la politique culturelle est largement instrumentalisée par le régime socialiste. La culture ne doit en aucun cas contraindre le Mali dans son développement. Au contraire, elle a pour fonction de renforcer les politiques de l'US-RDA et de soutenir la construction nationale.

Ce régime socialiste connaît une fin abrupte en 1968, alors que Moussa Traoré renverse Modibo Keita. Il s'ensuit plus de trente années de dictature militaire. Il faut attendre l'ouverture démocratique qui s'opère au début des années 1990 pour que les réalisations de l'US-RDA et la figure du père de l'indépendance, Modibo Keita, soient

réhabilitées<sup>79</sup>. Le président Alpha Oumar Konaré (1992-2002) met en place une véritable politique culturelle qui restaure différentes époques, allant du Mali précolonial, au Soudan occidental sous la colonisation, et finalement, au premier gouvernement indépendant du Mali postcolonial. Il en découle la création du Mémorial Modibo Keita, inauguré à Bamako en 1999.

---

<sup>79</sup> Rosa de Jorio, «Narratives of the Nation and Democracy in Mali: A view of Modibo Keita's Memorial», *Cahiers d'études africaines*, Vol. 43, Cahier 172, 2003, p. 827.

## SOURCES

KEITA, Modibo S., *Discours et interventions*, Bamako, 1965, 333 p.

Dans *L'Essor* :

«Sékou Touré, le peuple du Mali te salue et salue à travers toi le peuple frère de Guinée», *L'Essor*, 2 février 1961.

«La librairie populaire du Mali a été solennellement inaugurée hier soir», *L'Essor*, 23 août 1961.

«La Librairie populaire œuvre de la Jeunesse», *L'Essor*, 9 septembre 1961.

«La réunion annuelle du Mouvement National des Pionniers a terminé ses travaux dimanche à la Maison des Jeunes de Bamako», *L'Essor*, mardi 14 novembre 1961.

Discours de Modibo Keita à l'École Nationale d'Administration du Mali, *L'Essor*, 6 mars 1962.

Discours de Modibo Keita lors de la visite officielle du président Hamani Diori, *L'Essor*, 7 avril 1962.

«Sur le chantier de la Construction Nationale», *L'Essor*, samedi 14 avril 1962.

«Le Mali a signé hier deux protocoles d'application d'accords culturels simultanément avec la République Arabe Unie et la République Socialiste de Tchécoslovaquie», *L'Essor*, 9 mai 1962.

«Profondément indigné par la manifestation antinationale des contre-révolutionnaires, le peuple du Mali tout entier réaffirme son soutien résolu à la monnaie et flétrit l'action de trahison des pseudo-commerçants», *L'Essor*, 24 juillet 1962.

«L'assemblée nationale a adopté hier le texte de l'hymne national du Mali», *L'Essor*, 10 août 1962.

«Communiqué de la Librairie populaire du Mali», *L'Essor*, 11 août 1962.

«22 septembre 1960, 22 septembre 1962: La République du Mali a deux ans», *L'Essor*, 22 septembre 1962.

«La radiodiffusion nationale du Mali. Une université populaire et permanente», *L'Essor*, 22 septembre 1962.

«Rentrée scolaire 1962-1963 en République du Mali», *L'Essor*, 16 octobre 1962.

«À propos de la réorganisation de la Jeunesse de l'Union soudanaise R.D.A. Règlement intérieur des Brigades de vigilance», *L'Essor*, vendredi 16 novembre 1962.

Discours de Modibo Keita lors de la conférence des cadres syndicaux de l'UNTM, *L'Essor*, 5 janvier 1963.

«À Moscou: La section des Jeunes de l'Union soudanaise-R.D.A. tient sa première conférence régionale», *L'Essor*, 20 février 1963.

«Flash sur la Semaine de la Jeunesse», *L'Essor*, 14 juin 1963.

«La commission sociale des femmes de l'Union soudanaise RDA, prend des mesures sociales révolutionnaires», *L'Essor*, 14 septembre 1963.

«Une enquête de l'Essor. Que pensez-vous des Actualités maliennes?», *L'Essor*, 7 février 1964.

«La femme a triple taches : ménagère, fonctionnaire, militante», *L'Essor*, 19 mars 1964.

«Pourquoi ne pas le dire? La base matérielle et idéologique du socialisme, c'est la force du peuple », *L'Essor*, 20 mars 1964.

«Le Mali fait don de films à la République d'Indonésie», *L'Essor*, 19 mai 1964.

«Le Mali signe un plan d'application d'accords culturels avec l'URSS», *L'Essor*, 21 mai 1964.

«Allocution d'ouverture du Haut-Commissaire», *L'Essor*, 10 juillet 1964.

«Représentations artistiques de Ségou à la permanence du Parti», *L'Essor*, 11 juillet 1964.

«Signature du 5e plan d'accord culturel entre l'Union soviétique et le Mali», *L'Essor*, 27 avril 1965.

«A propos de la IVe semaine de la JUS-RDA», *L'Essor*, 10 juin 1965.

«L'Ensemble instrumental: pour une musique typiquement africaine», *L'Essor*, 19 juin 1965.



«La République Populaire de Chine et la République du Mali signent trois protocoles d'accords», *L'Essor*, 2 septembre 1965.

«Représentation artistique de la région de Ségou», *L'Essor*, 5 juillet 1966.

«Gao a présenté à son public l'épopée glorieuse de Fihiroun», *L'Essor*, 6 juillet 1966.

«Clôture de la Ve Semaine de la J.U.S.-RDA», *L'Essor*, 12 juillet 1966.

«Discours d'ouverture du camarade Bengoro Coulibaly, Haut-Commissaire Adjoint à la Jeunesse et aux Sports», *L'Essor*, 4 juillet 1967.

«Le yéyéisme est condamné sans réserve», *L'Essor*, 6 juillet 1967.

«Reconversion totale des mentalités pour une plus grande efficacité dans l'action», *L'Essor*, 7 juillet 1967.

«Clôture de la VIe Semaine de la Jeunesse de l'US-RDA», *L'Essor*, 11 juillet 1967.

«En réhabilitant notre culture nationale, vous êtes en train de jeter les bases d'une véritable révolution culturelle, substratum indispensable à toute construction nationale», *L'Essor*, 15 juillet 1967.

«“Le verdict populaire” : un appel à la conscience militante révolutionnaire de chaque malien», *L'Essor*, 4 juillet 1968.

«“Tout pour la révolution” : un contribution positive à la cause de la révolution du peuple malien», *L'Essor*, 5 juillet 1968.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### *Monographie*

ABIOLA IRELE, Francis, *Négritude et condition africaine*, Paris, Karthala, 2008, 191 p.

AMSELLE, Jean-Loup, *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock, 2008, 320 p.

BAYART, Jean-François, *L'Etat en Afrique : La politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006, 439 p.

BÉJI, Hélé, *Désenchantement national : essai sur la décolonisation*, Paris, Maspero, 1982, 172 p.

BENOIST, Joseph-Roger, *Le Mali*, Paris, L'Harmattan, 1998, 295 p.

BÉNOT, Yves, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, François Maspero, 1969, 427 p.

BOCQUIER, Philippe et Tiéman DIARRA, *Population et société au Mali*, Paris, l'Harmattan, 1999, 204 p.

BRUNSCHWIG, Henri, *Mythes et réalités de l'impérialisme colonial français 1871-1914*, Paris, Armand Colin, 1960, 201 p.

CAMARA, Ibrahima, *Le cadre rituel de l'éducation au Mali. L'exemple du Wassoulou*, Paris, l'Harmattan, 2002, 223 p.

CAMPMAS, Pierre, *L'Union-Soudanaise-RDA. Tome premier (1946-1960)*, Abidjan, Éditions Communication intercontinentale, 1992, 238 p.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine et Henri MONIOT, *L'Afrique noire. De 1800 à nos jours*, Paris, PUF, 2005 (c1974), 480 p.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine, *L'Afrique occidentale au temps des Français : colonisateurs et colonisés (1860-1960)*, Paris, La Découverte, 1992, 460 p.

DELAFOSSÉ, Maurice, *Haut-Sénégal Niger. Vol. 2. L'Histoire*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1912.

DIAGOURAGA, Modibo, *Modibo Keita. Un destin*, Paris, L'Harmattan, 2005, 174 p.

DIARRAH, Cheikh O., *Le Mali de Modibo Keita*, Paris, L'Harmattan, 1986, 187 p.

- DIOP, Cheikh Anta, *Nations, nègres et cultures*, Paris, Présence africaine, 1954, 120 p.
- Division culturelle du Ministère de l'éducation et de la culture à Accra. *La politique culturelle au Ghana*. Paris, UNESCO, 1976, 53 p.
- DOMERGUE-CLOAREC, Danielle, *La France et l'Afrique après les indépendances*, Paris, CEDES, 1994, 405 p.
- DULUCQ, Sophie, *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale (XIXe-XXe siècle)*, Paris, Karthala, 2009, 330 p.
- GOBINEAU, Comte Arthur (de), *Essai sur l'inégalité des races*, Paris, Éditions Pierre Belfond, 1967 (c1853-1855), 878 p.
- GRIMAL, Henri, *La décolonisation de 1919 à nos jours*, Bruxelles, Éditions complexe, 1985, 349 p.
- HANOTAUX, Gabriel et Alfred MARTINEAU, *Histoire des colonies françaises*, Paris, Plon, 1929, 6 vol.
- HARDY, Georges, *Vue générale de l'histoire de l'Afrique*, Paris, Armand Colin, 1922, 200 p.
- HEGEL, Friedrich, *La Raison dans l'Histoire*, Paris, Plon, coll. « 10/18 », n° 235, 1965, 320 p.
- ILIFFE, John, *Les Africains. Histoire d'un continent*, Cambridge, Flammarion, 1997, 459 p.
- JONES, William I., *Planning and Economic Policy : Socialist Mali and its neighbors*, Washington, Three Continents Press, 1976, 422 p.
- KI-ZERBO, Joseph, *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978 [1972], 731 p.
- KI-ZERBO, Joseph (sous dir.), *Histoire générale de l'Afrique. Vol. I. Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, Présence africaine, 1980, 893 p.
- MAHIOU, Ahmed, *L'avènement du Parti unique en Afrique noire. L'expérience des États d'expression française*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1969, 421 p.
- MARX, Karl, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1884.

- MAZRUI, A. A. et C. WONDJI (sous dir.), *Histoire générale de l'Afrique. VIII. L'Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, Présence Africaine, 1998, 639 p.
- MBEMBE, Achille, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000, 293 p.
- M'BENGUE, Mamadou Seyni, *La politique culturelle au Sénégal*, Paris, UNESCO, 1973, 65 p.
- M'BOKOLO, Élikia, *L'Afrique au XXe siècle. Le continent convoité*, Paris, Éditions du Seuil, 1985, 281 p.
- M'BOKOLO, Elikia, *Afrique Noire. Histoire et civilisations Tome 2. Du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Hatier, 2008 [1992], 587 p.
- MEMMI, Albert, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres*, Paris, Gallimard, 2004, 172 p.
- MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du tiers-monde*, Paris, Hachette, 2005 [1993], 272 p.
- NIANE, Djibril Tamsir, *Soudjata : ou, l'épopée mandingue*, Paris, Présence africaine, 1960, 153 p.
- NIANE, Djibril Tamsir et Jean SURET-CANALE, *Histoire de l'Afrique occidentale*, Paris, Présence Africaine, 1960, 223 p.
- NIANE, Djibril Tamsir, *Histoire générale de l'Afrique. Vol. IV. L'Afrique du XIIe au XVIe siècle*, Paris, UNESCO, Présence Africaine, 1985, 811 p.
- RAMBAUD, Alfred, *La France coloniale, Histoire, Géographie, Commerce*, Paris, Armand Colin, 1886.
- SAID, Edward W., *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 1997, 423 p.
- SANANKOUA, Bintou, *La chute de Modibo Keita*, Paris, Éditions Chaka, 1990, 185 p.
- SECK, Papa Ibrahima, *La stratégie culturelle de la France en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 1993, 234 p.
- SCHACHTER MORGENTHAU, Ruth, *Political parties in french-speaking West Africa*, Oxford, Clarendon Press, 1967 (c1964), 445 p.

SCHACHTER-MORGENTHAU, Ruth, *Le multipartisme en Afrique de l'Ouest francophone jusqu'aux indépendances. La période nationaliste.*, Paris, l'Harmattan, 1998 [1964], 488 p.

SYLLA, Lancine, *Tribalisme et parti unique en Afrique*, Abidjan, Université nationale de Côte-d'Ivoire-Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1977, 391 p.

THOMAS, L. V., *Le socialisme et l'Afrique. Tome 1.*, le livre africain, 1966, 203 p.

TOURÉ, Younoussa, *La Biennale artistique et culturelle du Mali (1962-1988) : Socio-anthropologie d'une action de politique culturelle africaine*, Marseille, Septentrion, 1996, 425 p.

TRAORÉ, Badara Alou, *Politiques et mouvements de jeunesse en Afrique noire francophone. Le cas du Mali*, L'Harmattan, 2007, 138 p.

### Articles

AMSELLE, Jean-Loup, «La conscience paysanne: la révolte de Ouolossébougou (juin 1968, Mali)», *Revue Canadienne des Études Africaines*, Vol. 12, No. 3, 1978, p. 339-355.

ARDANT, Philippe, «Le néo-colonialisme : thème, mythe et réalité», *Revue française de science politique*, 15<sup>e</sup> année, No 5, 1965, p. 837-855.

ARNOLDI, Mary Jo, «Youth festivals and Museums : The cultural politics of Public memory in postcolonial Mali», *Africa Today*, Vol. 52, No 4, Été 2006, p. 55-76.

BARRY, Alpha Ousmane et Jean-Marie VIPREY. «Approche comparative des résultats d'exploration textuelle des discours de deux leaders africains : Modibo Keita et Sékou Touré». dans Serge HEIDEN et Bénédicte PINCEMIN, *Actes des 9es Journées internationales d'Analyse statistique des Données Textuelles (JADT 2008)*, Lyon, 12-14 mars 2008, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, vol. II , p. 893-905.

BAYART, Jean-François. «Le politique par le bas en Afrique noire». *Politique africaine*, No 1 (1981), p. 53-82.

BERSTEIN, Serge. «Histoire (Domaines et champs)- Histoire politique». *Encyclopaedia Universalis*, [en ligne], <http://www.universalis.fr/encyclopedie/histoire-domaines-et-champs-histoire-politique/> (page consulté le 25 avril 2010).

BIPOUN WOUN, Joseph-Marie, «Les aspects juridiques de la conférence de Berlin (novembre 1884-février 1885)» dans *Centenaire de la conférence de Berlin (1884-1885) : Brazzaville, avril 1985 : actes du colloque international*, Paris, Présence africaine, 1987, 471 p.

CAMARA, Seydou. « La tradition orale en question ». *Cahiers d'études africaines*, Vol. 36, Cahier 144 (1996), p. 763-790.

CANUT, Cécile. «Construction des discours identitaires au Mali. Ethnicisation et instrumentalisation des senankuya». *Cahiers d'études africaines*, Vol. 4, No. 184 (2006), p. 967-986.

CANUT, Cécile et Étienne SMITH, «Pactes, alliances et plaisanteries. Pratiques locales, discours global», *Cahiers d'études Africaines*, Vol. 4, No. 184, 2006, p. 687-754.

CHABASSEUR, Églantine, «Indépendance et musique: Mali, indispensable culture», [en ligne], *RFI*, Paris, 22/03/2010, [http://www.rfimusique.com/musiquefr/articles/123/article\\_17924.asp](http://www.rfimusique.com/musiquefr/articles/123/article_17924.asp).

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine. «Réflexions sur l'historiographie africaniste de langue française et anglaise». *Politique africaine*, No. 66 (Juin 1997), p. 91-100.

CUTTER, Charles H., «The Politics of Music in Mali», *African Arts*, Vol. 1, No. 3, Spring 1968, p. 74-77.

D'ARBOUSSIER, Gabriel, «Idées et forces politiques en Afrique», *Genève-Afrique*, vol. III, no. 2, 1964, p.167-169.

DECRAENE, Philippe. «Deux décennies de politique extérieure malienne (1960-1980)». *Politique étrangère*, No 2 (1980), p. 437-451.

DELANOUE, Paul et Philippe DEWITTE, «La CGT et les syndicats de l'Afrique noire de colonisation française, de la Deuxième Guerre mondiale aux indépendances», *Le Mouvement social*, No. 122, Jan-Mars 1983, p. 103-116.

DE MONTBRIAL, Thierry, «Interventions internationales, souveraineté des États et démocratie», *Politique étrangère*, No 3, 1998, p. 549-566.

DESSAU, Jan. «Le Mali : une expérience partielle d'indépendance économique». dans John D. ESSEKS, *L'Afrique de l'indépendance politique à l'indépendance économique*, Grenoble, François Maspero, Presses universitaires de Grenoble, 1975, p. 173-197.

DE JORIO, Rosa, «Narratives of the Nation and Democracy in Mali: A view of Modibo Keita's Memorial», *Cahiers d'études africaines*, Vol. 43, Cahier 172, 2003, p. 827-855.  
DIAWARA, Mamadou, « Le griot mande à l'heure de la globalisation », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 36, Cahier 144, 1996, p. 591-612.

DRAMÉ, Patrick, «Les idées phares du processus de décolonisation», *Chaire Lucienne-Cnockaert*, [en ligne], <http://pages.usherbrooke.ca/lucienne-cnockaert/index.php?id=114> (page consulté le 24 avril 2010).

GRUNDY, Kenneth W., «Marxism-Leninism and African Underdevelopment: The Mali Approach», *International Journal*, Vol. 17, No. 3, Été 1962, p. 300-304.

GRUNDY, Kenneth, «Mali : The prospect of "Planned Socialism"», dans FRIEDLAND, William H. (sous dir.), *African socialism*, Stanford, Stanford University Press, 1964, 325 p.

HANCHARD, Michael George. «Black Transnationalism, Africana Studies, and the 21<sup>st</sup> Century». *Journal of Black Studies*, Vol. 35, No. 2 (Nov. 2004), p. 139-153.

HAZARD, John N., «Mali's Socialism and the Soviet Legal Model», *The Yale Law Journal*, Vol. 77, No. 1, Nov. 1967, p. 28-69.

JACQUEMOT, Pierre. «Le Proto-État africain : quelques réflexions autour de l'histoire contemporaine du Mali». *Tiers-Monde*, Vol. 24, Numéro 93, 1983, p. 127-141.

KLEIN, Jean-François et Marie-Albane de SUREMAIN. «Clio et les colonies. Retour sur des historiographies en situation». *Romantisme*, n° 139 (1/2008), p. 59-80.

KIPRÉ, Pierre. «La crise de l'État-nation en Afrique de l'Ouest». *Outre-Terre*, No. 11 (2005/2), p. 19-32.

KURTZ, Donn M., «Political integration in Africa : The Mali Federation», *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 8, No. 3, octobre 1970, p. 405-424.

MANCHUELLE, François, «Assimilés ou patriotes africains? Naissance du nationalisme culturel en Afrique française (1853-1931)», *Cahiers d'Études africaines*, Vol. 35, Cahier 138/139, 1995, p. 333-368.

MARTIN, Guy. «Socialism, Economic Development and Planning in Mali, 1960-1968». *Canadian Journal of African Studies*, Vol. 10, No. 1 (1976), p. 23-46.

MEMEL-FOTÊ, Harris. «Des ancêtres fondateurs aux Pères de la nation. Introduction à une anthropologie de la démocratie». *Cahiers d'études africaines*, Vol. 31, No 123 (1991), p. 263-285.

MÜLLER, Bertrand. «L'école des Annales». *Encyclopaedia Universalis*, [en ligne], <http://www.universalis.fr/encyclopedie/ecole-des-annaes/>, (page consulté le 24 avril 2010).

PIRJEVEC, Jože, «Les années staliniennes de Tito 1945-1948», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 17, Janvier-Mars 1988, p. 73-82.

PLATANIA, Marco, «L'historiographie du fait colonial : enjeux et transformations», *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, janvier 2011, no 24, p. 189-207.

«Politique de développement et voies africaines du socialisme», *Présence africaine*, XLVII, 3<sup>e</sup> Trimestre, 1963, p. 64.

RILLON, Ophélie, «Corps rebelles: la mode des jeunes urbains dans les années 1960-1970 au Mali», *Genèses*, 2010/4, No 81, p. 64-83.

SANANKOUA, Bintou, «Femmes et Parlement au Mali», *Afrique contemporaine*, 2004/2, No 210, p. 145-156.

SCHULZ, Dorothea, «Enchantment: Griots, Broadcast Media, and the Politics of Tradition in Mali», *Africa Today*, Vol. 44, No. 4, Oct. - Dec. 1997, p. 443-464.

SMITH, Étienne, «Les cousinages de plaisanterie en Afrique de l'Ouest, entre particularismes et universalismes», *Raisons politiques*, n° 13, février 2004, p. 157-169.

SNYDER, Francis G.. «The political thought of Modibo Keita». *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 5, No. 1 (Mai 1967), p. 79-106.

SNYDER, Francis G., «An era ends in Mali», *Africa Report*, 14:3/4, Mars-Avril 1969, p. 16-22.

SY, Seydou Madani, «Le parti politique en Afrique : concept, nature» [en ligne], *Éthiopiennes*, No. 1, janvier 1975, <http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article1027>, (page consultée le 8 mai 2011).

ZOLBERG, Aristide R., «The political revival of Mali», *The World Today*, Vol. 21, No 4, avril 1965, p. 151-160.

#### *Audio-visuel*

SCHIANO, Jean-François et Maïga DJINGAREY, *Musique du Mali. I, Les gens de paroles*, Enregistrement vidéo, Paris, La Sept : Les Films du Village, 1988, 1 cassette : 54 min, son, coul., VHS.